

LA QUESTION
DES
DÉLIMITATIONS RÉGIONALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 1^{er} Juin 1912

PAR
HENRI VITU

PRÉSIDENT : M. SOUCHON, professeur.

SUFFRAGANTS : MM. TRUCHY, professeur.

HITIER, professeur adjoint.

CHATILLON-SUR-SEINE
IMPRIMERIE A. PICHAT

1912

LA QUESTION
DES
DÉLIMITATIONS RÉGIONALES

LA QUESTION DES DÉLIMITATIONS RÉGIONALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 1^{er} Juin 1912

PAR

HENRI VITU

PRÉSIDENT : M. SOUCHON, professeur.

SUFFRAGANTS : MM. TRUCHY, professeur.

HITIER, professeur adjoint.



CHATILLON-SUR-SEINE
IMPRIMERIE A. PICHAT

1912

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme pro-
pres à leurs auteurs.**

INTRODUCTION

Dans le rapport qu'il a rédigé à la suite de l'enquête entreprise en 1907 ¹ dans les régions viticoles de la France, sur « la situation critique de la viticulture », en vue de réunir les divers desiderata des populations et des groupements intéressés, et de préciser sur quels points devait se porter l'intervention des pouvoirs publics, M. Cazeaux-Cazalet relate les protestations de divers syndicats viticoles en ce qui concerne les abus qui sont faits des marques des vins, des noms de crus et de leurs appellations régionales. Ceux-ci sont considérés comme une des causes de la crise viticole et de l'encombrement des stocks à la propriété et de l'avilissement des prix.

Ces abus datent de la période phylloxérique. A cette époque, le commerce des vins dut, pour suffire à la consommation, faire venir du Midi, de l'Algérie, d'Espagne, ou d'Italie les vins que la région ne pouvait plus lui fournir en quantités suffisantes. Il opérait des coupages, mais continuait à expédier le mélange, malgré sa qualité inférieure, sous la dénomination régionale propre aux seuls

1. Quatrième rapport fait au nom de la Commission chargée de procéder à une enquête sur la situation de la production, du transport et du commerce des vins et de proposer les mesures à prendre en vue de remédier à la situation de la viticulture, par M. Cazeaux-Cazalet, député. Chambre des Députés. Session de 1909, n° 2512 et Annexe.

vins récoltés dans la région. Les vins étrangers bénéficiaient ainsi, en s'emparant du nom de cru, d'une réputation imméritée, en même temps qu'ils permettaient aux négociants de vendre leurs produits à des prix inférieurs. Lorsqu'ils eurent reconstitué leurs vignes, les producteurs ressentirent les effets de cette concurrence déloyale faite à leurs vins de cru : ils ne retrouvèrent plus l'écoulement dont ils profitaient avant la crise, et, s'ils purent vendre leurs produits soit au commerce soit aux consommateurs, ce fut à des prix qui étaient influencés par cet état de choses et qui les rémunéraient tout juste de leurs frais de reconstitution, de production et d'entretien ¹. Aussi accusèrent-ils nettement de leurs malheurs les pratiques déloyales qui se commettaient sous le couvert d'une appellation considérée jusqu'alors comme leur propriété et leur droit.

« C'est, dit M. Brunet, président du syndicat corporatif des propriétaires Girondins, cette fraude par substitution de noms d'origine, de marque, faite sans aucun scrupule par le commerce bordelais et extra-muros, que personne n'a encore cherché à réprimer, qui a porté le plus grand tort à notre vignoble, car elle constitue à la fois, une usurpation manifeste de titres, de propriétés de marques, qui n'appartiennent qu'aux récoltants seuls et à ceux qui leur achètent leurs vins. Et cette fraude est d'autant plus grave pour eux qu'elle a amené fatalement la mévente et l'avi-lissement des prix, mais aussi malheureusement le discrédit sur les vins de Bordeaux, auxquels on ne croit

1. Les producteurs champenois se plaignirent surtout de la fraude consistant à faire venir dans leur région des raisins ou des moûts étrangers ; ce qui était préjudiciable à leurs intérêts, car les frais de culture qu'ils devaient faire les obligeaient à demander un prix élevé de leur récolte.

presque plus au dehors, lorsqu'ils sont présentés au consommateur par le commerce. » ^{1 2}

Au surplus, cette fraude réagissait sur la situation des vigneron producteurs : ceux-ci désertaient une terre qui ne les faisait plus vivre. Le renom de nos vins n'était pas aussi sans subir le contre-coup d'une telle situation.

Aussi les producteurs s'alarmèrent, et, par l'intermédiaire de leurs syndicats ou de leurs représentants, réclamèrent l'intervention des pouvoirs publics en vue d'empêcher qu'on ne vende sous le nom de Bordeaux, de Bourgogne ou de Champagne des vins n'ayant aucune parenté avec l'un ou l'autre de ces crus. Ils insistèrent pour obtenir une délimitation des produits devant avoir droit aux noms de crus et aux appellations régionales, le vote de dispositions législatives et de mesures d'application propres à assurer le respect de ce droit ³. N'était-ce pas d'ailleurs une œuvre éminemment démocratique que celle qui devait assurer la loyauté des transactions commerciales et permettre au petit vigneron de vendre le produit de son travail et de lutter contre la concurrence du gros et du moyen commerce ?

Ainsi les régions viticoles, le Bordelais, la Bourgogne, la Champagne, demandèrent la délimitation comme devant être un remède sérieux à la crise viticole. A l'appui

1. Annexe au 4^e rapport de M. Cazeaux-Cazalet, 1909, p. 556.

2. Le syndicat viticole et agricole de Saint-Emilion signale le fait suivant : « Il y a trois ans environ, des prospectus offraient partout des vins au nom d'un sieur Christian de Pomerol, propriétaire à Saint-Emilion ; les clients ne pouvaient qu'être attirés par la réunion de ces deux noms réputés. Aussi, notre syndicat fit une enquête et découvrit facilement que le personnage en question ne s'appelait ni Christian, ni Pomerol, n'habitait pas Saint-Emilion et n'y était ni propriétaire, ni électeur, ni parenté. » (Id., p. 708).

3. Voir le vœu du Comice agricole du Médoc. (Id., p. 542).

de leurs prétentions, elles produisirent des statistiques, qui établissaient, par exemple, que le commerce bordelais livrait chaque année à la consommation, plus de 6 millions d'hectolitres de vin alors que le département de la Gironde n'en récoltait guère que 3 millions ¹.

Le Cognac et l'Armagnac avaient des motifs semblables, quoique d'un autre ordre, à réclamer des mesures de protection pour leurs eaux-de-vie de cru. Il s'agissait d'empêcher la concurrence faite à leurs alcools de vin par les alcools d'industrie qui, par des procédés déloyaux (blanchissage des acquits), usurpaient la place des premiers, en dépréciaient le bon renom et la qualité ². En précisant que les dénominations de « cognac » et « d'armagnac » seraient réservées aux eaux-de-vie provenant uniquement de vins récoltés et distillés sur un territoire déterminé et en contrôlant l'usage de ces eaux-de-vie, le consommateur serait assuré de l'origine et de la qualité de la boisson qui

1. De 1902 à 1906, il a été récolté dans le département

de la Gironde.	47.388.924 hect.
Il a été expédié hors du département.	22.584.189 —
Il y a été introduit de l'extérieur.	8.382.396 —

2. « Nos eaux-de-vie naturelles des Charentes sont depuis longtemps délaissées par le commerce intérieur qui y substitue des dédoubles d'alcool d'industrie transformés en faux cognacs par ces ingrédients vendus sous le nom d'essences, de sèves, de bonificateurs qui sont ainsi les moyens les plus funestes de concurrence de nos produits naturels. » (Comice viticole de Cognac. Annexe au rapport, p. 745). Des propriétaires de Castelnau d'Auzan (Gers) signalent « comme une des causes de la crise viticole qui sévit sur l'Armagnac, l'habitude prise par les négociants de la contrée de distiller des alcools d'industrie, soit avec une faible proportion de vin du pays, même sans vin et rien qu'avec des lies ou vinasses, ou bien de mélanger purement et simplement à l'eau-de-vie de vin une très forte proportion de trois-six (70 0/0 généralement), et de vendre ensuite ces produits sous le nom d'eaux-de-vie d'Armagnac. Nous protestons contre ces fraudes commerciales qui ont pour conséquence de déprécier nos excellentes eaux-de-vie et d'en avilir les cours. Nous voulons que le négociant soit tenu de vendre sa marchandise sous son vrai titre d'origine et de respecter ainsi notre marque « Armagnac. » (Id., p. 681).

lui serait vendue ; le producteur lui-même serait protégé contre la rivalité des alcools du Nord et retrouverait un placement avantageux de sa récolte.

Ainsi, de tous côtés, la protection des appellations régionales et la délimitation étaient réclamées en vue de remédier à la situation de la viticulture. Ces mesures devaient être, d'ailleurs, le complément nécessaire de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes et falsifications concernant les boissons, les denrées alimentaires et les produits agricoles. L'article 1^{er} de cette loi érigeait en délit toute tromperie ou tentative de tromperie sur « l'espèce ou *l'origine* des marchandises, lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine faussement attribuée aux marchandises devra être considérée comme la cause principale de la vente. » Par conséquent, présenter un produit sous le nom d'un produit dénommé par la ville ou la région, dans laquelle celui-ci est fabriqué ou récolté, c'est tromper sur la qualité et l'origine de la marchandise vendue, c'est commettre une fraude préjudiciable au commerce en raison de la confusion qu'elle crée et du discrédit qu'elle jette sur les produits véritables.

Mais il fallait préciser les éléments de l'infraction. A cet effet, l'article 11 stipulait que des règlements d'administration publique statueraient sur... « 2° les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crus particuliers que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente. »

Le but du législateur était donc de créer pour les produits ayant une réputation nationale ou mondiale une marque d'origine correspondant à la marque de fabrique qui existe pour les négociants ou les industriels, au brevet pour les inventeurs, à la propriété littéraire pour l'écrivain. C'était la reconnaissance d'un droit de propriété, du droit à l'appellation régionale, c'est-à-dire « le droit pour une région productrice de produits renommés pour leurs qualités naturelles à l'appellation d'origine pour ces produits. »¹ Cette reconnaissance impliquait, pour être protégée, une sanction, une base juridique : celle-ci ne pouvait être que la délimitation. Autrement dit, les territoires, ayant droit à l'appellation régionale à laquelle ils prétendent, doivent être limités d'une façon précise et une fois pour toutes, de telle sorte que le délit de tromperie puisse être fondé, que les poursuites susceptibles d'être intentées aient un fondement juridique et légal. Pour défendre un produit contre toute imitation frauduleuse, il faut le définir, et définir ce produit, c'est délimiter la région dans laquelle il est fabriqué ou récolté. La délimitation apparaît ainsi comme la base de la loi de 1905 et de toute mesure de protection à l'intérieur de notre territoire et même à l'extérieur.

En effet, les partisans de la délimitation invoquent la nécessité de cette mesure en vue d'assurer à l'étranger la défense de nos produits qui souvent sont dépréciés par des imitations sans valeur et usurpant les noms de nos crus. Nous ne pouvons obtenir, dit-on, la protection de nos produits à l'étranger que si nous commençons à les protéger chez nous, et on cite l'exemple de la Hongrie qui

1. Voir Tarlière : *Les Délimitations régionales*, Ann. sc. polit., 1911 n° 5 p. 777 s.

a délimité la région de Tokay et celui du Portugal en ce qui concerne le Porto. L'appellation régionale est la base même de la protection promise par la convention de Madrid et l'application de cette convention dépend des mesures de protection qui seront prises à l'intérieur du territoire ¹.

Le principe de la délimitation une fois établi, il importait de déterminer quelle autorité serait chargée de procéder à cette délimitation et de définir la propriété agricole, afin de pouvoir juger les infractions à la propriété de la marque. Jusqu'alors c'était l'autorité judiciaire qui, dans chaque cas particulier, décidait sur les droits des particuliers ou des associations intéressées à la reconnaissance d'un cru ou d'une marque en se basant sur la loi du 28 juillet 1824. « Lorsqu'un syndicat, dit M. Roux, chef du service de la suppression des fraudes, ou lorsque le propriétaire d'une marque attaque devant le tribunal l'usurpateur de cette marque, le tribunal est obligé de définir d'abord le produit. Lorsqu'un propriétaire, estimant que son produit a droit au nom de Champagne, attaque un négociant qui s'est servi, indûment à son sens, du nom de Champagne, le tribunal est obligé d'examiner d'abord ce que signifie le mot Champagne, il est obligé de faire une délimitation. » Mais l'impossibilité dans laquelle les tribunaux se trouvaient souvent de faire la preuve du délit, l'instabilité et la contradiction des décisions, firent que le législateur de 1905 résolut de fixer administrativement ces délimitations, de telle sorte que, faites préalablement à toute poursuite, elles deviennent un des éléments d'appréciation

1. Cf. Pozzi à la Chambre, le 14 juin 1907, *Journal officiel*, 1907, p. 1368, et déposition de M. Bourgeois, Annexe IV du 1^{er} rapport David, n° 930 du 8 avril 1911.

du délit. Le principe en fut posé par l'article 11 précité, l'article 10 du décret du 3 septembre 1907 ¹ et la loi du 5 août 1908 et fut appliqué par divers décrets subséquents que nous étudierons au cours de notre étude.

Telle fut l'origine des délimitations administratives des régions viticoles. Or, lorsqu'il s'est agi de procéder à ces délimitations et de les appliquer, on s'est heurté à de telles difficultés pratiques, à une telle opposition d'intérêts que ceux-là mêmes qui primitivement réclamaient cette mesure de protection en demandant aujourd'hui la suppression et le retour à l'ancien état de choses.

Nous voudrions, dans notre étude, retracer l'histoire des délimitations, montrer les difficultés qu'elles ont soulevées, examiner les projets actuels de suppression, pour rechercher ensuite si les délimitations administratives étaient nécessaires et dans quel sens la question pourrait être solutionnée de façon à donner satisfaction aux intérêts en cause. Tels sont les divers points que nous allons étudier.

1. Cet article est ainsi libellé : « En vue d'assurer la protection des appellations régionales et des crus particuliers réservés aux vins, vins mousseux, eaux-de-vie et spiritueux qui ont, par leur origine, un droit exclusif à ces appellations, il sera statué ultérieurement, par des règlements d'administration publique, sur la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance des produits. »

CHAPITRE PREMIER.

L'HISTORIQUE DES DÉLIMITATIONS.

Avant d'entreprendre l'histoire des délimitations administratives, il importe de retracer brièvement comment, antérieurement à 1905, était assurée la protection du nom d'origine. Cet exposé nous permettra, dans la suite, de discuter la question de la nécessité de l'intervention de l'Etat en la matière.

I

La question des appellations d'origine et des délimitations avant la Loi du 1^{er} août 1905.

§ 1. — L'ancien régime.

La question n'est pas nouvelle : des rivalités entre régions viticoles ont existé sous l'ancien régime, et, à plusieurs reprises, l'autorité royale dut intervenir en vue de confirmer les privilèges de telle ou telle région. En 1652, l'histoire relate le début d'une bataille de vins qui devait se prolonger jusqu'au XVIII^e siècle entre la Bourgogne et la Champagne. En 1733, les habitants de Reims demandèrent au roi d'interdire la vente du Bourgogne, satisfaction qui ne leur fut pas accordée « par respect de la liberté du com-

merce. » En 1775, à Châlons-sur-Marne, les Champenois prétendirent refuser le paiement du droit d'aides : leurs descendants, plus d'un siècle plus tard, devaient émettre la même prétention. La Gironde jouissait d'une protection très étroite : aucun vin autre que celui provenant de la sénéchaussée de Bordeaux ne pouvait se vendre dans Bordeaux, ni au détail ni autrement, avant que ne fût entièrement vendu le vin de cette région. Les vins de Bordeaux profitaient d'un privilège spécial en ce qui concerne la contenance et la forme des barriques ; ils étaient protégés, par des droits, contre les vins du « haut pays » ; les vins étaient recensés, les barriques marquées, pour éviter toute fraude. Toute cette réglementation fut supprimée en 1776 par Turgot ¹.

§ 2. — La Loi du 28 juillet 1824 et la jurisprudence.

Le principe de la liberté du commerce proclamé par la Révolution et établi par l'article 7 de la loi du 17 mars 1791 ne pouvait rester absolu : la protection légale fut bientôt réclamée contre les atteintes à l'exercice honnête et loyal de cette profession et notamment à l'emploi de la marque de fabrique et du nom de lieu. Tel fut le but de l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet-4 août 1824, relative aux altérations ou suppressions de noms dans les produits fabriqués, ainsi conçu :

« Quiconque aura soit apposé, soit fait apparaître, par addition, retranchement, ou par une altération quelconque, sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre

1. Voir sur l'ancien régime : A. Nicolai, *La délimitation de la région du Bordelais* (*Journal des Economistes*, 1910, p. 80, sqq.) et A. Monis : *La délimitation des régions de production* (Thèse, Paris, 1909).

que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle où lesdits objets auront été fabriqués, ou enfin *le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication*, sera puni des peines portées en l'art. 423 du Code pénal, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu. Tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque sera passible des effets de la poursuite, lorsqu'il aura sciemment exposé en vente ou mis en circulation les objets marqués de noms supposés ou altérés. »

Cette loi tendait donc à la protection du « nom de lieu », considéré comme une propriété qui doit être respectée au même titre que toute autre. « Il est, était-il dit dans l'exposé des motifs, des lieux de fabrication dont les produits ont atteint une réputation qu'on peut appeler collective, et c'est encore une propriété. » En vue de fournir un criterium certain et éviter les contestations, il avait été question de faire fixer par des ordonnances interprétatives et réglementaires les limites des « lieux ». Mais, sans doute en raison des difficultés possibles, ces ordonnances ne furent jamais rendues : le Conseil d'Etat émit lui-même l'avis qu'elles n'étaient pas nécessaires. L'œuvre de délimitation fut donc laissée aux tribunaux ; ainsi s'est formée une jurisprudence basée sur la loi de 1824 : nous allons en examiner les décisions principales ¹.

Des marchands de vins de Touraine avaient fabriqué des vins mousseux et apposé sur les bouchons des bouteilles le nom de la « Veuve Cliquot » ou le mot « Ay ou Vergy. » La Chambre criminelle de la Cour de Cassation, dans son arrêt du 12 juillet 1845 ², décide que « les vins de Champagne

1. Les éléments de cette étude sont empruntés à un article de M. Poncet, conseiller à la Cour de Paris, paru dans le numéro de la *Gazette du Palais* des 10, 11, 12 et 13 juin 1911.

2. S. 45, 1, 243. — D. 45, 1, 327.

sont des produits fabriqués, et les lieux où on les récolte et où on les prépare des lieux de fabrication, en sorte que l'apposition sur des bouteilles de ces vins d'un nom autre que celui du lieu de la fabrication tombe sous l'application de la loi du 28 juillet 1824, et constitue un acte de concurrence illicite. » En 1847 ¹, la Chambre des requêtes émettait la même opinion et ajoutait que « les propriétaires et les vigneronns doivent jouir pour les vins provenant de leur récolte de la protection que la loi de 1824 accorde aux fabricants d'objets manufacturés et que les propriétaires d'un cru ont *seuls*, mais aussi ont *tous*, le droit de marquer les vaisseaux contenant leur vin par une estampille rappelant le cru, c'est-à-dire le lieu où le raisin est récolté, même si les celliers ou les cuves vinaires n'y sont pas situés. » Le droit au nom de cru est donc réservé aux vins *récoltés* sur ce terroir.

Une autre question intéressante a été résolue par la jurisprudence : il s'agissait de savoir si la dénomination de « Champagne » était tombée dans le domaine public et constituait un terme générique, désignant tous les vins mousseux, quelle que soit leur provenance. La Cour suprême avait déjà, en ce qui concerne la « Chartreuse », décidé que cette appellation, indiquant à la fois le nom des fabricants et le lieu de fabrication, faisait l'objet d'une propriété exclusive protégée par la loi de 1824 ². Le 4 mars 1870, la Cour d'Angers avait, de son côté, rendu un arrêt aux termes duquel « les propriétaires de vignobles de crus réputés, tels que Ay, Bouzy, Sillery, et les négociants qui justifient être les acquéreurs habituels de

1. Arrêt du 28 juin 1847. D. 47, 1, 164. — S. 47, 1, 521.

2. Crim., 26 avril 1872 (D. 74, 1, 57). — Req., 10 août 1880 (D. 81, 1, 202 et 204).

leurs produits, sont fondés à réclamer contre l'emploi abusif qu'un négociant d'une autre contrée fait du nom de ces crus dans des étiquettes pour écouler des produits imités d'une provenance différente, par exemple les vins champagnisés fabriqués en Anjou ¹. »

L'arrêt de la Cour d'Angers du 19 juillet 1887 solutionne d'une façon très nette la question. « Attendu, dit-il, que le mot « Champagne » est indicatif à la fois du lieu de production et de fabrication de certains vins spécialement connus sous cette qualification, et non d'autres; qu'il importe peu que les vins de Champagne ne soient pas des vins purement naturels, comme les vins de Bordeaux ou de Bourgogne, qu'ils ne tiennent pas leurs qualités uniquement du sol qui les a produits, et qu'ils empruntent une partie de ces qualités à un mode de préparation et de manutention spécial; — attendu que la désignation « Champagne » ou « vin de Champagne » n'a pu tomber dans le domaine public comme s'appliquant à des vins mousseux non champenois... » ²

Persévérant dans sa jurisprudence, la même Cour infirmait, le 11 avril 1889, un jugement du tribunal de Saumur ayant acquitté un fabricant de vins champagnisés de Saumur poursuivi pour usurpation frauduleuse du nom de « Champagne » apposé sur des bouteilles de vin fabriqué à Saumur, pour le motif que cette dénomination était tombée dans le domaine public. La Cour, après avoir rappelé que ce fabricant avait commis l'infraction prévue et réprimée par la loi de 1824, précisant que « on ne peut entendre par « Champagne » ou « vin de Champagne » qu'un vin *tout à la fois récolté et fabriqué en Champagne, ancienne pro-*

1. D. 70, 2, 59.

2. S. 88, 2, 209.

vince de France, géographiquement déterminée, et dont les limites ne sauraient être ni étendues ni restreintes; qu'il suit de là qu'un fabricant de ces sortes de vins, pour se mettre à l'abri de l'éventualité de condamnations correctionnelles ou civiles, doit nécessairement les fabriquer dans la région connue sous le nom de Champagne et ne pas faire usage, pour la fabrication, d'autres raisins que ceux produits par les vignes de la région ¹. » Cet arrêt a été confirmé par la Cour de cassation, le 26 juillet 1889; elle insiste sur ce que « le mot Champagne n'est pas tombé dans le domaine public pour désigner un procédé de fabrication et ne s'applique qu'au vin *récolté et fabriqué dans la province* de France qui porte ce nom ². » De même le tribunal de Reims juge le 17 juillet 1891 que la désignation de vin de Champagne ne saurait s'appliquer à tous les vins mousseux en général, et la Cour de Paris, à son tour, confirme cette manière de voir dans un arrêt rendu, sur appel du jugement de Reims, le 18 novembre 1892. « Attendu que le mot Champagne ne désigne pas seulement un procédé de fabrication et une nature du produit, qu'il désigne principalement le lieu d'origine et ne peut, en conséquence, s'appliquer qu'au vin récolté et fabriqué dans la région dénommée ³. » Or, l'ancienne province de Champagne forme aujourd'hui les départements de la Marne, de la Haute-Marne, de l'Aube, des Ardennes et de certaines parties des départements de l'Yonne, de l'Aisne, de Seine-et-Marne et de la Meuse. On voit combien était large la délimitation reconnue par la jurisprudence.

Donc, d'une façon générale, la jurisprudence avait posé

1. *Gaz. Pal.*, 89, 1, 624.

2. D. 90, 1, 239. V. aussi le nouvel arrêt de la Cour d'Angers du 25 décembre 1891 (Paris, 93, 2, 54).

3. S. 93, 2, 74. — *Gaz. Pal.*, 92, 2, 633.

le principe que le vin est un produit fabriqué protégé par la loi de 1824, et, en ce qui concerne spécialement, la Champagne, elle avait admis : 1° que le nom de « Champagne » n'est pas tombé dans le domaine public ; 2° que seuls ont droit à cette appellation les vins fabriqués en Champagne avec des raisins récoltés dans ce pays ; 3° que la Champagne viticole n'est autre que l'ancienne province de Champagne géographiquement délimitée sans pouvoir être étendue ou restreinte.

Statuant sur ce qu'il fallait entendre par « Cognac », la Cour de Cassation délimite ainsi ce produit de cru : « Attendu que le mot Cognac n'est pas seulement employé pour désigner la ville qui porte ce nom ; qu'il désigne encore, dans l'usage, soit toute une région de fabrication qui s'étend jusqu'à la place de Bordeaux, soit l'eau-de-vie fabriquée dans cette même région ¹. » Et ailleurs : « attendu que le mot Cognac désigne surtout de l'eau-de-vie d'une grande région commerciale, que cette région paraît même s'étendre jusqu'à la place de Bordeaux, si l'on considère qu'un très grand nombre de maisons de cette place emploient depuis longtemps des étiquettes portant le mot « cognac » ². Et pour le Saint-Emilion : « attendu que dans l'usage la faveur qui s'attache au nom de Saint-Emilion s'étend à d'autres communes limitrophes, notamment à celle de Saint-Laurent des Combes ³. » Il a été jugé aussi que le vin de Sauternes comprenait les parties du terroir dont fait partie le clos de Sauternes et les terrains se rapprochant du terrain du clos par leur nature, leur exposition et leurs diverses conditions ⁴.

1. Cass. civ., 2 juillet 1888. D. 89, 1, 411.

2. Bordeaux, 11 août 86. *Ann.*, 88, p. 345.

3. id. 16 décembre 1897. *Ann.*, 1900, p. 5.

4. Versailles, 23 février 1888. *Ann.*, 1888, p. 349.

Cette interprétation large du nom de lieu, appliquée aux circonstances et aux cas particuliers, faisait de la loi de 1824 une loi de protection générale. La jurisprudence se fondait soit sur l'usage, soit sur les procédés commerciaux; elle s'éclairait au besoin par l'enquête ou l'expertise; en tout cas elle ne prononçait que des décisions d'espèce, de fait, après avoir fait appel à tous les éléments d'appréciation; de plus, les tribunaux, par leur situation dans la région, étaient à même de rendre des décisions étudiées et conformes à l'équité.

Signalons, pour finir, qu'on a considéré parfois la loi du 23 juin 1857 comme interprétative de celle de 1824; son but est différent: elle vise la protection des marques de fabrique, marques spéciales et dénommées, objets de propriété industrielle. La loi de 1824 vise uniquement la protection, dans un intérêt agricole, du nom commercial, du nom de localité, sans qu'il ait un caractère de marque emblématique ¹.

§ 3. — La protection du nom de cru vis-à-vis des produits étrangers. Les conventions internationales ².

Depuis quelque temps déjà le législateur français s'est préoccupé d'assurer la protection de nos appellations régionales contre l'apposition de fausses indications de provenance sur des produits étrangers. Ou ces produits, usurpant des appellations françaises, sont importés en France soit pour y être livrés directement au commerce, soit afin

1. Voir Pouillet : *Traité des marques de fabrique*. Lyon-Caen dans S. 1888, 2, 201.

2. Voir à ce sujet : Vallé, *De la fausse indication du lieu de provenance en matière de produits vinicoles*. Thèse, Paris, 1904, p. 115, sqq. et Rapport Cazeaux-Cazalet, p. 159, sqq.

d'acquérir un caractère d'authenticité après un certain séjour en entrepot ou en transit; ou bien ces produits sont vendus à l'étranger, sur les divers marchés étrangers, recouverts de l'étiquette française.

Dans le premier cas, le législateur a édicté diverses lois qui assurent à nos nationaux une protection efficace : art. 19 de la loi du 23 juin 1857 qui interdit l'entrée de tels produits en France et en permet la saisie, l'art. 15 de la loi du 11 janvier 1892, qui prononce cette interdiction même au cas où la commande a été faite par un négociant de la localité dont le nom est usurpé, et aussi au cas où le produit ne porterait pas en même temps que la mention « importé » le nom de la localité d'origine et celle du pays étranger auquel elle appartient. Enfin la loi du 1^{er} février 1899 rend obligatoire l'indication d'origine sur tous les vins étrangers importés.

Dans le second cas, pour assurer en dehors de France la protection de nos marques nominales empêcher pour les producteurs et commerçants étrangers d'employer chez eux, en fraude, des noms de lieux de provenance française sur les produits vinicoles, le législateur dut traiter avec les puissances étrangères et obtenir d'elles, à charge de réciprocité, l'application de la législation intérieure.

Cette protection internationale fut tout d'abord assurée par l'insertion, dans les traités de commerce, de clauses spéciales; mais il ne s'agissait que de dispositions accessoires, destinées à disparaître avec les traités eux-mêmes. Alors furent conclus des traités spéciaux : avec la Suisse (23 février 1882); la Roumanie (11 mars 1895); le Guatemala (12 novembre 1895); le Costa-Rica (8 octobre 1896); le Pérou (16 octobre 1896); le Mexique (10 avril 1899); l'Equateur (17 mars 1900); l'Egypte (16 novembre 1902); la

Russie (16-29 septembre 1905); la Suisse (20 octobre 1906); la Serbie (23 décembre 1906). Mais ces traités, n'engageant que deux pays isolés, n'étaient pas uniformes et assuraient la protection dans des conditions différentes pour chaque pays.

La forme la plus complète de la protection internationale de la propriété industrielle et commerciale et des indications de provenance est réalisée par les *Conventions d'union*. Les clauses en sont uniformes pour tous les pays contractants et peuvent avoir une heureuse influence sur les législations intérieures. L'idée de créer une Union internationale fut émise pour la première fois à Vienne au Congrès de 1873; reprise à Paris en 1878, elle aboutit à la Convention de Paris de 1883 et en 1891 à celle de Madrid. Des conférences eurent lieu en 1886 à Rome, en 1897 et en 1900 à Bruxelles, et dernièrement, en mai 1911, à Washington.

La Convention de Paris de 1883, à laquelle adhèrent actuellement 20 Etats, réglemente ainsi qu'il suit la fausse indication de provenance : (articles modifiés par la Convention de Bruxelles de 1897) :

« Art. 9. — Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce ou un nom commercial pourra être saisi à l'importation dans ceux des Etats de l'Union dans lesquels cette marque ou ce nom commercial ont droit à protection légale. La saisie aura lieu à la requête soit du Ministère public, soit de la partie intéressée, conformément à la législation intérieure de chaque Etat. Dans les Etats dont la législation n'admet pas la saisie à l'importation, cette saisie pourra être remplacée par la prohibition d'importation. — Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

Art. 10. — Les dispositions de l'article précédent sont applicables à tout produit portant faussement, comme indication de provenance, le nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse. Est réputée partie intéressée tout producteur, fabricant ou commerçant engagé dans la production, la fabrication ou le commerce de ce produit et établi soit dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance, soit dans la région où cette localité est située. »

En somme, cette Convention réprime les fausses indications de provenance lorsqu'elles se rapportent au nom d'une localité déterminée ou de la région où cette localité est située, et lorsqu'elles sont jointes à un nom commercial fictif ou empruntées dans une intention frauduleuse. La sanction, la saisie, est, toutefois, facultative. Cet accord, malgré l'heureuse idée qui l'a fait concevoir, laisse subsister des lacunes et n'accorde qu'une protection bien insuffisante.

La *Convention de Madrid* de 1891 réalise un certain progrès à ce point de vue. Conclue en vertu des dispositions de l'art. 15 de la Convention de Paris, qui prévoyait la possibilité d'arrangements particuliers, elle forme une Union restreinte, acceptée par huit puissances seulement (France, Brésil, Espagne, Angleterre, Guatémala, Portugal, Suisse, Tunisie.)

Les articles 1 et 2 de la Convention de Madrid rendent la saisie obligatoire à la requête du ministère public ou de toute partie intéressée, individu ou société, à l'égard de tout produit importé dans un Etat contractant avec une fausse indication du nom d'une localité de cet Etat, en dehors de tout emploi d'un nom commercial fictif ou em-

prunté. L'article 3 permet aux intermédiaires de vendre des produits étrangers, mais à condition d'en préciser l'origine. L'article 4 est le plus important : il tranche la question du « nom générique ». Le nom d'un produit devient générique lorsqu'il s'est incorporé à celui de la ville ou de la région qui le fabrique au point de devenir unique et nécessaire : la dénomination sert alors à désigner non plus la provenance, mais la nature du produit, un procédé de fabrication particulier. Par suite, tout le monde peut fabriquer un tel produit sans nuire à aucun producteur, sans commettre un acte de concurrence déloyale. Tels sont : l'eau de Cologne, le savon de Marseille, le cuir de Russie, les biscuits de Savoie, les gants de Suède, etc... L'usage d'un nom générique, ne constituant pas une infraction, ne saurait donc tomber sous la sanction de la Convention. Mais quels sont les noms génériques ? Question de fait et d'appréciation sur laquelle les tribunaux statueront. En tout cas, les noms de provenance de produits vinicoles ne peuvent être considérés comme génériques.

C'est ce que stipule l'article 4 : « Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, à raison de leur caractère générique, échappent aux dispositions du présent arrangement ; les appellations régionales de provenance des produits vinicoles n'étant cependant pas comprises dans la réserve statuée par cet article. »

Cette interprétation était juste et logique ; en effet, les produits vinicoles doivent leurs qualités et leur réputation à la nature du terrain, à son exposition, à l'espèce du plant, en un mot au « cru » ; ce sont des produits naturels qui tirent leur nom du sol et ont le monopole exclusif de ce nom. Cependant l'Allemagne refusa d'adopter cette manière de voir en ce qui concerne les termes

« Champagne » et « Cognac », auxquels elle reconnaissait un caractère générique et n'adhéra pas en conséquence à l'Arrangement. La question fut reprise à la Conférence de Bruxelles de 1897, mais sans succès. Il en fut de même au Congrès international de la propriété industrielle à Berlin, en 1903.

Au Congrès de Liège, en juin 1903, l'Allemagne se montra disposée à donner son adhésion, sous réserve que l'on admit que « l'usage du mot « cognac » soit permis pour désigner toute eau-de-vie provenant de la distillation du vin. » Cette prétention était trop contraire à nos intérêts pour que nous puissions y souscrire : un nom de localité ne peut tomber dans le domaine public lorsqu'il s'applique à un produit naturel du sol ; or, le mot cognac ne désigne pas un produit industriel, mais le nom d'une ville dans la région de laquelle se fabrique une eau-de-vie qui n'a son égale nulle part ailleurs. Permettre à des produits étrangers d'usurper le nom de cognac, c'est permettre la fraude et jeter le discrédit sur nos véritables cognacs. C'est ce que nous n'avons jamais cessé de soutenir.

Malgré les tentatives d'entente de la Convention, l'accord n'a pu encore se faire sur ce point. A Washington en 1908, et en mai 1911 ¹, la question fut reprise mais non solutionnée. En outre, la contradiction des décisions de la jurisprudence, dont certaines n'attribuent le bénéfice de l'article 4 qu'aux appellations régionales qui indiquent la *nature* des produits vinicoles, et la diversité des législations intérieures créent un état de choses contraire à l'extension et à l'efficacité de cette Convention, dont l'applica-

1. Voir sur la Conférence de Washington de mai 1911 : *Journal des Economistes*, 1911, p. 67, t. 30 ; et t. 31, p. 80 (F. Jacq : *Après la Conférence de Washington*).

tion générale constituerait cependant une heureuse protection pour nos producteurs ¹.

II

Les délimitations administratives.

§ 1. — Origine du texte autorisant le Conseil d'Etat à procéder aux délimitations.

Nous avons indiqué dans notre introduction comment l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905 posait le principe de la délimitation en reconnaissant le droit des produits à l'appellation régionale. Il laissait à des règlements d'administration publique le soin de statuer sur les mesures relatives à la protection des appellations régionales et des crus particuliers. Le Conseil d'Etat, appelé à donner son avis en cette matière, ne pensa pas, contrairement à l'opinion du gouvernement, que ce texte lui donnait le pouvoir de délimiter les régions devant avoir droit aux appellations de provenance et refusa de répondre à l'invitation du législateur. Celui-ci dut intervenir à nouveau ², et, le 27 juin 1907, M. Cazeneuve déposait à la Chambre une proposition de loi tendant à compléter l'article 11 de la loi de

1. Voir Cazeaux-Cazalet, 4^e rapport. Annexes, p. 756 et rapport, p. 171.

2. Résolutions de la Chambre des 23 février 1905, 14 juin 1907 et du Sénat du 11 juillet 1907. Celle-ci était ainsi conçue : « Le Sénat, prenant acte des déclarations du Gouvernement, s'associant aux votes de la Chambre dans ses séances des 23 février 1905 et 14 juin 1907, estime que les règlements d'administration publique consécutifs à la loi du 1^{er} août 1905 devront comporter les délimitations des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenances des produits et passe à l'ordre du jour. » Thèse analogue soutenue par M. Cazeaux-Cazalet dans son rapport de 1907.

1905, de façon à donner au Conseil d'Etat, en termes précis et formels, le soin de procéder à la délimitation des régions vinicoles par des règlements d'administration publique. Ainsi fut votée la loi du 5 août 1908, dont l'article 1 était ainsi libellé :

« Le 3^e paragraphe de l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905 commençant ainsi : »

« 2^o Les inscriptions et marques... » est complété ainsi qu'il suit :

« La définition et la dénomination de boissons, denrées et produits conformément aux usages commerciaux, les traitements licites dont ils pourront être l'objet en vue de leur bonne fabrication ou de leur conservation, les caractères qui les rendent impropres à la consommation, *la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenances des produits. Cette délimitation sera faite en prenant pour bases les usages locaux constants.* »

Cette addition avait pour but de poser des limites à la délégation faite au Conseil d'Etat, et d'écarter les objections opposées par les adversaires des délimitations, qui prétendaient que le pouvoir législatif ne pouvait déléguer au pouvoir exécutif le soin de statuer sur des questions de propriété.

Muni de ces pouvoirs, le Conseil d'Etat allait commencer son œuvre. Le soin d'élaborer les règlements fut confié à des commissions régionales ou locales composées des représentants des régions et des membres des services d'agriculture. Ces commissions formulaient des propositions ; le ministre procédait à l'instruction et transmettait son rapport au Conseil d'Etat ¹.

1. V. Monis, *op. cit.*, p. 36, sqq.

Les règlements vont se succéder : les premiers furent très larges dans leur conception des délimitations, les autres plus étroits. Les uns furent adoptés facilement par les intéressés, les autres soulevèrent des protestations qui ont arrêté et compromis l'œuvre du Conseil d'Etat.

Nous distinguerons les délimitations concernant les eaux-de-vie de cru et celles relatives aux vins.

§ 2. — **Délimitation des régions ayant, pour leurs eaux-de-vie, un droit exclusif aux dénominations de « Cognac » et d' « Armagnac. »**

Ce fut l'œuvre des décrets portant règlement d'administration publique des 1^{er} et 25 mai 1909. Comme ils ne faisaient que compléter les mesures prises antérieurement en vue de garantir l'authenticité des eaux-de-vie naturelles, il peut paraître intéressant de rappeler brièvement en quoi consistaient celles-ci.

L'intervention de l'Etat en cette matière remonte à la loi du 2 août 1872, qui, en vue d'empêcher la vente, sous la dénomination de cognac, armagnac, etc., d'alcools d'industrie aromatisés, décida, dans son article 8, que tout acquit-à-caution porterait l'indication des substances avec lesquelles les produits mis en mouvement auront été fabriqués, et spécifia que cet acquit serait délivré sur papier blanc pour les alcools de vin, sur papier rouge pour les alcools d'industrie, sur papier bleu pour les alcools de mélange. La garantie ainsi accordée était insuffisante et inefficace, car ce système faisait dépendre la nature du produit de la couleur du titre de mouvement, délivré, sans aucun contrôle, sur la déclaration de l'expéditeur. Or, pour attester le caractère naturel d'une eau-de-vie, il faut la

prendre à l'origine, la suivre dès sa production. Ce contrôle ne devint possible que du jour où fut supprimé le privilège des bouilleurs de cru, producteurs d'eaux-de-vie naturelles. La surveillance des opérations de distillation et la prise en charge des alcools permirent à la Régie de certifier la nature et l'origine de ces derniers.

L'article 23 de la loi du 31 mars 1903 décida, à cet effet, qu'il serait délivré deux sortes de titres de mouvement : les uns établis sur papier rose pour les alcools ordinaires, quelle que soit la nature des matières premières ayant servi à leur production; les autres sur papier blanc et réservés aux eaux-de-vie et alcools naturels provenant exclusivement de la distillation des vins, cidres, marcs, poirés, cerises et prunes sans addition de substances étrangères¹ et produits sous le contrôle de la Régie; — aux rhums et tafias naturels provenant directement des colonies françaises; aux genièvres naturels, provenant de la distillation du seigle, du blé, de l'orge dans des établissements ne produisant pas de trois-six. L'acquit garantit ainsi la nature de la matière première dans les 1^{er} et 3^e cas, la provenance, dans le second; il doit indiquer la substance avec laquelle le produit a été fabriqué et comporte un certificat d'origine accompagnant la boisson jusqu'à destination.

En vue d'assurer l'authenticité des eaux-de-vie naturelles reçues et réexpédiées par les marchands en gros sous la garantie du titre blanc, des mesures de contrôle et de surveillance spéciales seront prises : emmagasinement

1. L'art. 6 de la loi du 6 août 1905 précise que les alcools obtenus avec des marcs ou des vins sucrés en première cuvée n'ont pas droit à l'acquit blanc avec certificat d'origine. A cet effet, le nom des producteurs ayant sucré est relevé sur un registre spécial.

distinct, compte spécial, interdiction de coupages ou d'addition de substances de nature à en modifier le caractère naturel (bonificateurs, extraits). Ces mesures, pas assez sévères pour empêcher les fraudes par substitution, furent renforcées par l'article 3 de la loi du 15 juillet 1907 qui stipula que les locaux où seraient emmagasinées les eaux-de-vie naturelles devront être séparés par la voie publique de tous autres locaux contenant des spiritueux ordinaires. Mais cette garantie [accordée par l'Etat ne visait que la *provenance*, c'est-à-dire la nature des substances avec lesquelles les spiritueux avaient été fabriqués.

La loi du 6 août 1905, par son article 25, étendit cette garantie à l'*origine*, c'est-à-dire à l'indication de la région dans laquelle les matières premières ont été récoltées ¹. Les entrepositaires, qui veulent bénéficier de cette garantie pour leurs réexpéditions, doivent se soumettre à la prescription des locaux séparés par la voie publique de tous autres locaux pouvant contenir des alcools de nature ou même d'origine différentes.

Le rétablissement du privilège des bouilleurs de cru paraissait devoir rendre ces dispositions illusoires puisque cette mesure entraînait la suppression de la loi de 1903. Pour obvier à cet inconvénient, l'article 10 de la loi du 17 avril 1906 maintient les mesures protectrices des alcools naturels à l'égard des bouilleurs qui en feront la demande, s'ils distillent à domicile, ou la déclaration lors du transport des matières premières, s'ils distillent à l'atelier public.

1. « Les titres de mouvement sur papier blanc, visés par l'art. 23 de la loi du 31 mars 1903, et s'appliquant aux eaux-de-vie et alcools naturels, pourront, sur la demande des expéditeurs et aux conditions fixées par l'administration, mentionner le lieu d'origine des matières premières. »

Ainsi, la législation relative aux eaux-de-vie naturelles permettait de garantir le lieu d'origine du produit, lorsque l'expéditeur en faisait la demande, et cette protection s'étendait jusqu'au consommateur grâce au contrôle opéré par la Régie au moyen de l'emmagasinement distinct et du compte spécial. Les mesures prises précédemment à 1905 en vue d'authentifier les alcools de cru devaient heureusement servir à garantir d'une façon certaine le nom de lieu. Mais l'indication à cet égard devait alors, d'après les instructions financières ¹, correspondre aux divisions administratives; elle pouvait comporter la désignation soit de la commune, soit du canton, soit de l'arrondissement dans lequel était situé le lieu de récolte.

Cette protection allait devenir plus efficace et plus définie grâce à la loi du 1^{er} août 1905. D'une part, le décret du 3 septembre 1907 fixe les dénominations applicables aux eaux-de-vie d'après la nature des matières premières et stipule qu'elles ne pourront être mises en vente que sous des indications conformes à leur origine et au cru dont elles proviennent (art. 6 et sq.) D'autre part, sont intervenus des décrets assurant la protection des appellations régionales et des crus par la délimitation des régions ayant un droit exclusif à ces appellations. Tel fut le but du décret du 1^{er} mai 1909 en ce qui concerne le « Cognac, » et de celui du 25 mai 1909, pour l'« Armagnac » : ils substituent à la division administrative admise jusqu'alors une circonscription territoriale particulière.

Le décret du 1^{er} mai délimite les territoires qui peuvent prétendre aux appellations régionales « Cognac, » « Eaux-

1. Circulaire de l'administration des Contributions indirectes n° 613 du 8 août 1905.

de-vie de Cognac, » « Eaux-de-vie des Charentes » : ils comprennent la Charente, la Charente-Inférieure, 6 communes de la Dordogne, 21 des Deux-Sèvres. Celui du 25 mai se rapporte aux produits auxquels sont exclusivement réservées les appellations régionales « Armagnac, » « Eau-de-vie d'Armagnac, » ainsi que les appellations spéciales « Bas-Armagnac, » « Ténarèze, » et « Haut-Armagnac » : ce sont les produits récoltés et distillés sur diverses communes du Gers, des Landes et du Lot-et-Garonne.

L'insertion, sur les expéditions, des dénominations ainsi consacrées reste subordonnée aux conditions d'installation et d'emmagasinement prescrites par les lois de 1905 et de 1907 précitées. Ainsi pour réexpédier des eaux-de-vie avec la mention « cognac », il faut qu'elles soient extraites d'un local spécialement affecté à l'emmagasinement des seules eaux de-vie ayant cette origine. Mais l'art. 25 de la loi du 6 août 1905 subsiste et le producteur peut toujours demander l'indication, sur le titre de mouvement, de la division administrative particulière sur laquelle il récolte son eau-de-vie, sur les justifications utiles. Des titres de mouvement spéciaux ont en outre été créés pour les eaux-de-vie d'origine ayant droit à une appellation régionale.

Cet ensemble de mesures fut accepté sans protestations par les intéressés. D'une part, elles formaient le complément indispensable de la protection des eaux-de-vie naturelles contre la concurrence des alcools d'industrie du Nord ; la loyauté des transactions commerciales était assurée et le producteur était efficacement protégé. Désormais le « Cognac », l'« Armagnac » sont des eaux-de-vie provenant d'un vin ayant une origine bien déterminée et mis en œuvre dans une région nettement définie. Pour que ces dénominations figurent sur l'acquit ou sur le congé, il faut

que l'expéditeur soit établi dans la région délimitée et n'ait mis en œuvre que des vins provenant exclusivement de cette région ; il faut que le commerçant ait reçu les produits expédiés avec un acquit blanc portant la mention d'origine, qu'il les ait emmagasinés dans un local séparé par la voie publique des autres locaux lui appartenant et renfermant des alcools d'une autre provenance, qu'ils aient été, sur sa demande, suivis à un compte distinct. Cette surveillance était facilitée et rendue possible par la nature de la production, assez restreinte, organisée et déjà surveillée. D'autre part, les délimitations ont été faites largement, avec des régions et des sous-régions, donnant satisfaction aux divers producteurs. Autant de motifs qui firent accepter ces mesures avec calme.

Nous allons voir qu'il n'en a pas été de même pour les vins. Les intérêts sont moins unis et plus divers ; la production est très disséminée, il est difficile par suite de la surveiller. Les jalousies, les antagonismes se sont réveillés et heurtés au point d'influencer le législateur et de compromettre l'œuvre qu'il avait entreprise.

§ 3. — Délimitations spéciales.

Mentionnons, avant d'aborder l'étude de délimitations plus importantes, deux décrets qui ont délimité des régions particulières et bien déterminées, en réalité des crus. D'une part, celui du 18 septembre 1909 qui concerne la région du « *Banyuls* » : elle comprend les vins récoltés et manipulés sur le territoire des communes de Cerbère, Port-Vendre, Banyuls et sur la partie de la commune de Collioure, voisine des précédentes jusqu'à Ravaur.

D'autre part, le Décret du 21 avril 1910 au sujet de la

« *Clairette de Die* » (Drôme). La région délimitée comprend tous les cantons de Die, certaines communes des cantons de Châtillon-en-Diois, Line-en-Diois, Saillaux, Crest-Sud, Crest-Nord.

Ces décrets visant des produits nettement définis et une région restreinte n'ont soulevé aucun accident.

§ 4. — La Délimitation du Bordelais.

La délimitation du Bordelais a été effectuée par le Décret du 18 février 1911. Mais la rédaction de ce règlement a traversé plusieurs phases et ne s'est pas faite sans difficultés et sans susciter des réclamations que sa publication n'a, d'ailleurs, pas calmées.

La commission nommée à l'effet de préparer le règlement avait décidé tout d'abord que seuls les vins de la Gironde pourraient se vendre sous le nom de vins de Bordeaux. Les viticulteurs des régions avoisinantes (Dordogne, Lot-et-Garonne) protestèrent, prétendant que la qualité d'un produit quelconque du sol ne s'arrête pas aux limites conventionnelles d'un département et que le terroir Bordelais s'étend au-delà du sol de la Gironde proprement dite. Pour donner satisfaction à ces prétentions, le ministre déclara qu'il serait disposé à admettre dans la région des vins de Bordeaux tous les cantons se trouvant sur le fleuve ou la rivière et présentant des analogies de produits ou de sous-sols avec ceux de la Gironde. Des inspecteurs généraux de viticulture furent envoyés dans les cantons protestataires et un projet de décret devant comprendre 517 communes de la Gironde, 22 du Lot-et-Garonne, 41 de la Dordogne fut soumis au Conseil d'Etat qui lui donna un avis favorable. Les termes du Décret rentraient dans l'esprit large sous lequel il con-

cevait les délimitations et qu'il manifesta pour la délimitation du Cognac et de l'Armagnac.

Ce projet souleva les protestations les plus vives de la part des viticulteurs bordelais, qui se plaignaient qu'on ait classé dans leur région des crus situés ailleurs que dans la Gironde : ils voyaient là une atteinte à leurs droits immémoriaux et acquis, aux usages constants jusqu'alors incontestés. Une délégation du Conseil Général fut envoyée à Paris en vue d'obtenir une rectification du périmètre projeté. Le ministre de l'agriculture se montrait cependant disposé à signer le Décret. Entre temps, pour calmer les esprits, M. Cochery, ministre des finances, proposa d'organiser un régime de garantie fiscale, de créer un certificat d'origine fiscal pour les vins des régions délimitées et décida, à cet effet, la nomination d'une commission ¹.

Le régime promis devait être semblable à celui qui fonctionnait déjà pour les eaux-de-vie naturelles ; il devait comporter la suite du mouvement des vins de cru par des acquits spéciaux, et par des comptes spéciaux ; il prévoyait en outre l'établissement d'une vignette de garantie destinée à identifier l'origine du cru et apposée sur les étiquettes. Le prix de ces vignettes devait varier avec la valeur des vins, ou des eaux-de-vie (le projet était général). En outre un droit supplémentaire de circulation de 0,50 par hectolitre devait être établi sur les vins à destination de la région délimitée et de 1 fr. sur ceux expédiés à l'extérieur de cette région. Cette mesure était une application de la loi du 26 novembre 1873, qui permettait aux fabricants ou commerçants d'authentifier leurs marchandises ou leur signa-

1. Proposition de loi de MM. de la Trémoille, Cazauvieilh et Comberouze déposée à la Chambre le 17 mars 1908 (Annexe, n° 4598. Chambre. Documents, 1908).

ture moyennant un timbre d'Etat tarifé. La vignette, délivrée et apposée sur les fûts par la Régie, sur la demande des intéressés, certifierait que l'origine du vin correspond à la marque particulière du producteur et à la désignation du produit. En ce qui concerne les vins, elle ne pouvait être utilisée que si ces vins avaient été obtenus avec le raisin récolté sur la propriété qui a droit au nom d'origine. Les titres de mouvement spéciaux délivrés auraient porté l'indication de l'origine avec le fac-simile de la marque. Les auteurs de cette proposition faisaient valoir les avantages de la garantie accordée pour le consommateur, certitude de la loyauté de la vente; pour le producteur et le négociant, protection contre la concurrence déloyale à l'intérieur et sur les marchés étrangers.

Les producteurs ne se laissèrent pas tromper par cette apparence de protection. Quelle garantie pouvait assurer cette vignette destinée à être apposée au même titre sur les produits de toute une région, quelle que soit leur qualité? Comment l'appliquera-t-on? N'aboutira-t-elle pas à développer encore la fraude et aussi le commerce des vins inférieurs? N'est-ce pas au fond un simple expédient budgétaire devant aboutir finalement à aggraver les charges qui pèsent déjà trop lourdement sur la production et le commerce des vins?

La « bande » de M. Cochery n'eût donc pas pour effet de calmer les protestations. Elles reprirent encore plus vives. Les représentants de la Dordogne et ceux du Lot-et-Garonne demandent le maintien de la délimitation fixée et même une extension du périmètre¹. Ceux de la Gironde affirment

1. Le Conseil Général du Lot-et-Garonne adopta les conclusions suivantes (octobre 1909) : 1° La solution la plus rationnelle serait la seule délimitation des régions des grands crus girondins classés : Sauternes, Mé-

leur volonté de réserver le nom de Bordeaux aux seuls vins de leur département. Ainsi le veut la tradition, disent-ils. « Les jurats de Bordeaux n'accordaient l'entrée aux vins du Haut-pays, c'est-à-dire de la région de Marmande, que lorsque les vins de la sénéchaussée de Guyenne, les seuls authentiques, étaient vendus, et jamais avant Noël. La Gironde aux Girondins. »¹ Le Conseil Général de la Gironde s'ajourne *sine die*, sans voter le budget.

Sur les sollicitations de M. Monis, président du Conseil Général de la Gironde, le ministre du commerce refuse de signer le décret et le gouvernement décide de saisir à nouveau le Conseil d'Etat de la question. Il devait préalablement être procédé à une enquête auprès des intéressés, en vue d'arriver à une conciliation. Ceux-ci pourraient ainsi produire devant le Conseil d'Etat, toutes sections réunies, leurs observations, en même temps que communication leur serait donnée des pièces soumises à l'examen de ce Conseil. Cette promesse calma l'agitation.

doc, Saint-Emilion etc. 2° dans le cas où une délimitation plus étendue des vins de Bordeaux serait décidée, elle ne saurait comprendre tout le département de la Gironde. Par contre, elle devrait, aux termes de la loi du 5 août 1908, s'étendre aux côteaux du Lot-et-Garonne qui, suivant un usage commercial et constant, ont fourni aux négociants girondins des produits revendus en nature ou en coupages sous le nom de vins de Bordeaux; 3° En présence des nouveaux documents versés à l'enquête du Conseil Général du Lot-et-Garonne, un décret sur la délimitation de la région viticole bordelaise ne saurait être rendu sans une nouvelle étude entreprise dans toutes les communes, qui en feront la demande, par une commission technique nommée par le ministre de l'agriculture.

Les sénateurs et députés du Lot, du Lot-et-Garonne, de la Dordogne, du Tarn et du Tarn-et-Garonne, signèrent une déclaration adressée au Conseil d'Etat et au ministre de l'agriculture, protestant contre les prétentions du Conseil général de la Gironde de limiter aux vins de ce département le nom de vins de Bordeaux; ils demandèrent aussi que la région délimitée comprit toutes les communes ou contrées autres que la Gironde qui, de tout temps, ont vendu leurs vins au commerce bordelais.

1. Déclaration de M. Casteja, conseiller général, président de l'Association syndicale des viticulteurs-propriétaires de la Gironde.

Le 18 février 1911 paraissait à l'Officiel le nouveau décret délimitant le Bordelais : la réglementation en était très étroite. Désormais n'auront droit à l'appellation « Bordeaux » que les vins récoltés sur le territoire du département de la Gironde à l'exception de quelques communes. Les départements du Lot-et-Garonne et de la Dordogne se trouvaient donc exclus ; aussi firent-ils entendre de nouvelles réclamations. Le Conseil Général du Lot-et-Garonne proteste contre « l'iniquité et l'arbitraire consacrés par ce décret » et « décide d'engager une action résolue et énergique pour mettre fin à une situation qui, si elle était maintenue, ruinerait les viticulteurs du département et invite les Conseils Généraux de la Dordogne, du Lot, du Tarn et du Tarn-et-Garonne à nommer chacun cinq délégués qui se joindront aux cinq délégués du Conseil Général de Lot-et-Garonne pour étudier en commun les moyens d'action qu'il convient d'employer. ¹ »

En conformité de cette résolution, une commission interdépartementale se réunissait à Agen et votait un ordre du jour réclamant l'abrogation des délimitations ².

1. Session d'avril 1911.

2. « Considérant : 1° Que le principe même des délimitations en France ne peut, dans son application, que provoquer des troubles et l'anarchie dans le pays; 2° Que les délimitations, loin de protéger les intérêts des produits délimités, sont de nature, au contraire, à les compromettre; 3° Qu'il est impossible de créer des privilèges injustifiés; la commission se prononce énergiquement contre toute espèce de délimitation, et, en ce qui concerne celle du bordelais viticole, se faisant l'interprète des viticulteurs des départements intéressés, qui sont lésés dans leurs droits, invite le gouvernement et le Parlement à résoudre d'urgence cette question pour mettre un terme à l'agitation, toujours croissante, des viticulteurs, atteints dans leurs légitimes intérêts, ainsi que pour éviter les graves événements qui pourraient se produire. La commission décide qu'accompagnée de tous les sénateurs et députés des départements intéressés, elle remettra le présent ordre du jour au président du Conseil, au ministre de l'agriculture, en demandant au gouvernement de déposer, dès la rentrée, un projet décidant l'abrogation pure et simple de la loi du 5 août 1908,

§ 5. — La délimitation de la « Champagne. »

La délimitation de la Champagne viticole rencontra des difficultés du même ordre : ce furent les régions exclues qui protestèrent et ces protestations prirent un caractère de gravité particulier ; elles ne se bornèrent pas à de simples résolutions ou ordres du jour, mais revêtirent la forme de manifestations révolutionnaires : pillage des caves, incendie et arrachage des vignes, émeutes et rassemblements tumultueux sous l'emblème du drapeau rouge, refus du paiement de l'impôt.

Le décret de délimitation parut cependant de bonne heure : signé le 17 décembre 1908, il ne fut inséré à l'Officiel que le 4 janvier 1909. Il fut conçu dans un sens très étroit : la Champagne viticole ne comprenait que la Marne, presque complètement, 21 communes du canton de Condé-en-Brie et 25 des cantons de Château-Thierry et de Charly, 35 des cantons de Braisne et de Vailly, dans l'arrondissement de Soissons (Aisne). L'Aube était exclue de la protection légale : c'est d'elle que devaient émaner les protestations.

Déjà, avant 1908, le désaccord s'affirmait entre les diverses régions de la Champagne. En juin et en juillet 1907, M. Castillard se faisait l'interprète à la Chambre des protestations des vignerons de l'Aube ¹. Le 11 juillet 1907, M. Vallé, au Sénat, demandait que la publication des décrets de la délimitation de la Champagne fut faite sans qu'on y introduisit l'Aube. En mai 1907, à Reims, les représentants de la viticulture et du commerce, déposant

tout en maintenant et même en renforçant les dispositions contre la fraude. »

1. 2^e séance du 14 juin. *Officiel*. Débats, 1907, p. 1361, sqq.

devant la Commission d'enquête de la viticulture, s'opposaient à l'adoption des prétentions de l'Aube ¹. De leur côté, les vigneronns de ce département alléguaient que l'expression « vin de champagne » était en usage dans l'Aube, depuis de longues années, pour les vins de l'Aube qui ne se distinguent pas de ceux de la Marne. Ces protestations opposées furent portées le 12 mai 1908 devant la Commission officielle constituée par le ministre de l'agriculture : les délégués de l'Aube et 3 de l'Aisne se retirèrent et ne prirent pas part à la discussion ².

Après la signature du décret, fin décembre 1908, 1500 vignerons manifestèrent à Bar-sur-Aube contre leur exclusion, sous la présidence de M. Rambourgt, sénateur, et donnèrent mandat à leurs représentants de tenter une nouvelle démarche près du ministère de l'agriculture.

Les Aubois basaient leurs prétentions sur la jurisprudence qui avait toujours donné à la Champagne viticole les limites de l'ancienne province de Champagne, et sur ce que, ayant reconstitué leurs vignes sur l'assurance qu'ils avaient d'utiliser leurs vins pour la fabrication du champagne, le décret de 1908 venait leur enlever ces facilités. D'ailleurs si leur vin n'était pas capable de faire du champagne, que dire de ceux de Châlons, de Vitry et de Soissons ? Le 19 février, M. Castillard proteste en leur nom à la Chambre, et le 20, M. Perroche. Le 13 mars, la Chambre reprend la discussion du décret et en approuve les termes (par 412 voix contre 92).

Au Sénat, le 26 mars, M. Delahaye demande des mesures

1. Rapport de M. Cazeaux-Cazalet. Annexes, p. 1115, sqq.

2. La Commission comportait 28 membres de la Marne, 24 de l'Aube et de l'Aisne ; — les 9 autres délégués de l'Aisne reconnurent la prépondérance des vins de la Marne et l'admission de leurs vins en Champagne comme crus secondaires.

complémentaires, après avoir démontré que des commerçants ne pouvaient, contrairement aux indications de leurs circulaires, vendre du champagne authentique à 1 fr. 50. L'ordre du jour suivant est voté : « La dénomination de « vins de Champagne » étant réservée exclusivement aux vins récoltés et manutentionnés dans la Champagne viticole, le Sénat invite le Ministre des finances à prendre des mesures administratives qui permettent aux vignerons et aux fabricants de vins de Champagne de découvrir, de poursuivre et de faire condamner les fraudeurs. »

Tandis que l'Aube demande sa réintégration dans la Champagne, la Marne proteste en sens contraire. L'application du décret est suspendue. Les mesures complémentaires réclamées et promises se font attendre. Le 20 mars 1910, à Ay, les délégués des syndicats de la Champagne déclarent que « décidés à rester dans la légalité, ils se verraient obligés d'en sortir si légitime satisfaction ne leur était pas accordée à bref délai. »

Le 17 octobre, la fédération du syndicat des vignerons organise une manifestation grandiose à Epernay : 8 à 10,000 vignerons y prennent part, portant des bannières et des pancartes sur lesquelles on lisait : « Les mesures complémentaires ou la grève de l'impôt! — Satisfaction ou gare la bombe! — Mort aux fraudeurs!... » Ils protestent contre l'importation dans la Marne des « vins étrangers » et votent l'ordre du jour suivant ¹ :

« Les vignerons champenois réunis à Epernay,

Considérant que la loi de 1905 sur les fraudes est inapplicable en Champagne;

1. Le Syndicat du commerce des vins de Champagne avait déjà formulé un vœu analogue. Voir aussi l'interpellation Delahaye au Sénat, séance du 26 mars 1909.

Que la délimitation de la Champagne est absolument illusoire sans les mesures complémentaires qu'ils ne cessent de réclamer depuis cinq ans;

Demandent instamment au gouvernement dans le plus bref délai possible et avec l'énergie du désespoir :

1° *Les locaux séparés* par la voie publique pour tous les négociants faisant à la fois — soit en fûts, soit en bouteilles — le commerce des vins de Champagne et des vins mousseux ;

2° *L'acquit spécial* obligatoire pour les vins récoltés et manutentionnés dans la Champagne viticole délimitée ;

3° *Le relevé des stocks* en tenant compte des vins étrangers entrés en Champagne depuis le 1^{er} juillet 1909 ;

4° *L'obligation du mot « Champagne »* sur les bouteilles, bouchons, factures et emballages pour tous les vins sortant des locaux spéciaux des vins de Champagne ;

5° *L'obligation du mot « mousseux »* sur les bouteilles, bouchons, factures et emballages pour tous vins mousseux n'ayant pas droit à la mention d'origine ;

6° *Les vins mousseux n'ayant pas droit à l'appellation* d'origine ne pourront en aucun cas porter la mention d'un lieu d'expédition situé dans la Champagne viticole délimitée ;

7° *La déclaration de récolte obligatoire* pour tous les producteurs, cette déclaration faisant mention des acheteurs de raisin au moment des vendanges.

Et se séparent aux cris de « A bas la fraude ! Vive la Champagne viticole ! »

Cet ordre est déposé à la sous-préfecture pour être communiqué au Ministre. Puis, les vigneron marnais impatients en arrivent aux faits. Le 7 novembre, ils s'opposent par force au déchargement de barriques en provenance de

Béziers et à destination d'un négociant de Damery. Ils refusent de payer l'impôt, saccagent les vignes, arrachent les ceps, mettent le feu. Les caves Perrier à Damery, Bocquillon à Hautvillers, sont mises à sac (16 et 18 janvier 1914). La révolte est telle que des troupes doivent occuper Ay, Dizy, Hautvillers, Venteuil et Damery ¹.

D'où provenait cette exaltation ? Les vigneron de Champagne, vivant de leurs vignes seules, n'avaient rien récolté en 1910 ; leur misère était grande : ils en rendent responsable le commerce, et, voyant arriver des vins blancs étrangers à la région, ils craignent des difficultés dans la vente de la prochaine récolte, dont ils escomptent déjà le profit. D'où leur colère. D'autre part, la délimitation accordée était restée théorique ; les mesures complémentaires promises n'étaient pas encore prises. Les vigneron crurent alors que le Parlement les abandonnait et cet état d'esprit fut exploité par quelques exaltés qui prêchèrent l'action directe.

Cette situation émut le Parlement. Le président du conseil, M. Briand, promet une satisfaction prochaine. En effet, la Chambre, le 6 février 1914, et le Sénat, le 10 février, adoptaient le projet de loi « ayant pour objet les mesures à prendre dans la région délimitée pour garantir l'origine des vins de Champagne. » C'étaient les mesures complémentaires réclamées.

Elles tendaient à permettre de suivre, dans les territoires délimités, le vin d'origine champenoise depuis sa production jusqu'à sa livraison au consommateur. Elles étaient semblables à celles existant déjà pour les eaux-de-vie naturelles et à celles qui avaient été préconisées par M. Co-

1. Le 20 janvier 1914, M. Péchadre, député de la Marne, interpellait le gouvernement au sujet de la situation faite à ses électeurs.

chery, et consistaient : 1° en la création d'un acquit spécial, pour le transport du vin des pressoirs, caves et celliers des récoltants jusque chez les fabricants champagniseurs ; 2° en l'obligation pour ceux-ci et pour les intermédiaires d'emmagasiner ce vin dans des locaux séparés par la voie publique de tous autres locaux pouvant contenir des vendanges ou des vins étrangers à la région délimitée.

L'article 1^{er} assurait la garantie d'origine en stipulant que « l'expédition de régie délivrée à la sortie des pressoirs, celliers et caves des propriétaires récoltants de la région délimitée « Champagne » portera une mention d'origine pour toute vendange ou tout vin récolté dans cette région. » Donc, désormais toute expédition de vin ou de vendange de la région délimitée doit donner lieu à la délivrance d'un titre de mouvement, quel que soit le rayon de circulation ¹, et, d'autre part, le soumissionnaire doit déclarer, sous sa responsabilité, que les vins qu'il expédie ont été récoltés dans la Champagne viticole. L'acquit délivré portera la mention : « Vin déclaré originaire de la Champagne viticole ². » Ainsi est assuré, dès la production, le certificat d'origine dont les vins mousseux devront justifier pour prétendre à l'appellation « Champagne ». A l'égard du consommateur, cette garantie consistera en l'apposition sur les bouteilles sortant des caves des négociants, qui se seront conformés aux prescriptions des locaux séparés, d'une étiquette portant le mot « Champagne » en caractères très apparents ; la même apposition devra être reproduite

1. L'art. 1 § de la loi du 29 décembre 1900, modifié par l'art. 30 de la loi du 8 avril 1910, n'impose de formalité à la circulation que pour les vendanges transportées hors de l'arrondissement de récolte et des cantons limitrophes.

2. Circulaire 883 du 13 février 1911, de la Direction Générale des Contributions Indirectes.

sur les bouchons, sur les caisses et sur les emballages (art. 3).

La prescription des locaux séparés est imposée par l'art. 2 aux fabricants ou négociants établis dans la région délimitée et qui désirent bénéficier de l'appellation « Champagne » pour les produits dont ils font le commerce. Ils devront justifier que les vins reçus proviennent de la région délimitée; l'obligation de la séparation existe pour l'emmagasinement, la manipulation et la manutention. Des délais leur sont accordés pour se mettre en règle. Cette disposition entraîne la tenue de comptes spéciaux.

L'art. 4 prévoit des mesures transitoires et l'art. 5 fixe les pénalités applicables en cas d'infraction.

La Marne était satisfaite. Mais les Aubeois ne l'étaient point; leur mécontentement s'était même accru, car non seulement ils restaient exclus, mais de plus la loi du 10 février leur enlevait toute possibilité de fraude par substitution, et restreignait encore les débouchés pour leurs récoltes.

La révolte reprend alors dans l'Aube; le drapeau rouge est arboré; les conseils municipaux de Bar-sur-Aube et de l'arrondissement donnent leur démission. Et pourtant M. Monis déclare que « la délimitation de la Champagne viticole est faite et bien faite et qu'il n'y a pas lieu de modifier ce qui a été élaboré et décidé par le Conseil d'Etat. » D'ailleurs on venait de refuser d'incorporer la Dordogne et le Lot-et-Garonne dans le Bordelais; il n'y avait aucun motif pour accorder à l'Aube son incorporation dans la Champagne¹.

M. Pams nomme une commission d'enquête chargée de

1. Proposition de résolution P. Meunier à la Chambre le 17 mars, invi-

rechercher quels sont les usages locaux constants, en se basant sur la nature du sol, les cépages, les modes de culture et de fabrication et les conditions de placement commercial des vins. Le 9 avril a lieu la manifestation de Troyes : les feuilles d'imposition sont brûlées sur la place.

Le gouvernement est interpellé de tous côtés ;¹ il est saisi en outre de diverses propositions de suppression des délimitations. Le 3 avril est adoptée une résolution de M. Jaurès tendant à renvoyer à la Commission d'agriculture toutes motions et propositions relatives à cette question. M. F. David, député, dépose le 8 le rapport fait au nom de cette Commission : se basant sur le sens à donner aux usages locaux constants, il conclut à l'intégration des régions viticoles de l'Aube, de la Haute-Marne, de la Seine-et-Marne ; il reconnaît toutefois qu'il existe des différences dans la nature des vins récoltés dans ces départements, émet l'avis qu'il pourrait être établi des zones de production différente ; mais laisse au Gouvernement le soin d'aplanir la difficulté et termine en demandant à la Chambre d'adopter la proposition de résolution suivante : « La Chambre invite le Gouvernement à procéder au remaniement de la délimitation de la Champagne viticole en comprenant dans la délimitation nouvelle les communes viticoles de la Marne, de l'Aisne, de l'Aube, de Seine-et-Marne, de la Haute-Marne, qui faisaient partie de l'ancienne pro-

tant « le gouvernement à soumettre à l'avis du Conseil d'Etat la requête du département de l'Aube, qui réclame son droit à l'appellation « Champagne. » — Le président du Conseil répond : « On ne peut mettre en question l'œuvre accomplie, parce que ce serait violer la loi. Les représentants de l'Aube n'ont qu'à déposer une proposition de loi nouvelle ou à rechercher une voie de recours. »

1. Interpellations Lefèvre, G. Berry, Jaurès.

vince de Champagne, sauf à prescrire l'indication d'origine des produits ¹.

Après avoir discuté sur le point de savoir si le Conseil d'Etat peut modifier un décret précédent, s'il peut délibérer plusieurs fois et revenir sur un avis antérieur, le gouvernement décide de le saisir à nouveau. Il lui laisse le soin de trancher la difficulté et lui transmet un projet en blanc, qu'il prend d'avance l'engagement de signer sans y rien modifier. Le Sénat, le 11 avril, se déclare « confiant dans le Gouvernement pour soumettre le plus tôt possible au Parlement un projet de loi qui assure la répression de la fraude sans maintenir les divisions territoriales qui peuvent provoquer des divisions entre Français. »

Rien ne se fait. Pendant ce temps, des municipalités démissionnent. A la connaissance du vote du Sénat, des rassemblements se forment. Quatre maisons de vins sont pillées à Dizy-Magenta près d'Ay ; des désordres se produisent à Epernay, qui est mis en état de siège. Les pillages recommencent : bouteilles, barriques sont saccagées ; rien n'arrête la fureur des révoltés ².

Le Conseil d'Etat s'était cependant mis résolument à la besogne. Comment donner satisfaction aux intérêts opposés des diverses parties de la Champagne ? Il songea tout d'abord à établir une Champagne sans épithète, mais avec un périmètre restreint, et une petite ou basse Champagne englobant toutes les communes viticoles de l'ancienne pro-

1. 1^{er} rapport David. Annexe au procès-verbal de la séance du 8 avril. Chambre. Documents, n° 930.

2. Le 12 avril, le Gouvernement recevait trois demandes d'interpellation : de M. G. Berry, sur l'attitude que le gouvernement compte prendre relativement à la suppression des délimitations ; de M. Comberouze, sur les mesures que le gouvernement compte prendre pour défendre la viticulture française ; de M. A. Lefèvre, sur les intentions du gouvernement en ce qui concerne les délimitations viticoles.

vince non comprises dans la première circonscription. Mais la seconde circonscription aurait été mécontente, parce qu'elle ne profitait pas de la loi du 11 février, qui s'appliquait aux vins de Champagne sans épithète.

On pouvait aussi faire une Champagne très large, mais avec une Grande ou Haute Champagne. Mais la Marne n'aurait pas été satisfaite, puisque la démarcation entre les grands vignobles et ceux moins estimés des autres régions aurait été illusoire.

Finalement, maintenant le principe d'une double-délimitation, le Conseil d'Etat divisa la Champagne viticole en deux « zones ». (Décret du 7 juin 1911). La première zone comprenait toutes les communes de la Marne et de l'Aisne déjà visées par le décret de 1908 ; les vins en provenant conservaient le droit à l'appellation « Champagne » sans addition. La seconde zone englobait, indépendamment des communes de la Marne et de l'Aisne non comprises dans la 1^{re} zone, les régions viticoles de l'Aube, de la Haute-Marne et de la Seine-et-Marne, revendiquant l'appellation de « Champagne ». Mais les vins mousseux originaires de cette « deuxième zone » n'auront droit qu'à l'appellation « Champagne deuxième zone ». Ils pourront être mélangés aux vins de la première circonscription avec cette appellation ; mention en sera inscrite sur l'étiquette ; ils ne pourront être emmagasinés et manipulés que dans des locaux séparés de ceux contenant des vins de première zone.

Les producteurs de la Marne peuvent se déclarer satisfaits, puisqu'ils conservent les privilèges que leur réservait la loi du 11 février. Ceux de l'Aube le sont moins ; sans doute, ils pourront vendre leur vin aux Marnais, mais ils n'ont plus que des droits de seconde catégorie. Leurs vins sont exclus des chais qui fabriquent du véritable Champa-

gne ; ils sont traités en inférieurs, en « sœur cadette déshéritée. »

Le Gouvernement déclara prendre la responsabilité de la décision du Conseil d'Etat. Divers députés demandèrent toutefois de surseoir à la promulgation du décret (projet de résolution P. Meunier et Bachemont, 7 juin).¹ M. Cailiaux affirma, le 8, que l'on pourrait substituer dans l'avenir un système nouveau, mais que, pour le présent, il ne dépendait pas de lui qu'il y ait des régions délimitées : « il y a des possessions d'état et le Gouvernement ne peut pas entrevoir la suppression des délimitations tant que le Parlement n'aura pas substitué à un régime qui donne des garanties d'authenticité à certaines catégories de produits un régime qui serait de nature à donner une sécurité égale aux producteurs de toutes nos régions. » L'ordre du jour pur et simple fut voté sur ces déclarations par 294 voix contre 181².

Depuis, le Gouvernement, déjà saisi de divers projets tendant à la suppression des délimitations administratives et au retour à la loi de 1824 renforcée et complétée, a déposé son projet³, quelques jours après le vote par le Sénat de

1. Le Gouvernement accorda un délai de 24 heures pour la promulgation du Décret (*Officiel*, 8 juin, Débats. Chambre, p. 2285). Le 8, M. Meunier accusa le Gouvernement d'être intervenu auprès du Conseil d'Etat auquel il avait cependant donné un décret en blanc (*Officiel* du 9. Chambre, p. 2314, sqq.)

2. Le 13, M. Pourquery de Boisseries déposait une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'ordre en Champagne et à empêcher les manifestations antipatriotiques. Elle fut retirée (*Officiel* du 14, p. 2375, sqq.) — M. Meunier demande qu'on en finisse au plus vite « avec un système économique injuste et suranné qui provoque l'anarchie ou qui la favorise. »

3. Projet de loi n° 1099 du 30 juin, ayant pour objet la protection des appellations d'origine, présenté au nom de M. A. Fallières, président de la République française, par M. L.-L. Klotz, ministre des finances et M. J. Pams, ministre de l'agriculture.

l'ordre du jour suivant : « le Sénat, prenant acte des déclarations du Gouvernement et comptant sur lui pour déposer d'urgence et soutenir devant les deux Chambres avant leur séparation un projet de loi qui substitue au régime des délimitations administratives des dispositions destinées à réprimer toutes les fraudes sur l'appellation d'origine, passe à l'ordre du jour ». Ce projet n'est pas encore venu en discussion.

Depuis les récriminations de l'Aube ont cessé, et l'hostilité décroît. Rien ne fait actuellement prévoir de nouveaux troubles ¹.

1. Les Marnais paraissent toutefois peu disposés à adopter le projet Pams (Assemblée générale de la Fédération des syndicats de la Champagne viticole, à Epernay, le 24 mars 1912).

CHAPITRE II.

ÉTUDE CRITIQUE DU RÉGIME DES DÉLIMITATIONS

ADMINISTRATIVES.

LES DIFFICULTÉS SOULEVÉES.

Le rapide historique que nous venons de retracer nous a montré que l'élaboration et l'application des délimitations ont rencontré des difficultés réelles et nombreuses, à tel point que le législateur a été amené à abandonner l'œuvre entreprise. Nous voudrions maintenant essayer d'expliquer ces événements, en dégager les considérations susceptibles de faire juger le principe de la délimitation administrative et de nous guider dans la solution de la question.

Les difficultés soulevées peuvent être groupées sous deux rubriques : les unes ont trait à des questions d'ordre juridique ou d'application administrative ; les autres se réfèrent aux conséquences économiques et sociales de la législation projetée.

I

Les difficultés d'ordre juridique et administratif.

§ 1. — L'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905 ; la question de délégation au Conseil d'Etat et sa constitutionnalité.

Dès le début, lorsqu'il s'est agi d'assurer l'application de la loi du 1^{er} août 1905, le législateur s'est aperçu que cer-

taines de ses dispositions étaient insuffisamment précises et complètes. C'est ainsi que le Conseil d'Etat, qui avait reçu mission de pourvoir aux mesures d'exécution par des règlements d'administration publique (art. 11), prétendit ne pas avoir le droit de procéder aux délimitations. D'autre part, certains parlementaires soulevèrent des objections contre la constitutionnalité de la délégation faite au Conseil d'Etat en raison du droit sur lequel elle était appelée à s'exercer.

Tout d'abord le Conseil d'Etat ne se crut pas assez nettement autorisé, par l'article 11, à procéder à la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance des produits et il s'abstint de régler à ce sujet tant que sa mission n'eût pas été nettement précisée. Il s'appuyait sur ce que l'art. 11 ne parle pas de délimitation; il ne pouvait sortir de ses attributions organiques, si une délégation formelle n'était pas inscrite dans la loi. Peut-être aussi se basait-il sur ce que, lors de la discussion de l'article 11, un amendement proposé par MM. Paul Coutant et Léon Bourgeois, et conçu ainsi : « Des règlements d'administration publique délimiteront les régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance de produits, » n'avait pas été inscrit dans la loi.

Pour supprimer toute hésitation, M. Cazeneuve prit l'initiative d'une proposition de loi, déposée à la Chambre le 27 juin 1907, et qui, complétant le texte de l'article 11, confiait nettement au Conseil d'Etat la mission de délimiter ¹. Tel fut le but de l'art. 1 de la loi du 5 août 1908 cité plus haut.

1. Annexe n° 1102, Chambre, Documents, p. 934, 1907; et rapport de M. Dauzon, au nom de la Commission de l'agriculture. Annexe, n° 1163, p. 988.

Cette délégation était-elle constitutionnelle et conforme aux principes de notre droit public ? Cette objection fut soulevée par M. Castillard au cours de l'interpellation à la Chambre du 14 juin 1907 ¹. Elle reposait sur cette considération que délimiter une région, c'est toucher à la propriété ; dire quels sont les propriétaires ou les fabricants qui auront le droit de vendre leurs vins sous le nom de cru, c'est trancher une question de propriété. En effet, le nom de cru est une propriété industrielle spéciale, une marque régionale dont les récoltants de la région peuvent se servir comme d'une propriété. C'est une propriété collective, mais qui, par l'usage, constitue au profit de chaque propriétaire des droits individuels et particuliers. Or, les questions de ce genre échappent à la compétence administrative : elles ne peuvent être tranchées que par les tribunaux civils. En tout cas, ajoutait M. Castillard, « en admettant que le pouvoir législatif ne veuille plus laisser aux tribunaux le soin de solutionner cette question de droit de propriété... c'est lui seul, pouvoir législatif, qui aurait qualité pour faire lui-même cette délimitation ². Il est de principe, dans notre droit public, que le pouvoir législatif ne peut pas déléguer au pouvoir exécutif la mission de statuer sur les questions de droit de propriété, qui sont placées au-dessus des règle-

1. 2^e séance du 14 juin 1907. Chambre. Débats, 1907, p. 1360, sqq.

2. Lorsqu'il s'est agi de compléter l'art. 11 de la loi de 1905, MM. Rambourg et Darbot ont présenté un amendement tendant à faire fixer par une loi les délimitations. « La délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance de produits sera fixée par une loi spéciale discutée sur un projet que présentera le gouvernement après complément d'enquête et avis du Conseil d'Etat. Elle sera faite d'après les usages locaux constants. » Pris en considération, cet amendement fut renvoyé à la Commission pour examen. Le rapporteur conclut au rejet, en disant l'impossibilité qu'il y aurait d'édicter une loi particulière pour chaque région. L'amendement fut retiré sur la déclaration du ministre de l'agriculture que la discussion actuelle serait un élément d'appréciation pour le Conseil d'Etat.

ments d'administration publique, desquels on a dit avec raison qu'ils étaient une législation secondaire. » Et il invoquait à l'appui l'opinion de M. Pierre, qui cite le droit de propriété comme un de ces droits de souveraineté que les Chambres ne peuvent déléguer, et n'admet le pouvoir exécutif à statuer, par délégation, que sur les mesures nécessaires à l'exécution des lois ¹.

Sans doute, même en admettant qu'il ne s'agissait pas « d'opérer des modifications dans les titres de propriétaires, mais simplement d'assurer à ceux qui possèdent certaines terres ou qui exercent certains commerces le privilège exclusif de la marque d'origine de leurs produits », d'établir « une sanction d'un droit de propriété, une sorte de réglementation du nom commercial appliqué aux produits du sol et du commerce », ² il n'en reste pas moins vrai que la rédaction du texte de l'art. 11 pouvait paraître insuffisamment précise au Conseil d'Etat. Le règlement, s'il participe de la nature de la loi en ce qu'il est général, préétabli, permanent, présente un caractère fonctionnel différent. C'est à la loi qu'il appartient de formuler les principes directeurs, les règles, sur lesquels le pouvoir exécutif aura à s'appuyer pour réglementer, c'est-à-dire pour fixer les moyens et détails d'application de la loi. Par sa fonction, le règlement est un acte comportant l'exécution de la loi, il est donc subordonné à la loi; ayant pour base la loi, il ne peut statuer sur les principes de la réglementation ³.

Il appartenait donc au législateur de poser les conditions dans lesquelles devait s'exercer le pouvoir du Conseil d'E-

1. *Traité de droit politique et parlementaire*. Supplément, 1906, chap. I, § 2, n° 51, p. 9.

2. Rapport de M. Dauzon, *loc. cit.*

3. Cf. Jèze, *Le règlement administratif*. *Rev. gén. d'admin.*, 1902, II, p. 5.
— Mestre, *R. D. P.*, 1904, p. 263.

tat. La loi du 5 août 1908 lui donna la mission de délimiter; de plus elle précisa les limites de son action : « la délimitation sera faite en prenant pour base les usages locaux constants. » Cette formule était destinée à empêcher toute violation des principes constitutionnels ou juridiques garantissant le droit individuel de propriété. La seconde objection disparaissait : le Conseil d'Etat ne pouvait légiférer, mais seulement réglementer en vue d'assurer l'exécution de la loi et en s'inspirant des principes directeurs posés par celle-ci.

Dans la suite, d'autres difficultés surgirent sur l'étendue de cette délégation : Était-elle permanente? ou prenait-elle fin une fois que le Conseil d'Etat avait statué et que les décrets avaient été promulgués? L'avis donné par le Conseil était-il susceptible d'être modifié? Cette question fut discutée lorsque les événements obligèrent le gouvernement à rapporter le 1^{er} décret de 1908 fixant les limites de la Champagne viticole. M. Monis, le 4 avril 1911, prétendait que la délégation avait pris fin avec la promulgation du décret; celui-ci n'est pas un décret d'exécution de la loi, mais un décret pour lequel on a rempli la mission législative définie, imposée par le législateur; il ne peut plus être modifié que par une loi. Le Conseil d'Etat, consulté, maintint l'avis que cette délégation était permanente et qu'il pouvait être saisi à nouveau.

§ 2. — La question des usages locaux constants. — Les droits acquis.

Le Conseil d'Etat avait reçu la mission formelle de délimiter, mais il allait rencontrer des difficultés dans l'accomplissement de cette mission. Le législateur avait pris soin de lui préciser qu'il devait s'en tenir aux « usages locaux

constants », mais cette formule restait large et imprécise. Que fallait-il entendre par ces mots ?

L'usage n'est autre chose que la coutume, devenue règle de droit par suite de son ancienneté, de son application, de sa reconnaissance et de son universalité. Les usages, sur lesquels pourra se baser le Conseil d'Etat, devront être constants, c'est-à-dire universellement reconnus, incontestables et conformes aux règles d'ordre public. Il ne devait pas tenir compte des usages créés par des faits délictueux ou frauduleux, des usages abusifs. Seuls les usages fondés pouvaient être invoqués. Mais comment établir la distinction entre les usages fondés et les usages abusifs ?

Tâche délicate, car le Conseil d'Etat devait se borner à sanctionner le droit au nom de lieu tel qu'il était consacré par les usages constants, par l'accord unanime, à consacrer l'*uti possidetis* ; mais il lui était « interdit de tenter la plus légère révision des droits des propriétaires à la marque régionale existante ; de faire une attribution quelconque de cette marque à des propriétaires d'une région, même voisine, qui n'auraient jamais fait, de cette marque, un usage exclusif et incontesté, de chercher à justifier cette attribution nouvelle de la marque antérieurement existante par d'autres considérations que celles empruntées aux usages locaux universellement acceptés. » ¹

Le Conseil d'Etat n'est pas toujours resté dans ces limites ; au lieu de se borner à la constatation pure et simple des usages constants et normaux, des faits existants (comme il l'avait fait pour le Cognac et l'Armagnac), il fit intervenir des considérations d'ordre technique ou économique : de là sont nées certaines réclamations.

1. Monis, *op. cit.*, p. 25.

L'usage peut être fondé non seulement sur des considérations historiques et géographiques, mais aussi sur tout ce qui a pu faire la réputation du cru antérieurement à la loi de 1905 : la décision devait aboutir à la constatation pure et simple de cet état de chose considéré comme constant. En ce qui concerne certains crus limités (Banyuls, Clairette de Die), il n'y avait pas de difficulté. La distinction de l'Armagnac en trois régions (Haut et Bas Armagnac, Ténarèze) correspondait à une division préexistante et admise. Dans la Gironde, la question devait être assez simple : une suite d'usages, une possession constante établissaient nettement le droit exclusif de la Gironde à l'appellation et à la marque « Bordeaux » : ce droit découlait de considérations historiques, des prescriptions édictées de l'ancien régime jusqu'à nos jours pour réserver cette dénomination aux vins récoltés dans ce département, et aussi des efforts faits par les vigneron et par le commerce en vue de maintenir aux vins de Bordeaux la qualité particulière qui fait leur réputation depuis des temps immémoriaux ¹. Des vins étrangers apportés à Bordeaux ne peuvent être vendus ensuite sous les noms de « vins de Bordeaux » ; en admettant que les vigneron de Bergerac et de Marmande aient fait usage de cette appellation, cet usage n'a pu être qu'abusif, puisqu'ils n'avaient aucun droit à s'approprier une marque réservée jusqu'alors aux seuls vins de la Gironde. Ce sont ces principes qui ont présidé à la rédaction du décret de février 1911 ; le premier projet les avait méconnus, et c'est cette méconnaissance qui motiva les réclamations de la Gironde contre les prétentions abusives des départements voisins.

1. V. Monis, p. 63, sqq.

La question était plus délicate en ce qui concerne les « vins de Champagne », la distinction entre les usages fondés et les usages abusifs étant moins nettement établie. La marque y est attribuée moins au cru qu'au mode de fabrication : fallait-il tenir compte du lieu de récolte ou du lieu de fabrication, de la matière première ou du produit pour rechercher quels étaient les usages constants ? Si l'on s'en tenait au premier point de vue on faisait prévaloir les considérations historiques et géographiques ; au contraire, si le second point de vue prédominait, on invoquait des arguments techniques et économiques. D'où la rivalité de l'Aube et de la Marne, la première étant intéressée à une interprétation large qui, aux dires de la seconde, pouvait porter atteinte à la réputation des vins de Champagne.

Exposons la situation : le « Champagne » n'est pas un produit purement naturel : ce n'est pas le vin récolté ; celui-ci doit subir un assez long traitement afin de le rendre mousseux et de le livrer en cet état à la consommation. Les vins étrangers à la Champagne, traités dans les mêmes caves, ne peuvent avoir droit à la dénomination de « vins de Champagne », mais de « vins mousseux » ¹. C'est un point

1. Les Champenois vont même jusqu'à prétendre que l'emploi du mot « champagnisé » est abusif et constitue une usurpation et une contrefaçon de la dénomination « Champagne », qui n'appartient qu'aux produits de la Champagne viticole. Voir à ce sujet le jugement du tribunal civil de Lons-le-Saunier du 30 juillet 1909 et arrêt Besançon du 9 mars 1910 (*Gaz. Pal.*, Supp., 1910, I, 579), rendus à la suite d'une action intentée par le Syndicat du commerce des vins de Champagne contre des négociants de Lons ayant apposé sur des étiquettes de vins mousseux des mots « Vins champagnisés. » La Cour a décidé que « le mot « champagnisé » désigne un procédé de fabrication ayant pour objet de rendre le vin mousseux et pétillant. Ce procédé, d'abord employé en Champagne, puis appliqué dans d'autres régions de la France et appelé notamment dans le décret du 2 septembre 1907, art. 5, « méthode champenoise » ou « champagnisation » n'est pas la propriété exclusive des viticulteurs et négociants de la Champagne, mais est, au contraire, dans le domaine public. »

acquis : mais quelles sont les limites de la Champagne viticole ?

L'interprétation large, soutenue par les Aubeois, se base sur des raisons d'ordre historique et géographique. La Champagne viticole, ce ne peut être que l'ancienne province de Champagne et doit comprendre les mêmes limites. Cet argument n'est pas sans valeur, mais il ne faudrait pas en exagérer l'importance, ainsi que le faisait remarquer M. Pozzi à la Chambre ¹. La Champagne administrative allait de la Champagne au Hainaut, de la Seine au Luxembourg ; le sud de l'Aube appartient à la Bourgogne. D'autres considérations, cependant, établissaient que l'Aube avait un *droit acquis*, découlant d'usages constants et reconnus, à bénéficier de l'appellation « Champagne » pour ses produits. Ces usages étaient basés sur des pratiques commerciales consistant en l'achat, par les fabricants de la Marne, pour la fabrication de leurs vins, des vins de l'Aube, de la Haute-Marne et même de Seine-et-Marne (Citry et Nanteuil-sur-Marne ²). S'il en était ainsi, c'était parce qu'il était reconnu à ces vins des qualités semblables à ceux de la Marne et qui les rendaient propres à la champagnisation. Cette fabrication ne peut par suite être considérée comme frauduleuse même si elle se pratique dans l'Aube avec des vins de l'Aube ³. « L'usage des vins de l'Aube à la fabrication du

1. 2^e séance du 14 juin 1907, *Officiel*, 1907, Débats, p. 1366. M. Vallé, faisant l'historique de la Champagne viticole, présente des arguments peu à l'avantage de l'Aube (1^{er} rapport David, Annexes, p. 19).

2. Voir 1^{er} rapport David.

3. « En dénommant leurs vins « vins de Champagne », les fabricants de l'Aube ne trompent ni sur la qualité de la matière première, puisque leurs concurrents de la Marne l'emploient, ni sur les procédés de fabrication, ni sur le lieu d'origine, et il y aurait tout à la fois atteinte à la justice et à la vérité à considérer leurs produits comme fraudés. » (Rapport de M. Mortier, président de la Chambre de Commerce de Troyes. M. Castillard à la Chambre, 14 juin 1907. *Officiel*, 1907, p. 1361).

vin de champagne, dit la chambre de commerce de Troyes, nous apparaît comme constant et bien établi, tant pour ceux qui sont manipulés dans la Marne, que pour ceux qui sont utilisés dans l'Aube. Leurs qualités de finesse, de bouquet, de solidité, leur constitution (acide, terrain, alcool) les font rechercher pour la champagnisation, à laquelle ils sont particulièrement aptes, ce qui a été reconnu dans une longue série d'années ¹. »

Cet usage est en effet basé sur la tradition historique, confirmé par une jurisprudence constante. D'après celle-ci le mot Champagne ne désigne pas un procédé de vin mousseux en général, mais un vin spécialement récolté et fabriqué dans l'ancienne province de Champagne, ² et, par suite, dans l'Aube. D'ailleurs, récemment, le syndicat rémois des vins de Champagne ayant intenté un procès à une maison de l'Aube en vue de la radiation des marques commerciales de cette maison a vu sa demande repoussée par le tribunal de Bar-sur-Aube, sur ce motif que le décret du 4 janvier 1909 n'a pu faire qu'un droit de propriété régulièrement acquis antérieurement à sa promulgation cessât rétroactivement d'avoir ce caractère après cette promulgation ³. »

Ainsi l'Aube établissait son droit à l'appellation Champagne pour ses produits en se basant sur ce que : 1^o historiquement elle faisait partie de l'ancienne province de Champagne ; 2^o qu'elle formait le rayon d'approvisionnement des vins normalement employés par les maisons des fabricants de la Marne ; ⁴ 3^o que ses produits concouraient à la répu-

1. David, 1^{er} rapport, p. 43.

2. Voir les arrêts cités au chap. I^{er}.

3. 9 juillet 1909.

4. M. Castillard (*Officiel*, 1907, p. 1361) rapporte ces paroles de M. Morlot, au Conseil Général de l'Aisne : « L'arrondissement de Château-Thierry

tation et à la vente des vins de Champagne : 4^o que ses prétentions ont été confirmées par la jurisprudence. Que fallait-il de plus pour établir les « usages locaux constants ? »

Or, au lieu de s'en tenir à cette base, les inspecteurs de l'agriculture et le Conseil d'Etat ont envisagé les conditions de qualité, de cépage, de modes de culture, de constitution géologique. ¹ Ils ont incorporé l'arrondissement de Soissons sous prétexte que le terrain était de même nature que celui des communes viticoles de la Marne ; ils ont pris les vins de la Marne comme le prototype des vins de Champagne et ont recherché les différences pouvant exister entre ces vins et ceux des régions avoisinantes, sans s'occuper des ressemblances. Il s'en est suivi des exclusions contraires aux usages établis et aux droits acquis. Il fallait, au contraire, une fois admis le droit du producteur à la garantie de la marque d'origine, assurer le contrôle des appellations régionales, déterminées loyalement par la constatation des faits existants, en ne tenant compte toutefois que des faits normaux, non abusifs. Sous cette restriction, pour être juste, il fallait être large : s'en tenir aux positions acquises, sans les empirer ni les améliorer, sans créer de privilèges ni léser de droits.

Les difficultés inhérentes à une telle tâche empêchèrent le Conseil d'Etat de faire œuvre parfaite, exempte de critiques. Le défaut d'une base solide motiva les décisions contradictoires précédemment étudiées. Le décret de 1911 a

est situé dans la Champagne, non seulement d'après sa position géographique, d'après les traditions historiques, mais d'après les traditions de fait, les habitudes commerciales, puisque de temps immémorial les marchands de vins de Champagne viennent acheter nos vins pour les mélanger aux vins récoltés dans les environs de Reims et d'Epernay. *C'est donc un fait qui nous crée des droits.* »

1. Monis. — Annexe 2 du rapport David, p. 33, et rapport David, p. 22 et 23.

voulu concilier les intérêts, mais il n'est pas encore d'accord avec le but du législateur, il outrepassa la mission du Conseil d'Etat. La distinction d'une grande et d'une petite Champagne, d'une 1^{re} et d'une 2^e zone n'est fondée sur aucun usage local ; elle crée un mot nouveau, elle lèse donc des droits, en même temps qu'elle sort des limites de la délégation légale.

§ 3. — Les voies de recours.

Puisque les décrets de délimitation pouvaient porter atteinte à des droits acquis, les intéressés lésés avaient-ils des moyens juridiques de faire valoir leurs droits et de recourir contre l'acte du pouvoir exécutif ?

Remarquons tout d'abord qu'ils pourront disposer du recours par voie gracieuse adressé au chef de l'Etat et du recours par voie de pétition aux Chambres. De plus, les tribunaux de répression, saisis pour violation de ces règlements, auront le droit de vérifier leur légalité (application de l'art. 471 15° du C. pénal). Faut-il admettre, en outre, que les intéressés peuvent recourir directement devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux et demander l'annulation du décret qui lèse leurs droits pour incompétence ou excès de pouvoir ?

La question est controversée et sa discussion sortirait du cadre de notre étude. Il nous suffira de la résumer et de signaler la difficulté que soulève à ce point de vue la délégation faite au Conseil d'Etat et l'insuffisance de garantie qui en résulte pour les individus ou les groupements lésés dans leurs droits.

La solution dépend de la nature reconnue aux règlements d'administration publique. Admet-on que le législateur en

chargeant le pouvoir exécutif de compléter la loi au moyen de décrets réglementaires lui délègue une part de son pouvoir ? le règlement est alors un acte législatif, affranchi, comme tel, de tout recours contentieux ¹. Est-on d'avis, au contraire, que le pouvoir législatif n'est pas susceptible de délégation, qu'en chargeant le président de la République de régler il ne fait que l'inviter à user de ses pouvoirs constitutionnels ? ² ce sont des actes administratifs soumis au recours contentieux pour incompétence ou excès de pouvoir. ³

En vérité, le règlement d'administration publique est un acte semi-législatif, semi-administratif. Il participe de la nature de la loi, puisqu'il en assure l'exécution, dans les limites de la loi ; celle-ci formule les principes, le règlement les développe ; il constitue un acte de législation secondaire. Mais il participe aussi de la nature de l'acte administratif, en ce qu'il peut s'adapter aux circonstances particulières, être modifié sans intervention du législateur. Ce dernier caractère rend l'action contentieuse possible.

§ 4. — Difficulté d'assurer administrativement l'application des décrets de délimitation.

Il ne suffit pas de créer des régions, pour saisir et punir le délit d'usurpation du nom de lieu, il faut aussi pouvoir établir ce délit et prouver au fraudeur qu'il a fait entrer

1. Laferrière : *Traité de la juridiction administrative*, t. II, p. 11, 12, 422. — Ducrocq : *Cours de droit administratif*, 1897, t. I, p. 80 et sqq. ; *Études de droit public*, pp. 105 à 116. — Duguit : *Traité de droit constitutionnel*, 1911, I, p. 202 s. II, p. 451, sqq.

2. V. Esmein : *Rev. pol. et parl.*, 1894, I, p. 203, sqq. et Berthélemy, même revue, 1898, I, p. 50, sq.

3. Voir sur cette question le chap. II de la thèse de M. Monis et Nézard, *Le contrôle juridictionnel des règlements d'administration publique*, *Rev. gén. d'admin.*, 1909, III, p. 129.

dans sa cave un vin appartenant à une région autre que celle au nom de laquelle il prétend avoir droit. D'où les mesures destinées à suivre les produits de cru et à contrôler leur utilisation (acquits spéciaux, magasins séparés). Ces mesures préventives tendent à isoler le produit d'origine, à empêcher toute contrefaçon, de sa production jusqu'à sa livraison au consommateur à l'état naturel ou de produit fabriqué. Leur application nécessite l'intervention du service de la Régie ; or, cette intervention n'est réellement possible et efficace que si le contrôle à la production peut être organisé, si la régie peut intervenir chez les négociants, suivre leurs opérations, tenir des comptes, de façon à pouvoir, à tout moment, certifier l'origine et l'identité du produit.

Or, si de telles mesures sont réalisables en ce qui concerne des produits dont la production est concentrée et facile à surveiller, parce qu'elle implique une certaine fabrication, en revanche leur application en est difficile s'il s'agit d'une production disséminée et abondante, tel le vin. Il a été facile d'assurer la protection des appellations régionales pour les eaux-de-vie de cru : leur production est contrôlée ; la Régie intervient chez les distillateurs, et même chez les bouilleurs de cru qui désirent bénéficier de l'appellation d'origine. Elle connaît la provenance de la matière première, assiste à la fabrication, en prend en charge le produit, dont elle peut certifier l'origine.

On comprend encore l'application de ces mesures pour les vins de Champagne. Il s'agit plutôt d'une fabrication que d'une production, ou tout au moins la champagnisation offre le double caractère d'une opération de production et d'une opération industrielle. Cette fabrication « est effectuée dans un nombre relativement peu important de caves et

celliers, faciles à surveiller. Les vins de Champagne ne sont vendus qu'en bouteilles. Les bouteilles, une fois ouvertes, ne peuvent pratiquement être à nouveau remplies, obturées par des bouchons authentiques et capsulées sans revenir dans leur région d'origine. »¹ Ainsi la concentration des opérations sur quelques points, et, d'autre part, la difficulté d'altérer les vins mousseux après leur mise en bouteilles rendent possible, pour les vins de Champagne, l'application d'une législation spéciale susceptible d'une certaine efficacité. L'authenticité sera garantie en suivant et en isolant le vin du moment où il sort de chez le récoltant jusqu'à sa mise en bouteilles.

Mais il en est autrement pour les vins de crus, Bordeaux, Bourgogne, etc... La production n'en est pas contrôlée, et ne peut l'être parce qu'elle est trop disséminée. Cependant ne pas accorder la même protection, c'est faire échec au principe de l'égalité des citoyens devant la loi, c'est tolérer ici la fraude qui est prohibée par ailleurs. Du moment où l'Etat se porte garant de l'origine des vins, il doit prendre toutes les mesures de nature à lui permettre de certifier cette origine en connaissance de cause. Mais on se heurte à une impossibilité pratique : le travail des receveurs buralistes est accru, en raison des mentions spéciales à opposer sur les acquits; celui des agents l'est aussi, par suite de la tenue des comptes spéciaux et de la complication des inventaires. Il faudra donc multiplier le nombre des employés, si l'on ne veut pas qu'ils soient amenés à négliger leurs attributions essentielles. De telles mesures

1. Ch. Dumont, Rapport 726 au nom de la Commission du budget, chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet de garantir l'origine des vins de Champagne (février 1911) et projet Klotz n° 709 concernant la garantie d'origine des vins de Champagne.

aboutiraient finalement à un accroissement de dépenses. Ce résultat eût été fatal si l'on avait accepté la vignette fiscale préconisée par M. Cochery : il eût fallu apposer la marque de garantie sur les fûts à la propriété même, assister à la mise en bouteilles chez les négociants et les détaillants, suivre l'emploi des capsules. Quelle complication de travail et d'écritures !

Il est vrai que M. Cochery demandait que l'apposition de la vignette fût l'occasion de la perception d'une taxe. De même M. Klotz, dans son projet de 1911, prévoyait la perception d'un droit de 0,05 par col de bouteille lors des expéditions et ce droit aurait été la compensation de la surveillance exercée par les Contributions indirectes (art. 4). Certes il ne serait que légitime de recouvrer sur les intéressés les frais nécessités par les mesures de protection édictées dans leur intérêt : ce ne serait que la juste rémunération d'un service rendu. Mais, indépendamment des difficultés qu'entraînerait l'organisation de la surveillance, la taxe proposée a soulevé des protestations fondées, à tel point que le principe en a dû être écarté. C'eût été, en effet, un impôt nouveau déguisé, qui serait retombé sur le vigneron.

En résumé, pour garantir l'origine des vins, il faudrait organiser le contrôle à la production, comme pour les alcools, et intervenir chez les récoltants en vue d'inventorier les quantités récoltées et d'en tenir un compte. Des propositions en ce sens ont été faites : elles tendent à considérer le vin comme une matière première, prise en charge à la suite d'une déclaration du propriétaire ¹, ou à la suite

1. Annexe au rapport de M. Cazeaux-Gazalet, p. 696. Mémoire de M. Capgrand, directeur de l'Ecole pratique d'agriculture et de sylviculture du Lot-et-Garonne.

d'un inventaire, et dont un compte surveillera l'emploi ¹. Une telle organisation n'est pas réalisable pratiquement, non seulement en raison des complications de service et des frais qu'elle entraînerait, mais encore et surtout parce qu'elle instituerait chez les récoltants l'« exercice » et serait de nature à porter atteinte au droit de propriété et à l'inviolabilité du domicile d'un nombre considérable de petits récoltants.

L'application du principe des délimitations s'est donc heurtée, dès le début, à de multiples difficultés. N'était-ce pas d'ailleurs entrer dans une voie dangereuse signalée en ces termes, avec quelque peu d'exagération certes, par les « Débats » : « Des producteurs agricoles, autres que les vignerons, pourront demander, demain, aussi eux, le bénéfice de la délimitation pour les régions où ils font pousser des fruits, des légumes, des fleurs, où ils élèvent du bétail renommé. Clermont aurait des droits pour ses petits pois ; Montreuil pour ses pêches. Provins voudrait défendre la renommée de ses roses. Le Périgord réclamerait pour ses truffes ; Bar-le-Duc pour ses groseilles. Croit-on que Narbonne demeurerait calme, au milieu de ce débordement, et ne « bougerait » pas bruyamment pour imposer son miel ? qu'Agen ne défendrait pas le terroir où poussent ses prunes ? Et où s'arrêterait-on dans cette voie, si cet exemple était suivi par les industriels dont les produits portent le nom du pays où ils sont fabriqués ? Rouen, entre autres, vend des tissus appelés « rouenneries » : n'est-il pas logique qu'on en interdise la fabrication en d'autres villes ? Avec ce système la France ne serait plus bientôt un pays à libre circulation, tel que l'a fait la Révolution, mais un

1. Id., p. 471. Mémoire de M. J. Allègre, propriétaire-viticulteur à Méze.

amas de provinces monopoleuses gardées par des agents des contributions indirectes. Nous reviendrons ainsi, tout doucement, au moyen-âge. »

Les délimitations devaient en outre entraîner des conséquences économiques et sociales qui n'avaient pas apparu dès l'abord.

II

Les difficultés d'ordre économique et social.

§ 1. — **La divergence des intérêts. L'antagonisme entre la propriété et le commerce.**

Les délimitations ne pouvaient être acceptées d'une façon uniforme, en raison de la divergence des intérêts en cause.

D'abord ces intérêts différaient entre régions pour les motifs précédemment indiqués : les grands vins de Bordeaux ou de Bourgogne sont les produits d'un seul cru jouissant d'une réputation légitime, et ce qui fait le cru, ce sont le plant, le terrain, le climat, l'exposition, l'art de la cuvée, etc...; ils ne peuvent comporter de mélange des différents crus. Au contraire, le vin de Champagne peut renfermer, et renferme en réalité un mélange : l'art et l'habileté du marchand est de réaliser le mélange qui fera le mieux ressortir les qualités supérieures de certains crus ; on y ajoute de l'alcool, une liqueur sucrée sur la composition de laquelle chaque fabricant conserve son secret particulier. Pour les premiers, il s'agit de protéger le « cru », le « nom de cru » attribué aux qualités naturelles du produit ; pour

les seconds, la question du cru n'a plus la même importance, en tout cas sa protection doit être combinée avec celle de la marque de fabrique. Le sens à donner à la délimitation ne pouvait être uniforme.

D'ailleurs, dans une même région, les oppositions d'intérêts devaient susciter les haines et les jalousies. En pouvait-il être autrement si, au milieu d'un territoire présentant les mêmes caractères quant au sol ou au climat, on trace une ligne géographique et si l'on décide que telle partie aura droit à la dénomination légale, tandis que cette faveur sera refusée à l'autre? ¹ Les régions exclues du territoire délimité demanderont leur incorporation et feront valoir leurs droits historiques ou leurs intérêts transformés en droit à la suite d'un certain état de fait, jusqu'alors incontesté : telles furent les protestations de la Dordogne, du Lot-et-Garonne, et de l'Aube. Mais alors si on les incorpore, les parties centrales des régions délimitées protesteront comme ayant un droit exclusif à l'appellation particulière qu'il s'agit de protéger (Gironde, Marne). Les uns se plaignent d'être laissés en dehors d'une région dont ils prétendent faire partie ; les autres trouvent que l'on a été trop large et qu'on a englobé des territoires dont les produits, de qualités secondaires, nuiront à la réputation du cru, leur feront concurrence et en abaisseront les prix. C'est la discussion des usages fondés et des usages abusifs. Les départements se disant lésés demandent que l'on observe la vérité historique, seule conforme aux usages constants ; les autres prétendent que la délimitation a pour but de re-

1. Citry et Nanteuil, en Seine-et-Marne, demandent leur incorporation dans la Champagne, parce qu'elles ont les mêmes cépages, le même terrain, les mêmes procédés de culture que la commune de Crouettes (Aisne) qui fait partie de la Champagne viticole et dont elles ne sont séparées que par la frontière administrative.

venir à la vérité historique et économique, de mettre fin aux usages et aux abus. Chacun interprète la loi suivant ses intérêts respectifs.

Le Lot-et-Garonne et la Dordogne désirent, avant tout, continuer à vendre leurs récoltes au commerce bordelais ou à l'extérieur, en bénéficiant du droit à l'appellation « Bordeaux », reconnu par une large délimitation ; ou bien, s'ils sont exclus de cette délimitation, ils en réclameront la suppression, afin de pouvoir continuer à profiter, dans l'écoulement de leurs vins, de l'usurpation du nom de cru voisin du leur.

Les vignerons de l'Aube soutiennent que leurs vins possèdent toutes les qualités nécessaires pour faire du bon Champagne, les mêmes que celles des vins de la Marne : ils ont la même fraîcheur, la même teneur et la même prédisposition à la mousse, qualités qui les font rechercher par les fabricants de la Marne. Pourquoi leur refuser la dénomination « Champagne » ? Après l'invasion phylloxérique, ils ont reconstitué leurs vignes en cépages fins, à petit rendement, moitié pineau, moitié gamay afin de maintenir la qualité du vin et de continuer à assurer son utilisation pour la champagnisation. Tant d'efforts seraient-ils anéantis par une exclusion imméritée ? Délimitée, l'Aube peut continuer à vendre sa récolte à des prix rémunérateurs ; exclue complètement elle se voit fermer ce débouché, ses vins n'ont pas plus de valeur que ceux de la Loire et du Midi, qui viennent leur faire une concurrence désastreuse, contre laquelle ils ne peuvent lutter par suite de la faiblesse du rendement et de la cherté de la culture. D'autre part, ces vins ne peuvent être vendus comme vins ordinaires sans perte : en dehors de la Champagne, le placement en est difficile. Donc, sans la délimitation, l'Aube

ne peut vivre : cette mesure la protège contre la fraude, en même temps qu'elle lui assure une garantie de vente.

L'Aube sera-t-elle satisfaite d'une délimitation lui accordant l'appellation « deuxième zone » ? Nullement. Ce serait reconnaître l'infériorité de ses produits : ce qu'elle ne veut à aucun prix. C'est la traiter en bâtarde. « Dans l'héritage champenois, on jette aux Auboïs une aumône, comme à un parent pauvre : on leur offre de laisser entrer leurs vins dans la Marne privilégiée par la petite porte, par l'escalier de service » ¹.

A ces arguements la Marne en oppose d'autres qui sont tous en sa faveur. Ecartant les raisons historiques, elle soutient que sa production suffit amplement à la consommation du vin de Champagne, que la valeur de ce dernier dépend uniquement des cépages, du climat et du sol de la Marne, bien différents de ceux de l'Aube. « C'est nous, disent les marnais, producteurs de vins de la Marne et de vins de la montagne de Reims, qui avons donné son lustre au vin mousseux, et, maintenant que nous lui avons acquis cette réputation, on veut s'en emparer ². » Eux seuls ont droit au nom de ce vin de Champagne. « Nous ne voulons pas que l'on vende une seule bouteille de champagne faite avec un produit récolté dans une autre circonscription que la nôtre, même si ce vin est de qualité égale à celui que nous faisons » ³. Au surplus, disent-ils, quels efforts ont fait les vigneron de l'Aube pour améliorer les plants et les méthodes de culture en comparaison de ceux réalisés par la Marne ? « Je demande aux vigneron de l'Aube, dit M. Vallé, quel est l'apport qu'ils ont fait à cette célébrité ?

1. M. Rambourgt au Sénat, 15 juin 1906. *Officiel*, p. 65 s.

2. M. Pozzi à la Chambre, 14 juin 1907. *Officiel*, p. 1369.

3. M. Denoix au Sénat, le 11 avril 1911. *Officiel*, p. 419.

Ils n'ont fait aucun effort à aucune époque, et, du côté de la culture, ils en sont restés au gamay, plant proscrit pendant deux siècles en France. Ces Messieurs viennent nous dire aujourd'hui : parce que nous sommes de la Champagne historique; il s'ensuit que nos vins doivent avoir les mêmes avantages que les vins de Champagne. Nous n'avons rien fait, mais nous demandons à bénéficier de vos efforts?... Vous voulez que vos vins, qui sont fabriqués avec des plants inférieurs, sans les qualités que possèdent les vins de Champagne, et qui en font la célébrité, viennent se confondre avec les nôtres. S'ils restent chez vous, ils vaudront 50, s'ils viennent chez nous, ils vaudront 200. Si c'est cela que vous voulez, il faut le dire » ¹.

Comment concilier ces intérêts contradictoires? Les délimitations engendrent les jalousies et les haines locales. Il est impossible et injuste en même temps de donner législativement la même valeur à diverses parties d'une région. Ou bien, il faut admettre des subdivisions en faveur des crus particuliers. Il est certain que le Médoc se plaindra d'être englobé dans une même région avec les arrondissements de Blaye et de la Réole dont les produits ne sont pas comparables aux siens. Les producteurs des vins de Vouvray, d'Arbois, de Chablis, qui jouissent d'une certaine réputation, prétendront avoir leur délimitation particulière. Des intéressés ont réclamé la délimitation de la « blanquette de Limoux » ². » Le 9 juillet 1908, M. M. Faure demandait au Sénat, pour les crus particuliers, la même protection que pour les grandes régions viticoles et revendiquait le droit à la délimitation pour la Côte-Rotie, l'Ermitage, le Saint-Péray, le Chateauneuf du Pape... Si l'on veut

1. Déposition de M. Vallé. 1^{er} rapport David, p. 43.

2. V. Annexe au rapport de M. Cazeaux-Cazalet, p. 525.

donner satisfaction à tous, la réglementation deviendra bien complexe et minutieuse ¹ !

Mais, conséquence plus grave en un sens, peut-être heureuse dans un autre, les délimitations ont révélé un antagonisme profond entre les vignerons-récoltants et les commerçants, entre la production et le commerce.

Ce sont les producteurs qui ont réclamé la protection de leurs crus : la délimitation devait être un remède à la mévente des vins, à la crise qu'ils subissent depuis de longues années. Que pour les uns cette délimitation soit large, que pour les autres elle soit interprétée strictement, au fond, les uns et les autres espèrent que, grâce à l'appellation réservée, leurs produits trouveront soit dans le commerce, soit dans la vente directe, le débouché qui leur est dû. Si nos vins ne se vendent plus ou se vendent mal, disent-ils, c'est que nous subissons, auprès du commerce, la concurrence des vins étrangers qu'il achète à des prix inférieurs, et que, d'autre part, à l'extérieur, sur les marchés, auprès des consommateurs, nous retrouvons la concurrence des vins fabriqués du commerce, livrés à des prix de bon marché tels que nous ne pouvons rivaliser sans être en perte. La délimitation nous permettra de vendre notre vin et de le vendre à des prix rémunérateurs, bien que proportionnés à la valeur du produit. Le consommateur, ajoutent-ils, y trouvera son intérêt puisqu'il ne sera plus trompé

1. « Nous ne voulons pas, disait M. Denoix, qu'à propos de délimitation, vous nous fassiez remonter à trois ou quatre siècles en arrière ; nous ne pouvons pas comprendre que vous puissiez diviser cette France comme un damier, un échiquier, en petits casiers jaloux les uns des autres, pour des questions d'intérêt, c'est-à-dire pour les questions qui provoquent chez nos habitants de campagne les plus violentes haines, les plus féroces inimitiés, les révoltes les plus brutales ; ce serait la justice foulée aux pieds, ce serait la fortune et la grandeur de la France sacrifiées à l'intérêt d'une catégorie restreinte de privilégiés. » (Sénat, 11 avril 1911. *Officiel*, p. 449).

sur l'origine du vin qui lui est livré et sur la qualité de ce vin.

Aussi les producteurs voisins de la région délimitée demanderont leur incorporation pour profiter de la dénomination du cru dans la vente de leurs produits ou pour pouvoir continuer à les vendre au commerce avec la certitude d'en tirer un bon prix grâce à la protection qui leur est accordée. Mais, par contre, les producteurs des régions centrales délimitées réclameront jalousement leur droit exclusif au nom de cru et accuseront leurs voisins de fraude ou d'être la cause de la crise qui les atteint. C'est ainsi que les vignerons de la Marne rendent leurs confrères aubois responsables de la mévente de leurs vins et de leur misère : si leurs vins ne se vendent pas, disent-ils, c'est qu'ils subissent la concurrence des vins étrangers, notamment ceux de l'Aube. Alors que le vignoble champenois ne produit en moyenne, dans les grands crus, que de 20 à 25 hectolitres à l'hectare, que les frais d'entretien coûtent de 3.000 à 3.500 francs, et, pour les moyens et les petits crus, 2.000 à 2.500 francs pour une production moyenne de 40 à 50 hectolitres, les vignes de l'Aube produisent couramment de 80 à 100 hectolitres à l'hectare, coûtent très bon marché à entretenir, puisqu'elles sont travaillées à la charrue, et, par suite, peuvent être vendues à bas prix, à 20 ou 25 francs l'hectolitre. Les champenois prétendent ne pouvoir lutter contre cette concurrence des vins à bas prix, qui viennent encombrer le marché et créent une surproduction ruineuse ¹.

Les conséquences de la situation ainsi créée au pro-

1. V. Annexe, Cazeaux-Cazalet. Fédération des Syndicats de la Champagne, p. 1115, sqq.

ducteur sont multiples : n'ayant, souvent, pas encore pu rembourser les dettes contractées pendant la période phylloxérique pour replanter ses vignes, ne trouvant plus l'écoulement de son vin à des prix qui lui permettent de vivre et d'entretenir son vignoble, le vigneron est découragé. Pressé d'argent, il offre ses vins au commerçant à n'importe quel prix ; il s'est démuní de son matériel vinaire, et il n'aura pas ainsi à s'inquiéter du placement ni à veiller à la conservation du vin. Ainsi voit-on en Bourgogne les vigneronns se presser, à l'époque de la vendange, aux portes des négociants et leur offrir leurs raisins à des prix dérisoires : 1 franc au maximum, et plus communément, 0,80, 0,75, 0,60, voir même 0,50 le kilog. Le vigneron qui ne peut plus vivre abandonne son pays, les campagnes se dépeuplent. La propriété baisse de valeur. Ceux qui restent, qui luttent encore, voient leurs frais augmenter à la suite des nombreuses maladies qui guettent le vignoble et qui réclament des soins constants et minutieux. Ils n'ont plus qu'un espoir : la délimitation.

En face du producteur est le commerçant, l'intermédiaire dont les intérêts varient. Le grand commerce accepterait volontiers une délimitation étroite qui restreindrait la concurrence des producteurs et des fraudeurs ; il vit sur sa réputation, sur sa marque : il ne peut que gagner à une telle mesure. Le petit commerce, au contraire, qui est obligé, pour satisfaire sa clientèle, de faire des vins bon marché, de s'approvisionner à l'extérieur n'admet pas les délimitations, ou, tout au moins, les veut très larges.

Tout d'abord, le commerce cherche à justifier son existence et à s'assurer la vie. Il reproche aux vigneronns leur égoïsme : ils veulent un monopole, un privilège, la vente exclusive du vin de cru, ils imposeront ensuite leur produit

et leurs prix aux consommateurs. En sont-ils capables ? et, même dans l'affirmative, pourront-ils satisfaire leurs clients ? Ils seront obligés de vendre cher en raison des frais de culture, et la qualité [de leurs vins sera uniforme pour une récolte et variable chaque année. Or, le consommateur désire avant tout un vin qui satisfasse son goût et s'accommode à sa capacité d'achat. Le commerce seul peut lui procurer un produit conforme à son goût et à ses moyens. Les négociants auront en cave des vins de crus, vendus à des prix élevés, pour les consommateurs aisés ; des vins moyens et des vins populaires, résultat de mélanges. Il y a ainsi des vins de Champagne de première qualité, de deuxième qualité et de démocratiques à 1 fr. 50 la bouteille. C'est le commerçant qui fait la marque, le renom du produit, soit en choisissant les éléments qui le composent, soit par un mode de fabrication qui lui est particulier. Il est l'intermédiaire nécessaire entre le producteur et le consommateur au grand profit de l'un et de l'autre. Il facilite l'écoulement de la récolte du premier ; quant au second, n'ayant pas le temps ni la compétence nécessaires pour s'enquérir de la qualité et de l'origine de la boisson qu'il achète, il s'en remet au négociant qui, lui, peut exiger une garantie sur facture de son vendeur et s'informer de l'origine du vin. Le consommateur a donc, contrairement à l'opinion des vignerons, intérêt à s'adresser au négociant qui lui assurera la fixité et la sécurité des vins de même qualité suivant les années et un approvisionnement toujours certain. Le propriétaire n'est pas maître de sa récolte en quantité et en qualité : il ne peut donc satisfaire d'une manière constante le goût du consommateur. Finalement c'est ce dernier qui sera trompé, car, grâce à la délimitation, les producteurs jouiront, pour l'écoulement

de leurs produits, quelle qu'en soit la qualité, de la faveur et de la réputation attachées aux appellations.

En définitive, disent les commerçants, les délimitations seront une entrave pour la propriété et pour le commerce : l'un et l'autre, dans les mauvaises années, ne pourront écouler leurs vins sans les améliorer par des coupages ; or, la loi s'y opposant, nul ne le fera, et il en résultera la mévente des vins. « L'état civil des vins sera infailliblement la cause du délaissement complet des vins par le commerce entre les mains de la propriété. Le commerce local, pas plus que celui des centres de consommation, ne voudra et ne pourra assumer la charge de l'éducation de vins qui changent, se modifient avec le temps et sont, par conséquent, susceptibles d'être aidés et parfois totalement transformés dans l'intérêt même du vin et du consommateur. Pas un négociant, honnête, loyal et respectueux des lois de son pays, ne consentira à la déclaration imposée par la loi, qui serait pour ses intérêts un véritable désastre. Conclusion : il laissera au propriétaire la responsabilité de l'éducation des vins, que ce dernier sera dans l'obligation d'élever désormais à ses frais, risques et périls, d'où, fatalement, mévente forcée des récoltes et augmentation des charges du propriétaire ¹. »

Le commerce est obligé d'avoir recours aux vins de l'extérieur pour couper les vins et les adapter aux goûts des consommateurs. Il y est parfois obligé aussi en raison de l'insuffisance de la production locale, pour satisfaire une consommation que favorise le développement du bien-être, des voies de communication et des moyens de transport.

1. Tribunal de Commerce de Libourne. Annexe au rapport Cazeaux-Cazalet, p. 721.

Ainsi, au moment où l'entente était nécessaire, c'est la discorde qui s'élève, à propos des délimitations, entre le vignoble et le commerce. La propriété veut se séparer du commerce, veut vivre sans lui et cherche à jeter le discrédit sur ses opérations. Le commerce, plus puissant, démontre aux propriétaires qu'ils ne peuvent se passer de lui et que la délimitation qu'ils réclament leur fera plus de tort que de bien. Que feront-ils lorsqu'ils ne pourront écouler leurs mauvais vins? ils souffriront encore davantage de la mévente.

Cet antagonisme, latent dans certaines régions, faillit prendre le caractère de lutte véritable en Bourgogne. Le commerce menaça ouvertement la propriété de représailles si elle conservait son attitude intransigeante et suspicieuse. « La situation actuelle, les appréhensions justifiées, lit-on dans un journal côte-dorien nous obligeront à recourir aux mêmes armes défensives dont se sert le commerce bordelais. Elles consistent à refouler au second plan les dénominations régionales, crus connus, propagés par le commerce, et à y substituer des marques de nos alliages, soit individuelles, soit collectives. Aucune autre solution ne paraît trouvable. Notre devoir est d'en avertir avec franchise les vignerons ¹. »

Un négociant dijonnais, prêchant l'entente aux vignerons et les exhortant « à ramener au calme ceux des leurs qui, bien intentionnés, mais mal avisés, veulent déchaîner la lutte économique, la ruine, dans notre vieille et brillante province si fraternellement unie », leur déclare nettement : « Votre amitié nous est précieuse et nous la payons loyale-

1. *La Treille*, organe du Syndicat du commerce en gros des vins et spiritueux de la Côte-d'Or, juillet-août 1911, n° 120.

ment de retour. Mais, si vous nous déclarez la guerre, vous trouverez des gens résolus à vous faire hardiment face, de toute leur énergie, dans cette lutte qu'ils n'auront pas voulue et dont vous serez, vous, les auteurs ¹ ! »

Cette lutte était entrée dans une phase active. Une union s'était formée : « l'union bourguignonne contre la délimitation », chargée de défendre les intérêts du commerce. Cette union avait lancé un prospectus résumant son programme et en indiquant les conséquences pour la propriété. Pour sauvegarder sa responsabilité, le commerce réclamait l'assujettissement à l'exercice, à la patente et à la licence des propriétaires faisant le commerce des vins, l'obligation de la déclaration exacte des cépages, comme garantie de la vente. Un tel programme était un symptôme de désunion fâcheuse entre le commerce et la propriété.

Fort heureusement, un syndicat d'union, « l'alliance de la viticulture et du commerce », aboutit à convaincre les réfractaires, et l'annonce de la suppression des délimitations, mieux que tout, réussit à amener la paix. Cet exemple n'en montre pas moins à quel point les rivalités d'intérêts peuvent compromettre la situation économique d'une région et d'un pays.

Malheureusement, ces rivalités de régions à régions, ou de personnes, furent accrues par le fait qu'elles furent exploitées par les politiciens ; suivant l'influence du corps électoral, les prétentions des uns trouvaient leur écho à la Chambre : députés et sénateurs des régions intéressées faisaient tour à tour prévaloir les arguments de nature à donner satisfaction à leurs intérêts respectifs, en dehors de toute considération d'ordre général. Des pressions se

1. M. Sarrazin dans le *Progrès de la Côte-d'Or* du 16 avril 1911.

sont exercées dans un sens ou dans l'autre auprès des pouvoirs publics et même du Conseil d'Etat. D'où ces revirements de décisions, ces contradictions déjà signalées ¹.

Les délimitations divisaient la France, elles rétablissaient un protectionnisme local, suscitaient donc les oppositions d'intérêts. « Les Chambres, écrit M. G. Berry, n'ont donc pas songé qu'en s'associant à cette œuvre elles revenaient à plus d'un siècle en arrière, rétablissant autour des anciennes provinces des barrières économiques que nos pères avaient abolies. Elles n'ont donc pas compris qu'en s'engageant dans cette voie, elles fomentaient en France de nouvelles discordes, et qu'elles allaient allumer la guerre entre départements limitrophes, par des mesures imprudentes... Je ne peux me figurer que des hommes sérieux entreprennent de légiférer en vue de proclamer la valeur des récoltes de telles contrées ou de tel champ. Il n'y a pas de législateurs qui aient la possibilité de décréter la qualité des produits d'une province ou la défectuosité de ceux qui sont à côté ². »

§ 2. — L'injustice des délimitations.

Les commerçants invoquent l'obligation où ils se trouvent de procéder à des coupages pour satisfaire le goût des consommateurs. Les délimitations procèdent, disent-ils, d'une erreur économique et aboutissent à une injustice. En effet, ce qui fait la valeur d'un vin, sa qualité, ce qui sert à lui faire acquérir une réputation mondiale, ce ne peut être la simple délimitation géographique, mais diverses

1. V. Lachapelle, *Les délimitations régionales et la politique*, Rev. de Paris, juillet 1914.

2. G. Berry. Exposé des motifs de la proposition de loi n° 908, du 3 avril 1911.

circonstances, et notamment le soin et le procédé apportés à sa fabrication. « Si certains noms ont acquis une réputation mondiale qui s'est établie, affirmée et perpétuée à travers les siècles, ce n'est pas en vertu de quelques lignes de texte, ni d'une localisation purement géographique; c'est par des qualités propres, constituant un type moyen ayant un ensemble de caractères déterminés et reconnus ¹. »

La question de qualité n'a aucune relation avec la question d'origine; le lieu d'origine fait la marque, non la réputation. En fait, le Bordeaux et le Bourgogne se vendent sous le nom d'origine, mais cette dénomination s'applique le plus souvent à des mélanges, et malheureusement, ces mélanges sont nécessités par les besoins actuels du commerce, par la nécessité d'adapter les vins au goût et au pouvoir d'achat des consommateurs. En effet, si la consommation s'est développée, c'est au détriment des vins de crus proprement dits : la vente de ceux-ci reste réservée à une clientèle riche, aisée; mais il s'est formé une clientèle moyenne, bourgeoise, qui veut des vins de marque, mais refuse de les payer au prix réel : le commerce a dû se mettre en mesure de satisfaire ces nouveaux consommateurs, et, dans l'impossibilité où il se trouvait de leur livrer des produits purement de cru, il leur a offert des vins de mélange, qu'il pouvait livrer à des prix inférieurs. Les coupages sont certes blâmables, en ce qu'ils usurpent un nom de cru auquel ils n'ont pas entièrement droit : mais, le consommateur doit être rendu responsable de cette pratique, et il lui appartient de se rendre compte que des produits naturels ne peuvent lui être livrés au prix qu'il réclame. C'est ainsi que certaines maisons fabriquent des

1. Proposition Lefèvre, n° 891, du 30 mars 1911, p. 3.

Champagnes à 1 fr. 50 la bouteille. Sous réserve de cette considération, il faut reconnaître que les coupages sont parfois nécessaires pour la conservation des vins naturels. Les vins de la Marne secs, plats, ont besoin d'être relevés avec des vins leur fournissant le degré et la couleur nécessaires pour en faire de bons Champagne. Pour remonter les vins d'Entre-Deux-Mers, du Palus, de la Réole, qui ne se tiennent pas, et ne résistent pas aux voyages, il faut les vins généreux du Roussillon ou de la Dordogne. Le vin de Bourgogne se ressent parfois de l'insuffisance de maturité du raisin, il manque de tannin ou d'alcool : pour le corser et le conformer au goût de certains consommateurs, il faut y ajouter du sucre ou d'autres vins plus chauds. Ces additions, faites en quantités raisonnables, peuvent ne pas modifier la nature du vin, lui permettent de supporter les voyages et lui assurent une garantie de durée et de conservation.

Dans ces conditions, il devient difficile de distinguer dans un produit du sol ce qui reçoit une fabrication particulière et ce qui fait sa qualité propre : terroir, fabrication, procédés, installation, l'expérimentation, direction du travail. Ceci est vrai, en particulier, des vins de Champagne. La qualité d'un vin, grâce à laquelle une marque s'impose à la consommation, ne saurait donc dépendre d'une simple délimitation géographique : celle-ci serait injuste, en même temps qu'elle risquerait de causer de graves préjudices au commerce, en restreignant la vente des vins aux seuls vins de luxe.

Le commerce a donc raison, dans une certaine mesure, de s'opposer aux délimitations : à condition qu'il ne déprécie pas les produits de cru en vendant sous la même appellation des produits étrangers à la région, ce qui est une

question de loyauté et aussi d'intérêt commercial, lui seul est à même de maintenir les qualités spéciales des vins et leur réputation. Ce sont ces qualités qui ont vulgarisé la consommation du vin en faisant la conquête des consommateurs et en les retenant. Il faut maintenir la qualité pour développer l'aire de la consommation ; elle doit s'adapter au goût du consommateur, mais, dans chaque région, chaque vin doit conserver sa caractéristique due au sol, à l'exposition, et surtout aux cépages ayant fait leurs preuves. Les coupages et les mélanges ne sauraient intervenir qu'en tant qu'ils ne suppriment pas ces qualités propres et naturelles. C'est à cette condition que le commerce pourra maintenir la vente des vins de cru et lutter contre la tendance générale à la production de vins ordinaires ou communs, production qui ne ferait que s'accroître, comme nous le verrons, sous le régime de protection des appellations régionales.

Cette qualité, qui est la caractéristique des vins de crus, l'Etat peut-il au moins la garantir par la protection du nom de lieu ? Nullement, car, dans une région délimitée, les produits n'ont pas tous la même qualité. Le « cru » proprement dit occupe généralement un espace restreint ; le terrain, l'exposition, le cépage, tous éléments qui le composent sont essentiellement variables. Les vins récoltés au bas de la côte ont une valeur moindre que ceux provenant de vignes situées à mi-côte. Il y a des vignes à plants fins, d'autres à plants ordinaires, il y a des pinots et des gamays : les vins récoltés ne peuvent avoir le même bouquet.

Prenons l'exemple de la Bourgogne : On y rencontre les différents cépages suivants : 1° les divers gamays rouges, depuis le gamay à jus blanc, jusqu'aux gamays teinturiers

(mourots, fréaux, en passant par le plant de chaudenay), produisant des vins rouges ordinaires;

2° Les pineaux, noirsiens, donnant dans certaines localités des vins rouges supérieurs;

3° Le gamay blanc, ou melon, produisant des vins blancs ordinaires;

4° L'aligoté, plant gris, giboudot blanc, et le pineau-chardonnay, produisant les bons ordinaires et les vins blancs supérieurs.

Suivant les conditions du sol, ces cépages sont greffés sur des porte-greffes divers : riparia, solonis, rupestris, et sur les hybrides, tels que : solonis et riparia ; riparia et rupestris ; aramon et rupestris ; mourvèdre et rupestris, etc.

On rencontre aussi des producteurs directs : othello, noals, clinton.

Il y a donc, en Bourgogne, des vins de qualités diverses, et il semble qu'en toute justice tous ne devraient pas avoir le droit à la même dénomination.

Restreindra-t-on la dénomination « Bourgogne » à la « Côte-d'Or » ? Mais la « Côte » proprement dite est restreinte : elle s'étend de Gevrey-Chambertin à Chagny. Elle comprend les grands crus de Chambertin, Vougeot, de la Côte de Nuits (Romanée, Musigny, Clos du Tart, Richebourg); le vin de Corton, corsé, riche et durable; le « vin morbifuge et théologique » ¹ de Savigny; ceux de Beaune, de Pommard, de Volnay, ce dernier remarquable par sa finesse et son bouquet; enfin les crus de Meursault, la Goutte d'Or, Puligny, Montrachet ², Chassagne. Voilà toute

1. Inscription subsistant encore au-dessus d'une vieille porte de l'ancien château de Savigny.

2. A. Dumas disait que le Montrachet devait « être bu à genoux et tête découverte. »

la Côte-d'Or, la région qui a fait la réputation des vins de Bourgogne, les grands clos aux noms retentissants. En réalité, la partie vignoble s'étend à gauche de la route, en bas de la côte : elle comprend des plants ordinaires, le gamay produisant des vins légers et communs ; au-dessus de la côte, c'est la lande sans valeur ; en arrière, l'arrière-côte, avec ses vins médiocres ¹. Ces vins, de qualités diverses, auront-ils droit à la même protection ? L'étendra-t-on à la côte chalonnaise et beaujolaise, qui produit certes de bons vins courants, mais nullement comparables en finesse et en bouquet à ceux de la Côte ? En ce cas, où s'arrêter ? les vins de Seyssel et du Bugey réclameront aussi, et les habitants de Vézelay (Yonne) soutiendront faire partie de la Basse-Bourgogne ? Quelle garantie restera-t-il pour les vrais vins du cru ? N'y aura-t-il pas une injustice flagrante à leur égard ? Il en serait de même en Champagne et en Bordelais.

Nous ne saurions mieux résumer la situation qui serait faite aux vins de grands crus qu'en citant ces paroles de M. Lignon, au Congrès du syndicat national du commerce en 1910 : « Les viticulteurs n'ont pas assez réfléchi qu'un nom de provenance n'a de raison d'être et de valeur que s'il correspond exactement à une espèce précise, à une qualité déterminée. Il y a certainement tromperie lorsqu'une dénomination est placée sur un produit inférieur et indigne, quoique d'origine, car la bonne foi de l'acheteur est, dans les deux manières, surprises. Qualificatif et qualité sont deux termes inséparables, qui doivent répondre l'un de l'autre. En résumé, on veut imposer des règles fixes et rigides à des éléments gouvernés par la nature, c'est-à-

1. V. les Grands crus de Bourgogne et la délimitation. V. Cambon, *Revue politique et littéraire* (revue bleue), 13 mai 1911, p. 596 s.

dire essentiellement changeants. — Au lieu de prendre le vin dénommé, lorsqu'il sera médiocre ou trop cher, le consommateur choisira infailliblement le vin anonyme s'il est mieux à son goût et à la mesure de ses moyens. Et lorsque le vin anonyme de bonne qualité et de prix correspondant aura pris sa revanche sur le vin orgueilleux, mais insuffisant, nous arriverons peut-être à la vérité définitive de ce vieux proverbe français : à bon vin, pas d'enseigne. »

§ 3. — Le danger des délimitations.

Les délimitations ne sont pas seulement injustes, elles peuvent être aussi dangereuses dans leurs conséquences.

Tout d'abord, en cas de récolte déficitaire, et d'épuisement des stocks, que fera-t-on ? Mettra-t-on le commerce dans l'impossibilité de fabriquer du Champagne, en l'empêchant de se procurer du vin ailleurs que dans la Marne ?

D'autre part, si, par la délimitation, on donne la même valeur à tous les vins récoltés dans les limites administratives fixées, n'arrivera-t-on pas à pousser à la plantation de cépages inférieurs, mais à grand rendement ? Les vignerons obtiendront ainsi de grandes quantités de vins médiocres, de qualités diverses et inférieures, qui supplanteront les vins de cru dans la consommation, sous le bénéfice d'une appellation et d'une réputation auxquelles ils n'ont cependant pas droit. Ce n'est pas seulement la plantation des cépages vulgaires qui serait favorisée, celle du gamay, de l'aramon ou des bouschets divers, mais aussi celle des producteurs directs. En effet, tandis que les premiers n'échappent pas aux maladies de la vigne, ceux-ci paraissent plus résistants, — et, par suite, dans ces années de disette, ont donné d'assez beaux revenus. Aussi les vignerons se trou-

vent-ils engagés à recourir à ces cépages américains qui ne nécessitent pas de traitements, entraînent moins de frais et rapportent davantage. De leur côté, les marchands de plants hybrides ont tout intérêt à favoriser cette manière de voir. Les propriétaires sont poussés de tous côtés à faire du vin de producteurs directs, et ceux des régions délimitées y seront engagés davantage en raison de l'étiquette dont ils profiteront et sous laquelle ils seront certains d'écouler leurs récoltes. Il y a là un danger réel pour la renommée des crus.

Ce danger n'est pas chimérique : les viticulteurs l'ont pressenti et ont préconisé certaines mesures de nature à rendre la confiance aux propriétaires honnêtes et à décourager les tentatives signalées. Il faut arriver à empêcher une opération qui se développerait impunément à l'abri des lois, consisterait en une véritable tromperie pour le consommateur et porterait le plus grave préjudice aux viticulteurs et aux commerçants consciencieux. Il s'agirait de compléter les délimitations par la réglementation de l'encépagement. Il faudrait que, dans chaque région, on empêchât la multiplication des mauvais vins en spécifiant quels seront les cépages qui pourront être cultivés pour que leur vin bénéficiât de l'appellation d'origine. Il faut empêcher que la réputation, acquise au prix de tant et de si longs efforts, soit compromise. Tant que la concurrence restait libre, les bons vins triomphaient des mauvais ; aujourd'hui, avec les restrictions imposées, la situation change : des vins défectueux pourront légalement être vendus sous les noms de « Bordeaux », de « Bourgogne », de « Champagne ». Les délimitations doivent entraîner la réglementation des cépages.

Nous en reviendrons alors à l'ancien régime qui interdi-

sait la plantation de « l'infâme » gamay dans la région de Beaune, (ordonnance de Charles X) et ordonnait celle du pineau ; qui refusait à Montesquieu de replanter ses vignes (édit. de 1747), malgré l'art. 2 du code rural de 1791 qui déclare que les propriétaires sont libres de varier à leur gré la culture et l'exploitation de leurs terres, de conserver à leur gré leurs récoltes, et de disposer de tous produits de leurs propriétés.

Sans exagérer outre mesure ce danger, il est certain que les producteurs, grâce à l'estampille, ne s'inquiéteront plus d'apporter des soins, de faire des dépenses pour leur culture. Il seront sûrs d'écouler leur récolte et de la voir souvent préférée à toute autre, en raison du prix avantageux auquel ils pourront la vendre. Dans ces conditions, est-ce bien une mesure démocratique que celle qui lèse les producteurs de crus honnêtes au profit des viticulteurs occasionnels et peu consciencieux ?

§ 4. — Les difficultés d'application.

Les délimitations sont-elles, au moins, susceptibles de supprimer les fraudes ? Assureront-elles efficacement la loyauté du commerce ? Empêcheront-elles toute tromperie sur l'origine ? Tout le monde connaît la fraude qui, dans les régions de Cognac et d'Armagnac, se pratique sous le bénéfice de la protection d'origine, elle consiste dans le « Blanchissage des acquits ». Nous avons vu pour quels motifs le législateur avait décidé que les alcools naturels donneraient lieu à la délivrance d'acquits blancs, les acquits roses restant réservés aux alcools d'industrie. Or, des négociants, peu scrupuleux, ayant droit à l'acquit blanc, n'hésitaient pas à envoyer, à exporter notamment leurs alcools

de vin avec acquit rose, afin de réserver l'acquit blanc pour les alcools d'industrie expédiés ensuite dans l'Armagnac. Grâce à cette fraude, les produits d'Armagnac pouvaient être vendus sous le nom d'origine et, qui plus est, avec l'estampille légale de l'acquit blanc, bien que fabriqués avec des alcools d'industrie. Tant que les négociants ne furent pas soumis à l'obligation de déposer leurs alcools naturels dans des magasins séparés par la voie publique des autres magasins contenant d'autres produits, il leur était facile de substituer des produits d'industrie aux produits naturels afin de les faire bénéficier de l'acquit blanc : c'est la fraude par substitution. Les mesures prises en 1903 et en 1907 ont rendu cette fraude beaucoup plus difficile.

Elle existe aussi et elle subsiste pour les vins. Il est facile à un négociant, fabricant à la fois et dans le même local du Champagne avec du vin de la Marne et des mousseux avec des vins étrangers, d'éluder la surveillance de la régie et d'étiqueter « Champagne » de simples vins mousseux. A priori, cette fraude paraît difficile avec le système des acquits distincts : en théorie, un négociant ne peut faire sortir de sa cave une quantité de vin du pays plus grande que celle qui y est entrée avec le titre de mouvement spécial. En fait, la fraude du blanchissage est toujours possible : le négociant peut, par exemple, déclarer des Champagnes comme mousseux pour l'exportation et réserver le droit à l'acquit spécial à des quantités de mousseux équivalentes à celles qui sont sorties sous une fausse étiquette et destinées à la consommation intérieure. Dans les caves, la fraude par substitution est, pour ainsi dire, impossible à constater. De même pour tous les vins des régions délimitées : le commerçant peu scrupuleux peut aisément se servir des acquits d'origine pour réexpédier des vins de toutes

provenances. Des mesures de surveillance particulières s'imposaient donc, si l'on voulait que la garantie de provenance puisse être certaine. La spécialité des titres de mouvement ne saurait avoir de valeur que si des mesures sont prises pour empêcher les substitutions et les mélanges.

D'où l'obligation de l'emmagasinement séparé qui seul permet d'isoler le produit d'origine de toutes contrefaçons et substitutions possibles jusqu'au moment où il arrive à son état définitif ou doit être livré au consommateur. Cette mesure a trouvé son application dans la loi du 10 février 1911 en ce qui concerne les vins de Champagne. Elle devient nécessaire aussi pour les autres vins de cru : il faut que, outre l'obligation de l'acquit spécial pour le transport des caves et celliers des récoltants jusque chez le commerçant, le vin soit isolé ensuite dans des locaux distincts et séparés par la voie publique de tous autres locaux contenant des vins étrangers à la région délimitée.

Les commerçants ont déjà protesté contre une telle conséquence ; contraints d'aménager leurs locaux, ils auront à subir des frais assez considérables, et, d'autre part, cette installation nouvelle est de nature à les gêner dans leurs opérations, à compliquer leur travail, sans compter qu'elle peut devenir la cause de bien des difficultés avec le service de la régie chargé de la surveillance. Une telle mesure serait une entrave au principe de la liberté commerciale. Enfin, les frais obligatoires pour le commerçant seront d'autant plus importants qu'il aura en cave des vins de diverses régions délimitées ; en effet, il faudra nécessairement autant de magasins séparés qu'il y aura de vins de crus différents. Quelle complication ! et ces frais ne retomberont-ils pas encore sur le vigneron et sur le consommateur ?

Il ne faut pas, a-t-on dit, exagérer les dépenses pouvant

incomber au commerce du fait de telles prescriptions. « Il suffit de séparer en deux parties un même magasin, de façon à ce qu'on ne puisse se rendre d'une partie à l'autre sans emprunter la voie publique ». Les commerçants auront d'ailleurs un délai pour se mettre en règle. En ce qui concerne les champagnes, une fois la manutention terminée, l'obligation disparaît, car elle n'est pas exigée pour les vins achevés ¹. Cet argument est sans valeur : l'installation sera faite une fois pour toutes et le commerçant n'aura nul désir de la renouveler tous les ans. Enfin, pour donner à la loi toute son efficacité, il faut admettre soit l'obligation des magasins séparés même pour les vins achevés, soit l'apposition de vignettes sur les bouteilles en présence du service de la régie.

En réalité, il y a là une conséquence grosse de difficultés et d'inconvénients pour le commerce. Ce serait vraisemblablement aboutir à avantager les grosses maisons, créer à leur profit une sorte de monopole, au détriment du petit propriétaire ou du petit négociant.

§ 5. — La Bourgogne contre les Délimitations.

Le principe de la délimitation, considéré au début comme le seul remède possible à la crise des vins de cru, devait donc soulever, dans son application, de multiples difficultés ; inégalement protecteur des divers intérêts, il aboutissait à engendrer et entretenir des haines et des jalousies locales, à diviser les diverses régions de la France, et, dans chaque région, les producteurs de diverses sortes, et, finalement, à perpétuer la crise. Aussi n'y a-t-il rien d'éton-

1. Voir discussion à la Chambre sur le projet Klotz n° 709, séance du 6 février 1911.

nant à ce que des régions viticoles qui, comme la Bourgogne, avaient d'abord réclamé la protection des appellations de cru afin de rendre à leurs vins, par des mesures administratives, leur ancienne réputation et leur écoulement normal, et qui, dans la suite, en raison du retard apporté à la rédaction des règlements, étaient restées spectatrices des difficultés engendrées par l'application des délimitations dans d'autres régions, réclament aujourd'hui le retour à l'ancien état de choses et se prononcent contre toute délimitation administrative.

La juste compréhension des intérêts qui le lient à la propriété a engagé le commerce bourguignon à s'organiser en vue d'empêcher la délimitation en Bourgogne, ou tout au moins de faire surseoir à cette mesure. Le commerce s'est appliqué à démontrer aux vigneronns propriétaires que leurs intérêts étaient de leur côté liés à ceux du commerce et que les projets gouvernementaux devaient leur être nuisibles. L'un et l'autre étaient, primitivement, intervenus auprès du Ministre à l'effet d'obtenir une délimitation s'étendant aux limites de la Bourgogne historique, cette extension paraissant une garantie pour les intérêts de tous les Bourguignons et devant permettre au commerce de trouver un terrain varié pour ses approvisionnements. Mais, quelque temps après, éclataient les troubles de Champagne : la perspective d'émeutes et de ruines semblables dans leur belle région fit réfléchir les Bourguignons, et, de cette époque, date un revirement dans leur attitude. La délimitation ne leur apparaît plus que comme remplie d'écueils, comme une source de difficultés, de luttes, de frais, de tracasseries de toutes sortes ; en outre, elle peut être une garantie d'origine, mais non de qualité.

Aussi le commerce s'adresse à la propriété, s'efforce de

lui faire entrevoir les conséquences funestes d'une telle mesure, la menace de représailles si elle persiste dans son attitude intransigeante. Au banquet du Syndicat du commerce en gros des vins et spiritueux de la Côte d'Or, à Dijon, le 28 janvier 1911, M. Corduan président, se faisait l'écho des desiderata du commerce bourguignon : « Que feront les vigneron, lorsque, ayant récolté de mauvais vins, ils ne pourront les écouler, sans les compléter par ceux d'un vignoble plus favorisé ? Ils se plaindront à n'en pas douter de leur mévente et alors autre misère et explosion de nouvelles colères. Le besoin de la délimitation ne se faisait nullement sentir ; le maintien du statu quo était de beaucoup préférable à toute cette législation boiteuse. Car il ne peut en résulter que des charges nouvelles, des tracasseries administratives, des contraventions fréquentes par suite d'erreurs involontaires. Et toutes ces nouvelles charges, qui en supportera, par ricochet, tout le poids ? — C'est le vigneron. »

A la même époque, le Syndicat, d'accord avec le Syndicat national du commerce de gros des vins et spiritueux de France, adressait au Conseil d'Etat une lettre exprimant son avis sur les délimitations. « Le commerce, y était-il dit, croit sincèrement qu'il n'a pas d'autres intérêts, dans cette question comme dans bien d'autres, que les intérêts bien entendus de la viticulture : l'un et l'autre ont un égal souci de conserver les réputations acquises, l'un et l'autre n'ont pour guide souverain que le goût du consommateur.

« Les territoires qui veulent s'enfermer dans des zones protégées sont-ils en réalité, des expressions scientifiques, géologiques homogènes du vin, ou bien sont-ils simplement des expressions administratives, purement arbitraires au

point de vue vinicole? La réponse est évidemment dans la dernière partie de cette question.

« Après la délimitation, les producteurs des vignobles *titrés* qui jouissent actuellement de la double valeur cumulative, de la marchandise et du nom, auront abouti à nous empêcher dans bien des cas toute amélioration de leurs vins inférieurs ou de leurs récoltes médiocres. Nous nous inclinerons certes, mais il faut qu'on sache bien que, par la force des choses, nous modifierons aussitôt notre orientation afin de continuer à plaire à notre seul maître, l'acheteur. Les années de pauvreté qualitative et d'insuffisance de récolte, nous offrirons, parallèlement, des vins que nous jugerons meilleurs, et il est aisé de prédire ce qui adviendra. Entre le vin titré médiocre ou défectueux et le type commercial excellent et irréprochable, la décision sera vite prise par le consommateur.

« La clientèle, bien servie, avec constance et uniformité par ses fournisseurs dignes de confiance, choisira certainement nos marques, car pour nous mettre à l'abri de redoutables fluctuations, nous créerons et déposerons des marques qui seront, elles aussi, les appellations d'origine de nos caves où se sélectionnent et s'élèvent les bons vins. Et ce sera peut-être alors la revanche de certains vignobles anonymes produisant de bonnes et hautes qualités. Il y en a en France de ces vignobles roturiers un peu méconnus, et, en tous cas désormais, il sera permis aux viticulteurs cultivant seulement en vue de la quantité, de choisir leurs terrains et leurs cépages et de cultiver aussi en vue de la qualité. Les producteurs délimités verront surgir de nouveaux concurrents ».

Puis, reconnaissant l'obligation où le commerce se trouve parfois de mélanger des vins afin de les améliorer en vue

de la consommation, le Syndicat fait entrevoir aux producteurs que le périmètre officiel n'assurera pas la qualité : « la seule chose qui ne pourra se décréter, c'est la qualité ». La délimitation créera des difficultés, nuira fatalement à chacun des intérêts en présence. Le maintien du statu quo reste donc préférable à toute réglementation étroite.

De leur côté les Chambres de commerce de la Bourgogne votaient un ordre du jour protestant avec énergie contre toute délimitation de la Bourgogne, qui, avec la réglementation qui suivrait fatalement, produirait des conséquences désastreuses pour le commerce et la production des vins de la région. Une « Union bourguignonne » se formait aussi, sous les auspices du Syndicat de commerce, contre la délimitation.

Plus récemment, en novembre 1912, lors du Congrès viticole de Beaune, le projet Pams, supprimant les délimitations, reçut l'adhésion des délégués du commerce des vins et des crus de la propriété. Il y fut déclaré que « les intérêts du commerce loyal et des viticulteurs étaient compatibles » et que « le commerce devait être considéré comme l'auxiliaire indispensable de la viticulture ».

CHAPITRE III.

LA SOLUTION ET LES PROJETS ACTUELS.

I

Les délimitations administratives étaient-elles nécessaires ?

En 1905, le législateur a substitué au système de la délimitation judiciaire, appliqué jusqu'alors, celui de la délimitation administrative. Était-il nécessaire de déterminer, par des règlements administratifs, les régions pouvant prétendre à l'appellation du cru et à la protection légale ?

Tous les vins d'une région, avons-nous vu, n'ont pas la même qualité : on peut distinguer les vins de grands crus et ceux de petits crus : les premiers seront ceux du centre de la Champagne, des grands clos bordelais et bourguignons ; les seconds seront produits par les raisins récoltés dans la petite Marne, l'Aube, ou par des cépages moins fins, poussant cependant à côté des crus de la Gironde ou de la Côte-d'Or. Les vins de grands crus conserveront leur réputation grâce à la marque du cru et de la maison, fabricant ou commerçant : ils ne peuvent être concurrencés et leur écoulement est assuré à des prix élevés. Pour eux, la délimitation n'était nullement nécessaire. Ainsi les vins de la Marne, en raison de leur qualité particulière, trouve-

ront toujours leur emploi dans les Champagnes chers. Ils s'écouleront parce que le prix de vente compensera les charges élevées qui pèsent sur le terrain vignoble : en Champagne, la terre vaut environ 1.000 fr. l'hectare; les cépages employés (pineaux) donnent de faibles rendements; la culture, se faisant à la main, est coûteuse; pour ces diverses raisons, un prix de vente rémunérateur du produit doit atteindre 180 à 200 fr. l'hectolitre. Seuls les vins de marque, les vins de luxe sont susceptibles d'offrir ce débouché.

Il en est autrement des vins de petits crus ou des régions avoisinantes de celles qui produisent des vins de grands crus : en raison de leur prix de revient élevé et du prix de vente moins élevé auquel ils peuvent être livrés, soit par suite de leur qualité inférieure, soit par ce qu'ils sont destinés à la généralité des consommateurs, à une clientèle moins désireuse de la qualité que du bon marché, ils sont susceptibles de subir la concurrence de vins étrangers, inférieurs, mais pour lesquels la quantité, l'importance du rendement compense les frais de production. Les vins de petits crus seront donc souvent remplacés par des vins du Midi ou de la Loire récoltés dans des conditions plus avantageuses, ou seront coupés avec eux. Ces derniers vins, récoltés sur aramons ou gamays, plants à fort rendements, dans des pays de plaine, qui permettent la culture à la charrue, peuvent se vendre bon marché : 20 à 50 fr. l'hectolitre. On comprend, dès lors, la concurrence ruineuse qui peut être ainsi faite aux vins de la région : ceux-ci seront supplantés par ceux-là, ou les vigneronns devront, s'ils veulent conserver l'écoulement de leurs produits, abaisser leurs prix : la vente ne sera plus rémunératrice. C'est précisément en raison de cet inconvénient que les délimitations ont été réclamées : elles étaient nécessaires, en théorie, aux

producteurs de petits crus afin d'empêcher la concurrence des vins étrangers et assurer l'écoulement de leurs vins à des prix suffisamment rémunérateurs.

Mais, en fait, les délimitations ne pouvaient être décrétées sans heurter les intérêts de régions voisines. Il est difficile de fixer les limites précises d'une région productrice d'un cru : cette production n'est pas restreinte à une localité déterminée, elle s'étend à tout un territoire et peut comprendre des terrains de diverses valeurs, fournissant des vins de qualités variables. Et il y aura souvent peu de différence entre la dernière commune délimitée et la première qui ne l'est pas. Celle-ci réclamera son incorporation dans le territoire délimité, et aura toujours à faire valoir des arguments d'une certaine valeur, et ainsi de suite. D'où des conflits, des querelles, des jalousies, des agitations comme ceux que nous avons vus en Champagne. Pour obtenir satisfaction, les vignerons exclus auront recours à la violence ; ceux qui voudront monopoliser à leur profit le bénéfice de l'appellation régionale emploieront les mêmes procédés (vignerons de la Marne). Enfin, tous ceux qui prétenderont ensuite être incorporés dans le périmètre agiront de même. Une fois en possession des avantages désirés, les intéressés useront, pour conserver le bénéfice, des mêmes moyens que ceux employés pour les obtenir. Les délimitations, au lieu de calmer les compétitions, engendreront et entretiendront l'agitation. « Donc, dit M. Lefèvre, pour résumer la situation, prenons un exemple : troubles dans la Marne pour obtenir la délimitation, troubles dans l'Aube pour rentrer dans la délimitation établie, troubles dans la Marne pour s'y opposer. De quelque côté qu'on se tourne, la situation paraît inextricable, et elle l'est en réalité. Or, demain le mal se généralisera. Les mêmes exigences se

manifesteront en Bourgogne, en Charente, en Roussillon ¹. »

Il était donc impossible de procéder pacifiquement aux délimitations en raison de l'absence de toute base juridique. La distinction des usages fondés et des usages abusifs était bien difficile à établir. L'inconvénient signalé subsistait même avec la base plus large des usages locaux existants. La base historique et géographique n'a qu'une valeur relative; d'autre part, en tenant compte des différences de méthodes et de cultures, certaines communes se trouvaient placées dans un état d'infériorité. La qualité d'un produit ne peut se décréter administrativement : « Il n'y a pas de législateurs qui aient la possibilité de décréter la qualité des produits d'une province ou la défectuosité de ceux qui sont à côté ². »

Au surplus, si les délimitations pouvaient protéger les intérêts des producteurs, le consommateur n'en retirait qu'une garantie restreinte contre les tromperies sur la qualité. Enfin les conditions d'application étaient presque irréalisables, les résultats en devaient être illusoires et coûteux. Toutes ces conséquences, mal entrevues au début, auraient dû faire écarter le principe de la délimitation administrative. Il est difficile aujourd'hui de revenir en arrière : si l'on maintient les délimitations dans leur état actuel, l'agitation se perpétuera dans les régions exclues. Si on les supprime, les régions délimitées protesteront contre une telle méconnaissance de leurs droits et de leurs intérêts. La situation est inextricable : il eût été préférable de ne pas la créer en maintenant et en renforçant le système antérieur à 1905; c'est à quoi tendent d'ailleurs les projets actuels de suppression.

1. Exposé des motifs de la proposition de loi du 30 mars 1911, p. 2 et 3.

2. G. Berry. Exposé des motifs de la proposition de loi du 3 avril 1911.

Avant 1905, le respect au nom de lieu était assuré par un système juridique et large, susceptible de concilier les intérêts en jeu. Il est incontestable que le droit à telle ou telle appellation constitue pour les producteurs d'une région une propriété collective qui est de droit naturel et ne peut être accordée ou retirée par voie de règlement. Le principe de cette propriété, le droit pour les propriétaires d'une région à se servir du nom régional, du nom de lieu, et de cru, était celui sur lequel était fondée la loi de 1824. Il subsiste et il n'était nullement nécessaire de délimiter administrativement cette propriété collective, qui, bien que d'une nature particulière, est un droit de propriété avec toutes ses conséquences. L'autorité administrative n'a pas à connaître des litiges nés à l'occasion de ce droit : ils sont de la compétence et de la fonction normale de l'autorité judiciaire. Le législateur a eu tort d'exiger une délimitation administrative de propriétés privées ; il n'avait pas à intervenir dans un domaine exclusivement régi par des habitudes commerciales.

Il était donc plus conforme aux principes et il suffisait de maintenir le système de la délimitation judiciaire, c'est-à-dire de la délimitation fixée, dans chaque cas particulier, par les tribunaux. On a objecté, il est vrai, la contrariété inévitable des décisions. Mais il est facile de répondre qu'en cette matière, comme en toute autre, l'unité de jurisprudence s'établira sous le contrôle de la Cour suprême. Cette solution n'offre d'ailleurs que des avantages : les tribunaux jouissent d'un libre pouvoir d'appréciation, ils peuvent se livrer à des enquêtes, des recherches en vue d'établir leur conviction ; en outre, statuant sur des solutions d'espèces, étant sur place, ils seront au courant des usages constants, uniront les considérations géographiques aux habitudes

commerciales, et sauront donner satisfaction aux intérêts en présence. Enfin, des décisions individuelles soulèveront moins de protestations que des interprétations d'ordre général.

Les délimitations ne sont pas supprimées, dans un tel système, mais il s'agit d'organiser celui-ci sur des bases juridiques, de façon à permettre, sans compromettre la propriété du nom régional, de réprimer efficacement la fraude sur l'origine du produit. Est-ce à dire que les délimitations qui ont été faites ne doivent avoir aucune valeur? Non, certes : mais elle n'auront pour les tribunaux qu'une valeur d'indication, sans influence sur le droit de propriété et ne pouvant les lier. Les intéressés ont par suite le droit de recourir librement devant les tribunaux civils, puisqu'il s'agit de question de propriété privée. Mais la question d'organisation de ce recours, dans un sens plus large reste à être envisagée. Il faut que les intéressés puissent faire reconnaître leurs droits avec facilité, non seulement individuellement, mais aussi collectivement, corporativement. En étendant et en précisant le droit d'intervention et de poursuite devant les tribunaux, il convient de se demander, alors que l'action corporative tend de plus en plus à se substituer à l'action individuelle, si les pouvoirs des syndicats en cette matière n'ont pas besoin d'être renforcés et dans quel sens. Enfin, il convient d'assurer le respect de nos appellations d'origine non seulement à l'intérieur de notre territoire, mais encore en dehors : il faut que nos crus trouvent à l'étranger la protection à laquelle ils ont droit : la question a un côté international qui n'est pas à négliger.

C'est en ce sens qu'ont été rédigés les divers projets et propositions de loi actuellement soumis au Parlement. Avant d'étudier en détail le sens de la réforme, nous allons

énumérer ces divers projets et propositions tendant à la suppression des délimitations et au retour au régime de la loi de 1824.

II

Les divers projets et propositions de suppression des délimitations.

1°) Proposition de loi de M. A. Lefèvre, n° 891, déposée à la Chambre le 30 mars 1911, tendant : 1° à supprimer les délimitations régionales prévues par l'art. 11 de la loi du 1^{er} août 1905 et l'art. 1 de la loi du 5 août 1908; 2° à étendre et à préciser le droit de poursuite des syndicats professionnels en matière de répression des fraudes; 3° à aggraver les peines édictées par la loi du 1^{er} août 1905.

M. Lefèvre considère la suppression des délimitations comme le seul remède à la situation qu'elles ont créées. Dans son exposé des motifs, il critique le principe de la délimitation comme faux, dangereux et injuste. Il préconise le retour à l'ancien état de choses, à la simple décision judiciaire, mais en accroissant les garanties données aux intéressés et notamment en fortifiant l'action des syndicats. Cette action serait recevable « quand elle aura pour objet la défense soit de leurs intérêts collectifs, soit des intérêts individuels de tout ou partie des membres qui la composent, même si le préjudice dont la réparation est poursuivie n'est que moral et indirect. » (art. 2.) Si un syndicat engage l'action, les autres syndicats ne pourront agir, pour les mêmes faits, que comme parties jointes, ou, si un jugement est déjà intervenu, qu'en faisant la preuve d'un

préjudice collectif (art. 3). L'art. 4 abroge les § 2 et 3 de l'art. 8 de la loi de 1905 et les remplace par une disposition refusant l'application de l'art. 463 du code pénal en cas de récidive et prescrivant les mesures de publicité prévues par l'art. 7.

— 2^o) Proposition n° 908, de M. G. Berry, déposée à la Chambre le 3 avril 1911, « concernant les délimitations régionales prévues par l'art. 11 de la loi du 1^{er} août 1905 et par l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1908 ».

Cette dernière proposition fut renvoyée à la Commission de l'agriculture à la suite de l'adoption par la Chambre, dans sa séance du 3 avril 1911, d'un projet de résolution de M. Jaurès ainsi conçu : « La Chambre charge sa Commission de l'agriculture de lui faire sans délai un rapport sur l'effet des lois de délimitation et sur les moyens les plus efficaces et les plus rapides de concilier les intérêts et les droits en présence, et, dans ces conditions, prononce le renvoi à la Commission de l'agriculture des projets de résolution de MM. A. Lefèvre ¹ et Dalimier, ainsi que de la proposition de loi de M. Berry. »

3^o Proposition de M. Jaurès n° 915, du 4 avril 1911, « sur l'application des délimitations régionales ». Il demande une révision des délimitations « pour les mieux adapter aux habitudes constatées et aux droits acquis » ; la marque d'origine devra comporter, outre l'indication du nom général de la région, celle du nom des communes d'où le produit sera originaire. Il admet tous les vigneron de la région délimitée à exercer, individuellement ou col-

1. Le projet de résolution Lefèvre invitait « le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai possible un projet de loi modifiant les lois de 1905 et de 1908, en vue de supprimer les délimitations régionales, et fortifiant, en la facilitant, l'action des syndicats en matière de répression des fraudes. »

lectivement, tout recours utile contre les abus et les fraudes ; dans ce but, il prévoit une association obligatoire pour ces vigneron. Enfin, en raison du bénéfice que les fabricants et marchands de vins en gros retireront des délimitations, ceux-ci seront astreints à contribuer à la formation d'une caisse de réserve et d'une caisse de chômage en vue de venir en aide aux petits vignerons.

4° Proposition de MM. Gioux et P. Cuny, n° 1019, du 8 juin 1911 « ayant pour objet de modifier le 3° § de l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905, en supprimant les prescriptions relatives à la « délimitation de provenance des produits. »

Ces députés réclament l'abrogation des délimitations, en se basant sur ce qu'elles portent atteinte à l'exercice du droit de propriété, en rendant possible l'appropriation, au profit de négociants puissants, d'une appellation de provenance.

5° Proposition de M. G. Berry, n° 1032, du 13 juin 1911 « tendant à modifier l'art. 11 de la loi du 1^{er} août 1905 et les art. 1 et 2 de la loi du 5 août 1908, concernant les délimitations régionales. »

M. G. Berry considère les lois de 1905 et de 1908 comme injustes, parce qu'elles tendent à favoriser telle ou telle province au préjudice d'une contrée voisine, et néfastes au bon renom des produits français, parce qu'elles pousseront à la plantation de cépages à gros rendements. Mais, tout en supprimant les délimitations, il faut donner aux intéressés le moyen de lutter contre la fraude, de défendre la personnalité et la valeur de leurs produits, et leur accorder la liberté de se syndiquer, donc leur faciliter l'accès des tribunaux.

6° Proposition de loi n° 213 déposée au Sénat le 27 juin 1911

par MM. Rambourgt, Castillard et Renaudat, « tendant à la suppression des délimitations administratives et à compléter les mesures de répression des fraudes ».

On a cru, disent ces sénateurs dans leur exposé des motifs, que les décrets de délimitation étaient nécessaires pour empêcher la fraude : les événements ont donné un démenti à cette erreur économique ; la répression de la fraude sur l'origine des produits pourrait être assurée, comme avant 1903, par le simple recours aux tribunaux, et par une extension des moyens de recherche et de constatation des actes délictueux. La loi du 28 juillet 1824 assure, à elle seule, le respect des appellations d'origine : nul besoin de délimitations administratives. La recherche des infractions devra être facilitée d'abord par le droit pour les tribunaux de se faire représenter les registres et les documents des diverses administrations, puis par le droit pour les syndicats d'intervenir même en faisant valoir un simple intérêt moral (art. 2), enfin par la simplification de la procédure (instances jugées comme affaires sommaires), et la diminution des frais de justice (art. 3).¹

7^o Proposition P. Meunier n^o 1211, du 12 juillet 1911. (Cette proposition n'a pas été imprimée).

8^o Projet de loi n^o 1099 présenté à la Chambre le 30 juin 1911, au nom de M. A. Fallières, par M. Klotz, ministre des finances, et M. Pams, ministre de l'agriculture, et « ayant pour objet la protection des appellations d'origine. »

Le projet du gouvernement abandonne définitivement le principe des délimitations administratives, qui a donné de si fâcheux résultats, et se propose d'atteindre le même but

1. L'examen de cette proposition a été renvoyé à une commission spéciale de 18 membres (30 juin).

en facilitant aux producteurs et négociants « individuellement ou groupés dans leurs syndicats, la défense de leurs intérêts légitimes concernant la propriété collective des dénominations géographiques de provenance des produits. »

L'usurpation illicite d'une dénomination géographique résulte de la désignation, sous ce nom, « de produits différant par leur origine, ou par leur nature, leur composition et leurs qualités substantielles, de ceux auxquels cette dénomination s'applique, en vertu d'usages locaux, loyaux et constants. » Les usages sont donc établis non seulement par l'origine, mais aussi par la nature, la composition et les qualités propres du produit.

L'art. 2 affirme et réglemente le droit de toute personne intéressée (individu, association ou syndicat) à faire constater l'emploi abusif d'une dénomination d'origine et à demander réparation du préjudice causé : elle peut soit se porter partie civile, soit agir directement. Les syndicats n'ont plus à faire la preuve du préjudice porté aux intérêts collectifs dont ils ont la garde ; leur action sera recevable sans preuve ni de la nature ni même de l'existence de ce préjudice. Enfin la procédure est simplifiée : elle se fera comme en matière sommaire.

L'art. 3 édicte certaines mesures destinées à faciliter la recherche et la constatation des abus, en imposant aux négociants la tenue d'un registre spécial d'entrées et de sorties, pouvant être présenté à toute réquisition du tribunal ou des employés de la Régie.

Les pénalités applicables seront celles de l'art. 13 de la loi du 1^{er} août 1905. Enfin, la loi du 10 février 1911 est maintenue provisoirement jusqu'au 1^{er} octobre 1916.

A ces divers projets et propositions de lois, il convient

d'ajouter deux propositions visant spécialement le droit d'intervention des syndicats : Ce sont :

1° La proposition de loi n° 675, déposée à la Chambre par MM. La Trémoille, E. Constant, Bouyssou, Loustalot, Cazauvieilh, et tendant « à préciser le droit de poursuite des syndicats professionnels en matière de répression des fraudes et à compléter l'art. 2 de la loi du 5 août 1908. » — Les auteurs de cette proposition demandent pour les syndicats le droit de citation directe tant au civil qu'au correctionnel, sans avoir à faire la preuve d'un préjudice subi.

2° La proposition de loi n° 949, déposée à la Chambre le 5 avril 1911, par MM. E. Barthe, J. Razimbaud, V. Dalbiez, Reboul, Molle, « tendant à préciser le droit de poursuite des syndicats professionnels ». D'après ces députés, les syndicats devraient jouir des droits de la partie civile, droits de citation directe et d'action en réparation du dommage causé, non seulement pour la défense des intérêts collectifs, mais aussi pour la défense des intérêts individuels de leurs membres.

Tous ces projets et propositions déposés à la Chambre ont été renvoyés à la Commission de l'agriculture et ont fait l'objet d'un deuxième rapport de M. F. David, le 7 juillet 1911. Ce rapport contient un projet de loi « relatif aux altérations ou suppositions de noms sur les produits fabriqués et à la protection des appellations d'origine. » Il s'écarte, sur divers points, du projet du gouvernement, le précise et le complète. Il fera la base de l'étude qui suit.

III

*La solution de la question des délimitations.***§ 1. — Le principe et le but du projet actuel. Dispositions prises en vue de leur réalisation.**

Le principe de la délimitation réglementaire étant reconnu comme d'une réalisation difficile et dangereuse, il s'agit de revenir à la législation antérieure, et de la renforcer, de façon à assurer la protection des appellations d'origine, par un système légal permettant aux producteurs des diverses régions intéressées de se défendre contre toute usurpation du nom de cru et aux acheteurs de faire constater les tromperies sur l'origine, lorsque celle-ci est la cause principale de la vente.

Ceci posé, il suffit de reconnaître le droit à la propriété du cru, d'affirmer dans la loi le principe que les produits agricoles ont droit à la même protection que tous autres, et d'assurer cette protection par des recours largement ouverts à ceux qui se prétendent lésés. Le législateur ne doit pas aller au-delà. Les intéressés disposent de moyens utiles pour faire respecter un droit reconnu par la loi ; ils sont libres dans leurs conventions : la convention fait la loi des parties. Si un désaccord surgit sur l'étendue de ce droit de propriété, il appartiendra aux tribunaux judiciaires de statuer. Rien n'est changé au principe de la loi du 28 juillet 1824 ; mais il convenait de l'approprier, de l'adapter aux conditions économiques actuelles de la viticulture et du commerce des vins, et, par conséquent, de l'étendre, de le compléter de façon à rendre son application et son

respect plus efficaces. Le projet de la commission spécifie nettement que l'art. 1 de la loi de 1824 est *complété*, et non pas modifié, comme le portait le projet du gouvernement, voulant ainsi exprimer son intention de ne rien changer aux garanties précédemment accordées aux producteurs et aux commerçants, mais, au contraire, de les renforcer et les préciser.

Cet article est donc complété ainsi qu'il suit : « Quiconque aura, soit apposé, soit fait apparaître, par addition, retranchement, ou par une altération quelconque sur les objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle ou lesdits objets auront été fabriqués, ou enfin le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication, *soit employé sciemment dans un but commercial une dénomination géographique pour désigner des produits différant par leur origine ou par leur nature, de ceux auxquels cette dénomination s'applique, en vertu d'usages locaux, loyaux et constants*, sera puni des peines portées à l'art. 1 de la loi du 1^{er} août 1905, sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu. — Sera passible des mêmes peines tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque qui aura sciemment exposé en vente ou mis en circulation des objets ou produits ainsi frauduleusement dénommés. »

L'usurpation du « nom de cru » devient un délit spécialement prévu par la loi. Et celle-ci prend soin de déterminer comment s'établira le droit d'un produit à une appellation régionale : il résultera d'usages locaux, loyaux et constants, en ce qui concerne son origine et sa nature.

L'origine, à elle seule, ne prouve rien : un produit portant l'étiquette « Cognac », « Bordeaux » n'a pas été récolté dans la ville de Cognac ou dans celle de Bordeaux. Ce

nom géographique est un nom générique ; ce qui le détermine, le précise, en fait un nom de cru, c'est la *nature* du produit, c'est-à-dire le fait de provenir d'un certain sol, de cépages particuliers ; les produits semblables par leur nature, parce qu'ils proviendront de cépages semblables, plantés dans le même sol, sous le même climat, de façon à constituer un type, reconnu tel par une suite d'usages commerciaux anciens et incontestés formeront un *cru*. Le vin de Champagne ne sera donc pas seulement un vin récolté en Champagne, mais, en outre, ce sera un vin qui, par sa nature, est blanc et mousseux.

Fallait-il préciser cette définition en visant aussi la composition et les qualités substantielles du produit prétendant à une appellation ? Ces mots sont compris dans l'art. 1 du projet Pams. La commission les a supprimés, avec raison, parce qu'ils tendaient à compliquer la question et à faire entrer en ligne de compte la qualité du produit. Or, le but de la loi n'est pas de garantir aux produits protégés une qualité uniforme, mais seulement d'empêcher l'usurpation frauduleuse de leur nom d'origine. La loi protège le propriétaire contre les atteintes qui peuvent être portées à son droit, mais elle n'intervient pas dans la défense de ce droit : le propriétaire reste libre de diriger sa production comme il l'entend, d'en régler la qualité à ses risques et périls. La qualité d'un produit ne peut s'imposer légalement ; elle dépend de causes différentes et variables ; les rapports entre producteurs et consommateurs doivent rester libres. Enfin la composition peut entrer en ligne de compte pour définir le nom d'espèce, mais elle n'a rien à voir avec le nom d'origine.

L'origine et la nature doivent donc fournir, à elles seules, le *criterium* permettant d'établir le droit à l'appella-

tion géographique, tel qu'il résulte d'usages locaux, loyaux et constants.

Le délit, ainsi précisé, sera puni des peines portées à l'art. 1 de la loi du 1^{er} août 1905, et aussi des peines accessoires prononcées par les art. 2, 6 et 7 ; le délit de fausse dénomination d'origine, prévu par le projet actuel en ce qui concerne le dommage causé au propriétaire de la marque, est prévu aussi par la loi de 1905 en ce qui concerne le dommage causé à l'acheteur trompé sur l'origine : il était logique que les mêmes peines fussent encourues. L'art. 463 du code pénal reste applicable ainsi que le sursis dans les conditions spécifiées à l'art. 8 de la loi de 1905.

La délimitation devant résulter désormais de décisions judiciaires, la partie du texte de l'article 1 de la loi du 5 août 1908 qui donnait au Conseil d'Etat le pouvoir de régler sur cette délimitation n'a plus de raison d'être. Elle disparaît dans la nouvelle rédaction de cet article 1, (art. 5 du projet Pams — art. 7 du projet de la commission).

La loi de 1824, même ainsi complétée, eût été encore insuffisante, si d'autres mesures n'eussent été prises en vue de faciliter la recherche du délit prévu et défini, et, par suite, sa répression. Il fallait d'une part faciliter les recours et leurs conditions de recevabilité, augmenter à cet égard les droits des syndicats, organes des intérêts viticoles ; d'autre part, rendre la procédure plus simple et plus rapide, et lui donner plus de garanties dans l'intérêt de la partie poursuivante ; enfin il fallait donner au juge des moyens d'informations et d'instruction particuliers, pour lui permettre de statuer en connaissance de cause.

Nous négligerons pour le moment le premier point (action des syndicats), pour en faire plus loin l'objet d'une étude spéciale et plus approfondie.

Les errements de notre code d'instruction criminelle sont un obstacle à la recherche des fraudes commerciales. La partie civile joue un rôle passif dans la poursuite des délits, elle peut demander la réparation d'un dommage, non faire la preuve des faits ; pour elle, l'instruction reste secrète. Il en fut de même jusqu'à la loi du 8 décembre 1897, pour l'inculpé ; mais alors que cette loi, rendant l'instruction contradictoire, lui permit de prendre communication du dossier et de suivre l'information dirigée contre lui, elle ne modifia pas la situation de la partie civile : celle-ci continue à rester en dehors de toute la procédure, malgré toutes les indications et les services qu'elle est à même de donner. En effet, la partie civile peut aider le juge, lui faciliter ses recherches, lui fournir de précieuses indications, lui indiquer des moyens de preuves, toutes choses utiles à une direction rapide et étudiée de l'instruction. Le juge, en outre, peut se trouver en présence de difficultés d'ordre technique sur lesquelles la partie civile sera à même de le renseigner. Mais pour lui permettre de jouer ce rôle d'auxiliaire du juge d'instruction, il faut que cette partie civile puisse établir l'existence du délit, suivre la procédure, avoir communication des pièces du dossier, se livrer à des discussions contradictoires, requérir les mesures nécessaires à l'information. Si ces facilités lui sont accordées, la preuve de l'infraction et sa répression en deviendront certaines et la loi réalisera le but qu'elle aura voulu atteindre.

Aussi la commission a-t-elle jugé utile d'insérer dans son projet un article (art. 3) qui étend les droits de la partie civile. « La partie civile régulièrement constituée pourra en tout état de cause demander communication des pièces de la procédure par simple requête, à laquelle il devra être répondu dans les 24 heures. L'ordonnance qui suivra sera

susceptible d'appel. Elle pourra de la même façon demander toutes mesures d'instruction et l'audition de tous témoins qu'elle jugera utiles à la manifestation de la vérité »

La procédure sera ainsi plus éclairée ; il faut aussi qu'elle soit rapide : aussi est-il prévu (art. 2, § 2) qu'il sera procédé comme en matière sommaire, c'est-à-dire sans défense, ni réponse, sans écritures ; les demandes en intervention doivent contenir des conclusions motivées sans développement ; les délais de quinzaine et de huitaine sont supprimés. (Art. 404 à 413, C. pr. civ.)

Comment le tribunal établira-t-il la preuve du délit ? De quels moyens d'informations disposera-t-il ? L'art. 1 du projet § 4 prévoit l'application de l'art. 10 de la loi du 1^{er} août 1905 : le tribunal peut ordonner la production de tous registres et documents des diverses administrations (contributions indirectes et transports). L'instruction usera de cette faculté qui facilitera sa tâche. Pour éclairer aussi pleinement que possible le tribunal, l'article 4 impose à toute personne faisant le commerce en gros de vins et vins mousseux, vins de liqueur et eaux-de-vie, l'obligation de tenir un compte spécial d'entrées et de sorties sur un registre coté et paraphé par le président du tribunal de commerce. Ce registre mentionnera l'espèce, la quantité, l'origine, les marchandises entrées ou vendues, ainsi que la dénomination sous laquelle auront lieu les opérations d'achat et de vente ; les noms, professions et domiciles des acheteurs et des vendeurs y figureront également. Si la tenue d'un tel registre eût été laissée au bon vouloir des négociants, la sincérité de ses inscriptions aurait pu être souvent suspecte ; aussi est-il stipulé que les contrôleurs des contributions indirectes et les inspecteurs régionaux du service de la répression des fraudes auront le droit de se le faire

représenter et d'en vérifier les indications sur ordonnance du président du tribunal civil. Des rapprochements pourront être effectués avec les factures, les fûts, emballages et récipients, lettres de voiture et connaissements, qui devront porter l'indication de la dénomination d'origine.

Il y aurait peut-être lieu de faire quelque objection à l'obligation, imposée au service des Contributions indirectes, d'obtenir une ordonnance du président du tribunal pour avoir communication de ce registre. M. De La Trémoille et M. D'Elissagaray avaient présenté un amendement tendant à supprimer cette condition, et tendant aussi à exercer une surveillance sur les vins sortis des chais des marchands en gros, en prescrivant l'inscription sur les titres de régie de mentions conformes à celles du registre. Certes il eût été dangereux d'admettre l'apposition sur des titres authentiques de mentions dont la Régie ne fût pas à même de vérifier ni d'attester l'exactitude : à défaut de tout contrôle de la production des vins de crû, et de l'impossibilité pratique d'organiser en cette matière un contrôle semblable à celui qui existe pour la production des eaux-de-vie de crû, un tel certificat n'aurait eu aucune valeur et aurait eu pour conséquence de favoriser la fraude. Par contre, ce n'aurait pas été exposer les négociants à des investigations abusives, que de permettre aux employés de s'assurer de la bonne tenue du registre créé par l'article 4 du projet, tout en limitant leur droit d'intervention à des cas précis et sous des conditions déterminées.

Les infractions à cet article 4 seront punies des peines portées aux articles 1 à 7 de la loi de 1903, (le projet du gouvernement prévoyait celles de l'article 13).

Le producteur lésé dispose ainsi de moyens nouveaux pour faire reconnaître son droit et demander réparation du dom-

mage qui lui est causé. Une garantie complémentaire lui est accordée par l'art. 6 du projet de la commission, lequel tend à punir la fraude par substitution dont il a été question dans le précédent chapitre. Lorsqu'un produit naturel, dont la provenance est nettement établie, a droit à un des titres spéciaux créés par la loi, on peut craindre qu'en cours de route on substitue à ce produit un autre produit n'ayant pas droit à l'appellation d'origine, pour le faire bénéficier frauduleusement du titre de mouvement spécial. Toute fausse déclaration faite dans ce but sera punie, indépendamment des sanctions prévues par les lois fiscales, des peines portées à l'art. 4 de la loi de 1905. Cet article n'aura qu'une application restreinte : l'acquit d'origine n'a jusqu'alors été prévu que pour les alcools naturels (art. 23 et 24 de la loi du 31 mars 1903, et art. 25 de la loi du 6 août 1905.) Mais il paraît aussi susceptible de s'appliquer aux acquits qui porteront la mention « Champagne » conformément aux dispositions de la loi du 10 février 1911.

En effet, cette loi est maintenue jusqu'au 1^{er} octobre 1916 (art. 8) : son maintien n'est nullement incompatible avec la suppression des délimitations. La loi du 10 février 1911 comporte des mesures pour la garantie des appellations d'origine, du même genre que celles qui ont été instituées par les lois du 31 mars 1903, 6 août 1905 et 15 juillet 1907 pour les eaux-de-vie (acquit spécial — magasins séparés — comptes distincts). Ces mesures permettent de suivre le vin de Champagne des caves du viticulteur jusqu'aux magasins du fabricant, chez lequel il est manutentionné, manipulé et emmagasiné dans des locaux spéciaux. Ce ne sont là que des garanties légales, indépendantes de toute délimitation administrative, et qui ne s'appliqueront qu'aux vins qui auront fait reconnaître par les tribunaux, conformément aux

art. 1 et 2 du projet, leurs droits à l'appellation Champagne. La loi de 1911 est susceptible de procurer des avantages même sous le régime actuel : son maintien se justifie donc.

Telles sont, rapidement résumées, les diverses dispositions du projet qui sera soumis à la discussion des Chambres. Tel quel, il est fort acceptable et paraît avoir recueilli l'adhésion des viticulteurs et du commerce. Le point qui soulèvera le plus de discussion, semble-t-il, parce qu'il touche à la loi de 1884 sur les syndicats, est celui qui étend si largement le pouvoir de ces groupements d'intérêts professionnels en ce qui concerne les actions qu'ils pourront intenter désormais pour assurer la protection des noms de cru. Le texte proposé tranche une question débattue à maintes reprises, qui divise encore la doctrine et la jurisprudence. C'est pourquoi il nous a paru intéressant de l'étudier à part et de l'approfondir.

§ 2. — Du droit de poursuite des syndicats professionnels en matière de protection du nom de lieu et de répression des fraudes.

La reconnaissance du droit à l'appellation régionale suppose, comme contre-partie, des recours largement ouverts destinés à assurer la sanction de ce droit : il faut que toutes personnes, toutes associations, tous syndicats intéressés puissent s'adresser au tribunal civil en vue de faire constater l'usage abusif d'une dénomination géographique et obtenir réparation du préjudice causé. Mais les particuliers n'agiront guère isolément, en raison de la longueur des poursuites et des frais qu'elles nécessiteront. Les actions émaneront le plus souvent de groupements organisés en vue de la défense générale de leurs intérêts professionnels, soit

spécialement en vue de faire valoir en justice les droits dont ils ont la garde. Ces groupements revêtiront la forme soit d'associations, soit plus souvent de syndicats professionnels.

Le rôle des syndicats dans la recherche et la constatation des infractions à la loi sur les fraudes a été élargi : ils peuvent commissionner des agents de prélèvement, et, lorsqu'ils constatent une infraction de nature à compromettre les intérêts qu'ils ont pour mission de défendre, ils useront directement de la plainte ou de la dénonciation. En raison de la collaboration précieuse qu'ils peuvent fournir au ministère public, la loi a été amenée à leur reconnaître le droit de poursuivre eux-mêmes devant les tribunaux répressifs les infractions professionnelles. Ils puisent ce droit dans la loi du 21 mars 1884. Cette loi, tout en précisant leur objet, qui doit être exclusivement « l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles » (art. 3) leur accorde la personnalité morale, avec le droit qu'elle confère de défendre les intérêts professionnels dont ils ont la garde, d'ester en justice (art. 6). A ce point de vue, ils constituent de véritables établissements d'utilité publique. Ils peuvent ester sans aucune autorisation administrative, poursuivre devant les tribunaux répressifs les délits et contraventions qui constituent une atteinte aux intérêts professionnels, en outre du droit de se porter partie civile. Leur droit à cet égard dépasse de beaucoup celui qui est reconnu aux particuliers et aux associations.

En effet, en France, l'action publique appartient en principe au ministère public seul, quelquefois à certaines administrations; les particuliers ne peuvent poursuivre directement la répression pénale des délits, ils ne peuvent qu'engager une action civile à l'effet d'obtenir réparation

du préjudice personnel causé par l'infraction. Cependant les art. 63 sq., 182 sq. du Code d'Instruction criminelle permettent aux particuliers victimes d'une infraction de joindre leur action à l'action publique en se portant partie civile ou en ayant recours à la citation directe. En agissant ainsi ils cherchent toujours à obtenir réparation du dommage causé, et, bien que portée devant les tribunaux répressifs, une telle action doit, pour être recevable, justifier d'un intérêt né et actuel, d'un préjudice subi et réuni à l'infraction par un lien de causalité (art. 1382 civ.) Toutefois la jurisprudence se montre très large dans l'appréciation des conditions de recevabilité. Rappelons brièvement en quoi consistent la constitution de partie civile et la citation directe.

En se constituant partie civile, la personne lésée manifeste son intention de joindre son action en dommages-intérêts à l'action publique. Cette constitution peut avoir lieu devant toute juridiction criminelle, en tout état de cause, en vertu d'une déclaration expresse ou par des conclusions spéciales; elle suppose des conditions de capacité et d'intérêt : le réclamant doit être capable d'ester en justice, et avoir qualité, c'est-à-dire avoir subi un préjudice direct en raison de l'infraction dont la répression est poursuivie. Ce droit peut paraître très avantageux au premier abord, car, en intervenant ainsi, la partie lésée oblige le ministère public à enquêter, à informer ; mais, par contre, celui-ci restant maître de l'action publique, peut faire subir à l'action civile le sort qu'il réserve à la première. La garantie accordée à la victime du délit peut-être illusoire : elle peut succomber, malgré le bien-fondé de sa demande.

Elle peut, il est vrai, recourir à la citation directe, c'est-à-dire saisir un tribunal répressif, par simple exploit, du

délit ou de la contravention, et demander l'allocation de dommages-intérêts; l'action civile, ici encore, est liée à l'action publique, mais son but principal est de mettre l'action publique en mouvement.

Appliquons ces principes aux syndicats. Leur intervention peut se produire soit devant les tribunaux ordinaires par application de l'art. 1382 C., soit devant la juridiction répressive par voie de citation directe ou plainte suivie de constitution de partie civile. Mais leur action se trouve limitée par son but et par la justification d'un intérêt : elle doit tendre à la défense du patrimoine ou de la personnalité du syndicat et à la réparation d'un préjudice personnellement subi par ce syndicat. Les conditions de recevabilité paraissent au premier abord devoir être les mêmes que pour les individus. Mais un syndicat forme une personne morale, un être à part, jouissant de droits spéciaux, et comprend d'autre part des syndiqués : comme il représente ceux-ci, pourquoi ne pourrait-il agir en justice en leur nom ? Les syndicats n'ont-ils que la défense de leurs intérêts collectifs ou ne peuvent-ils pas aussi, comme protecteurs des intérêts dont ils ont la garde, poursuivre la répression de pratiques illicites de nature à nuire aux intérêts professionnels de leurs membres ? Leur action ne sera-t-elle recevable que s'ils font la preuve d'un préjudice direct et collectif ? Les syndicats ont manifesté la prétention d'obtenir réparation même si le préjudice n'a été éprouvé que par quelques membres individuellement.

Telle est la grave question qui, depuis 1884, a mis aux prises les théoriciens et la jurisprudence. Celle-ci a fait d'abord aux syndicats une application rigoureuse des principes qui régissent l'action judiciaire : nul ne plaide par procureur ; pas d'intérêt, pas d'action. L'action des syndi-

cats n'est recevable que s'ils font la preuve d'un préjudice direct et personnel; l'intérêt collectif dont ils ont la garde doit subir une atteinte directe pour donner lieu à réparation; il ne suffit pas que les membres soient individuellement lésés. Le syndicat, par définition, est constitué en vue de l'intérêt général d'une profession, entre personnes exerçant cette profession ou des métiers similaires ou connexes, concourant à l'établissement de produits déterminés; mais il ne pratique pas, à la différence des anciennes corporations, la profession dont il est chargé de défendre les intérêts. Le droit d'ester en justice qui lui est reconnu est renfermé dans les limites de sa personnalité morale : il a pour but la protection de sa personne et de son patrimoine; son action doit avoir pour objet leur intérêt général ou collectif, non les intérêts particuliers de ses membres. Pas plus qu'un particulier, il ne peut exercer les droits de tiers, se faire le représentant des intérêts particuliers, exercer des droits qui figurent dans le patrimoine propre de ses membres, alors que sa personnalité morale lui confère un patrimoine distinct, fait des intérêts communs où collectifs en vue desquels il a été créé.

Telle fut l'opinion des promoteurs de la loi de 1884, notamment de Waldeck-Rousseau, opinion qui fut adoptée, tout d'abord, par la jurisprudence ¹. Le premier arrêt

1. Voir sur cette question : H. Valleroux, *Réforme sociale*, 1^{er} septembre 1898; — *Economiste français*, 13 avril 1901. — Brémont : *Le droit d'ester en justice des syndicats professionnels*, Revue critique de législation (mars 1899, p. 128). — Waldeck-Rousseau : *Recueil de Procéd. civ. de Rousseau et Laisney*, 1887, p. 49. — Bergeron : *Du droit des syndicats d'ester en justice*. — Courrot : *Le syndicat demandeur en justice au profit de ses membres*. — Pic : *Traité de législation criminelle*, 2^e édit., p. 281, sqq. — Vavasour : *Sociétés, syndicats, associations devant la justice*, p. 880. — Garraud : *Traité d'instruction criminelle*, I, n. 120 p. 263 sq. — St. Laurens : *Les syndicats et la répression des infractions professionnelles*. — Planiol : *Traité de droit civil*, 5^e éd., t. II, n° 272 bis.

rendu sur ce point, sur la consultation de Waldeck-Rousseau, fut celui de la Cour d'Aix du 26 janvier 1887 ¹.

Il résume ainsi cette interprétation :

« Attendu que, si par son article 6, la loi du 21 mars 1884, reconnaît aux syndicats professionnels le droits d'ester en justice, c'est pour la défense des intérêts inhérents à leur personnalité juridique; — que leur action est non recevable, si, comme dans l'espèce, elle a pour objet les droits individuels de leurs adhérents; qu'il est de maxime en France que nul n'y plaide par procureur; qu'à tort on s'est prévalu de ce que, aux termes de la jurisprudence, les syndics des agents de change et des courtiers maritimes sont recevables à poursuivre en leur qualité la réparation du préjudice né de l'exercice illégal de ces professions; que la négociation des effets publics, le courtage maritime sont des monopoles; que celui qui, n'étant pas en titre d'office, exerce ces professions, entreprend sur le privilège, et que l'action née des faits contraventionnels a ainsi pour objet l'intérêt de la corporation; — qu'en autorisant les personnes unies par les affinités professionnelles à s'unir dans un but d'assistance pour la défense et l'étude de leurs intérêts économiques, la loi du 21 mars 1884, a, au contraire, maintenu la liberté du travail et des transactions; que les syndicats ne peuvent ainsi réglementer l'exercice du commerce et de l'industrie, proscrire ce qu'ils estiment contraire à la sécurité et au développement des affaires; — que leurs délibérations n'ont pas, à l'encontre de ceux qui leur restent étrangers, un caractère coercitif. D'où il suit que, si, sous l'empire de cette loi, un commerçant, par abus de liberté, en employant des manœuvres dolosives,

1. Pand, 1887, II, 244

porte atteinte aux droits de la majorité de ceux qui exercent un commerce similaire, son quasi-délit ne lèse que des droits individuels et que, par suite, l'action en réparation du préjudice ainsi causé n'appartient qu'aux intéressés et ne peut être exercée que par eux-mêmes, en leur nom, sous leur responsabilité pécuniaire et morale. »

D'après cette doctrine, les syndicats n'ont donc aucun droit de poursuivre les infractions qui ne lèsent pas les intérêts collectifs de la profession pour laquelle ils sont organisés. Ils ne peuvent défendre en justice les droits individuels de leurs membres, malgré leur caractère professionnel; ils ne peuvent intenter que les actions qui ne sont susceptibles d'être exercées par aucun des membres. La jurisprudence distingue les intérêts généraux de la profession, les intérêts collectifs professionnels que les syndicats ont le droit et la mission de défendre, et les droits individuels des syndiqués. Elle fait de la personnalité morale une entité abstraite conférant aux associations qui en sont douées une existence distincte, des droits distincts de ceux des individualités qui la composent.

Elle a cependant tempéré ce que cette manière de voir avait d'excessif en admettant les syndicats à défendre les droits individuels de leurs membres en vertu d'un mandat régulier. Certains théoriciens, développant cette interprétation, ont admis que le syndicat était, en vertu d'une sorte de contrat tacite, le mandataire *ad litem* de ses adhérents, que l'action syndicale a pour *substratum* le droit individuel et n'est recevable que dans la mesure où l'est l'action individuelle des syndiqués ¹. Pour certains auteurs, les

1. Voir Z sous Cass., 1^{er} février 1893. S. 96, 1, 329. — Moye. sous Paris, 11 janvier 1907; — Roux. S. 08, 1, 105. Cass., 27 juillet 1907.

syndicats pourraient défendre en justice en vertu d'un mandat légal, exprès ou tacite, pour exercer collectivement les droits appartenant à leurs membres ; ils seraient les représentants légaux des intérêts collectifs des syndiqués, mais leur action supposerait l'existence du droit individuel ¹.

La jurisprudence n'est pas allée jusque-là : elle exige, pour la recevabilité de l'action syndicale, la preuve d'un préjudice direct porté à l'intérêt collectif du syndicat, personne morale distincte de la personne des syndiqués. Les arrêts ou jugement exprimant cette manière de voir sont nombreux.

Ainsi l'arrêt de Chambre criminelle du 26 juillet 1889, rendu sur pourvoi de l'arrêt d'Angers du 11 avril 1889, au profit du syndicat du commerce des vins de Champagne contre un fabricant de vins de Saumur qui avait qualifié « Champagne » les produits de sa fabrication, décide qu'un syndicat constitué pour défendre les intérêts généraux du commerce du vin de Champagne « représente un intérêt général absolument distinct de l'intérêt individuel que

1. Conseil d'Etat, 30 novembre 1906. S. 1907, 3, 23. — « Considérant qu'il appartient aux syndicats professionnels de prendre en leur nom propre la défense des intérêts dont ils sont chargés aux termes de l'art. 3 de la loi du 21 mars 1884, ils ne peuvent intervenir au nom d'intérêts particuliers sans y être autorisés par un mandat spécial. » — M. Romieu, commissaire du gouvernement, distingue l'action *syndicale*, que le syndicat exerce en son nom propre, comme une personne civile chargée de défendre les intérêts collectifs dont elle a la garde, sans envisager les avantages qui pourront en résulter pour chacun des membres ; il faut la justification d'un intérêt professionnel collectif, c'est-à-dire qui puisse être considéré comme concernant la corporation dans son ensemble — et l'action *individuelle*, tendant à obtenir un avantage déterminé au profit d'un membre du syndicat déterminé ; le syndicat ne peut exercer en son nom, sous forme d'une action syndicale, les actions individuelles de ses membres, mais il peut être choisi comme mandataire, et devra justifier, en ce cas, de son mandat ; celui-ci peut d'ailleurs être implicite. — V. aussi Conseil d'Etat, 25 mars 1887 et 28 décembre 1906. D. 87, 3, 57 ; 07, 3, 13.

peut avoir un négociant champenois à se plaindre de la contrefaçon de sa marque ¹. »

La Cour de Paris a décidé aussi que « un syndicat professionnel, qui n'est ni propriétaire d'une marque de fabrique spéciale, ni copropriétaire, ni concessionnaire d'aucune des marques appartenant à ses membres, ne trouve ni dans la loi du 23 juin 1857, ni dans celles du 24 mars 1884 le droit de se substituer à ses membres pour réclamer la réparation du dommage causé individuellement à ceux-ci par la prétendue contrefaçon de leurs marques personnelles ². »

La jurisprudence a aussi admis que des syndicats de médecins et de pharmaciens ne pouvaient intenter une action que si elle avait pour objet un intérêt général et collectif. « Les intérêts individuels des membres d'un syndicat sont essentiellement distincts des intérêts collectifs de la profession que représente le syndicat ; un préjudice direct et un droit actuel peuvent seuls servir de base à une intervention civile devant des juridictions répressives ; si un syndicat professionnel, régulièrement constitué a le droit de se porter partie civile, dans les poursuites motivées par des faits délictueux préjudiciables aux intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles qu'il représente, ce droit est subordonné à la condition que les intérêts collectifs dont il s'agit aient été directement lésés par le fait poursuivi ³. »

Ont été déclarés recevables des actions intentées par les syndicats et tendant à la répression d'actes illicites com-

1. D. 90, 1, 239.

2. Paris, 20 juin 1897.

3. Cass., 5 novembre 1909. *Gaz. des Trib.*, 12 mars 1910. Dans le même sens : Lyon, 15 mars 1888. D. 89, 2, 259. Paris, 20 janvier 1886. D. 86, 2, 170. Cass., 5 mars 1910. *Gaz.*, 11 mars 1910.

mis par des tiers au préjudice des syndiqués, à la constatation de faits de concurrence déloyale susceptibles de nuire au bon renom de la profession ou de causer aux syndiqués un préjudice moral collectif. Ce préjudice doit être distinct du préjudice matériel et variable causé aux syndiqués individuellement et dont il appartient à ceux-ci de poursuivre séparément la réparation par voie d'action individuelle.

Que faut-il entendre par « intérêt collectif? » Il est impossible de dégager à ce sujet aucune règle fixe dans la jurisprudence. Certains arrêts ont admis des actions intéressant tous les membres d'un syndicat ¹; d'autres ont déclaré non recevables des actions n'intéressant que quelques membres ². En réalité, la question d'intérêt collectif dépend non du nombre des personnes lésées, mais de la nature des actes dont le syndicat demande la répression; il faut voir si ces actes nuisent aux intérêts professionnels, si la profession, dont le syndicat est l'organe, doit en souffrir. Ainsi un acte de concurrence déloyale, une usurpation de marque jettent la déconsidération sur le commerce, font subir aux commerçants lésés un préjudice moral et aussi un préjudice matériel en raison de la situation inférieure dans laquelle ils se trouvent placés dans le fait de la libre concurrence et dans l'abaissement des prix qui en résulte ³. Même dans l'application de cette idée, les décisions de la jurisprudence ne sont pas exemptes de contradictions.

1. Amiens, 13 mars 1895. S. et P. 96, 2, 189. D. 95, 2, 553. Cass. req., 5 janvier 1897. S. 97, 1, 212. D. 97, 1, 120. Lyon, 10 mars 1908. S. 10, 2, 49.

2. Evreux, 21 octobre 1887. S. 88, 2, 119. — Arras, 13 juin 1888. S. 88, 2, 142. — Paris, s. police, 23 mars 1907. S. 07, 2, 252. — Cass. cr., 19 juin 1908. S. 1910, 1, 57.

3. Bourges, 1^{er} avril 1894. S. 96, 2, 191. D. 98, 2, 129. — Nancy, 4 janvier 1896. S. 96, 2, 244 et 19 avril 1907. D. 03, 2, 29. — Aix, 26 juin 1906. S. 06, 2, 295. — Cass., 27 juillet 1907. S. 08, 1, 105. — Lyon-Caen sons Paris, 29 juin 1882. S. 82, 2, 201.

Dans son arrêt du 27 juillet 1907 ¹, relatif à une action intentée par le syndicat national de défense de la viticulture française, la Cour de Cassation admet que : « il résulte de la combinaison des articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884 et 1 et 2 du code d'instruction criminelle qu'un syndicat professionnel régulièrement constitué en vertu de la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts viticoles a le droit de se porter partie civile dans les poursuites du ministère public contre les délits de falsification et de mouillage de vin préjudiciables aux intérêts collectifs du syndicat et d'exercer l'action syndicale en réparation du dommage éprouvé par la collectivité qu'il représente; que, pour former une collectivité d'intérêts viticoles, il n'est pas nécessaire d'obtenir l'adhésion de l'ensemble ou de la plus grande partie des viticulteurs. » — De même il a été admis qu'un syndicat de propriétaires et de concessionnaires des eaux minérales peut se porter partie civile contre des marchands en gros d'eaux minérales, qui ont vendu des produits sous une marque contrefaite et trompé les acheteurs sur la nature des marchandises vendues ². — Le même droit a été reconnu à un syndicat de pharmaciens pour la mise en vente de substances médicamenteuses falsifiés ³, — au syndicat national de défense de la viticulture contre un commerçant coupable du délit de falsification frauduleuse de vins artificiels ⁴. — Par contre, le syndicat du commerce des saindoux et salaisons de Marseille a été déclaré irrecevable à intervenir dans une poursuite intentée contre des négociants inculpés d'avoir fal-

1. S. 1908, 1, 405. — Même sens : Cass. crim., 15 janvier 1910.

2. Cr., 21 janvier 1892. — Paris, 1893, 1, 249. D. 92, 1, 397.

3. Crim. req., 5 janvier 1894. S et P. 95, 1, 382. D. 98, 1, 429.

4. Cass., 1^{er} mars 1906. — Bull. crim, n° 108.

sifié des graines alimentaires destinées à être vendues ¹.

Les intérêts collectifs doivent être de ceux que le syndicat a qualité pour défendre : il ne peut défendre les intérêts professionnels non syndicalisés. Ainsi jugé que l'association syndicale des propriétaires-viticulteurs de la Gironde créée pour la défense de la garantie de l'authenticité des vins de la Gironde n'a pas qualité pour intervenir dans les poursuites contre des commerçants prévenus de mouillage de vins provenance inconnue. ²

Certains arrêts ont même admis une interprétation large de l'intérêt collectif : il ne suppose pas nécessairement l'intérêt de tous les membres, mais il peut s'agir seulement des intérêts professionnels de quelques membres. L'arrêt de la cour d'assises du Gard du 4 novembre 1908 constate cette évolution de la jurisprudence. Le syndicat national de défense de la viticulture française était intervenu comme partie civile dans une poursuite criminelle pour faux et usage de faux, et falsifications de vins et mise en vente de vins falsifiés. Son action a été déclarée recevable. « Attendu, en droit, qu'un syndicat peut, au même titre qu'un simple particulier, se porter partie civile dans une poursuite criminelle ou correctionnelle lorsqu'il justifie d'un intérêt direct et d'un préjudice possible ; que, dans l'espèce, cet intérêt direct et l'éventualité de ce préjudice ne sauraient être contestés ; qu'en effet, s'il était établi que B. et B. ont commis des falsifications ou fabrications frauduleuses de vin, il en résulterait pour la partie civile un préjudice direct et actuel, que de tels agissements auraient eu certainement pour résultat de jeter le trouble sur le marché des

1. Cass., 6 août 1908. Gaz. trib., 19 mars 1909.

2. Bordeaux, 4 juin 1897. D. 98, 2, 429.

vins, de discréditer cette marchandise, d'amener une baisse de prix dans la vente et de détourner le consommateur de ce produit ; » — Et l'arrêt ajoute : « attendu que les fraudes imputées à B. et B. auraient, si elles étaient établies, contribué plus spécialement à avilir les prix des vins du Midi, à les discréditer sur le marché national et à occasionner ainsi un dommage certain à un certain nombre des membres du syndicat, qui appartiennent à la région du Midi ; — attendu que l'intérêt collectif et professionnel que le syndicat représente ne s'entend pas nécessairement de l'intérêt de l'unanimité de ses membres, et qu'il suffit que certains d'entre eux soient lésés dans leurs intérêts professionnels pour que l'intervention du syndicat soit déclarée recevable ». Les syndicats n'ont pas le droit d'exercer les actions appartenant individuellement aux adhérents, mais ils peuvent agir pour obtenir réparation des dommages les ayant atteints personnellement et pour défendre les intérêts généraux de la profession, c'est-à-dire ce qui touche tous les membres du syndicat ou la généralité d'entre eux, à condition que ces actions soient relatives à la profession que représente le syndicat. ¹

Incertaine sur la nature du préjudice, la jurisprudence est plus rigoureuse en ce qui concerne la preuve de ce préjudice. Le syndicat qui se prétend lié doit se trouver dans

1. Dans son rapport tendant à l'admission du pourvoi contre l'arrêt du 11 janvier 1907 de la Cour de Paris, le conseiller Douarche fait reposer l'action syndicale sur le droit individuel. « Tous les viticulteurs français honnêtes, y est-il dit, ayant subi un préjudice, peuvent exercer une action individuelle en dommages-intérêts. Tous les syndicats professionnels de viticulteurs peuvent, en syndiquant et en concentrant tout ou partie de ces actions individuelles, exercer une action collective en dommages-intérêts pour la réparation du dommage subi par la collectivité qu'ils représentent. La lésion aux intérêts collectifs représentés par le syndicat poursuivant n'était que l'ensemble des lésions causées à chaque viticulteur du syndicat. » S. 08, 1, 108.

les conditions d'applications des art. 1382 sq Civ : il faut que l'intérêt collectif ait souffert, que l'infraction ait causé un préjudice direct aux intérêts que représente le syndicat : le syndicat devra faire cette preuve. La Cour exige la constatation matérielle d'un dommage direct causé aux intérêts collectifs du syndicat, et l'indication de la nature du préjudice, pour justifier l'action du syndicat. « Un préjudice direct et un droit actuel peuvent seuls servir de base à une intervention civile devant la juridiction répressive ; si un syndicat professionnel régulièrement constitué a le droit de se porter partie civile dans des poursuites motivées par des faits délictueux, préjudiciables aux intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles qu'il représente, ce droit est subordonné à la condition que les intérêts collectifs dont il s'agit aient été directement lésés pour le fait poursuivi. » ¹ Il importe de spécifier la nature du préjudice. ²

En définitive, la jurisprudence exige la preuve d'un préjudice né et actuel subi par le syndicat lui-même et la preuve de l'importance de ce préjudice. La Chambre criminelle s'est montrée plus restrictive que la Chambre civile. Le défaut d'uniformité des décisions et la condition de preuve étaient un obstacle au libre exercice des droits des syndicats, et au développement de leur action répressive. Cet inconvénient était d'autant plus sensible que le rôle des syndicats dans la recherche et la poursuite des infractions professionnelles se développait et qu'ils tendaient à devenir les auxiliaires du ministère public. Dans la lutte contre les

1. Cass., 21 novembre 1908. S. 40, 1, 215. Voir aussi : Cass., 2 mai 1908. S. 09, 1, 477, 6 août 1908. S. 1909, 1, 223 ; 5 novembre 1909. S. 10, 1, 333 ; 5 mars 1910. S. 11, 1, 121. — Caen, 16 juin 1910. S. 11, 1, 299. — Cass., 11 décembre 1911. S. 12, 1, 9.

2. Cass. crim., 15 janvier 1910.

fraudes, consécutivement à l'intervention législative, des syndicats se sont formés soit pour établir des services de recherche de ces infractions, soit même spécialement en vue de la poursuite de ces infractions, tel le syndicat national de défense de la viticulture française. En contestant leurs droits d'intervention, la jurisprudence contrariait l'essor d'un tel mouvement. Aussi le législateur intervint-il à plusieurs reprises pour renforcer les droits des syndicats à cet égard et son intervention est encore réclamée à l'heure actuelle en vue de leur accorder des garanties toutes spéciales.

La loi du 30 novembre 1892 marque le premier pas dans le mouvement en faveur de l'action syndicale répressive. Dans son article 13, elle consacre au profit des médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes le droit de se syndiquer, dans les conditions de la loi du 21 mars 1884, « pour la défense de leurs intérêts professionnels ». Elle confirme, en outre, le droit qui leur avait été déjà reconnu par la jurisprudence de poursuivre, comme partie civile, devant les tribunaux répressifs, les délits d'exercice illégal de ces professions. L'article 17 stipule en effet, que : « en ce qui concerne spécialement l'exercice illégal de la médecine, de l'art dentaire, ou de la pratique des accouchements, les médecins, les chirurgiens-dentistes, les sages-femmes, les associations de médecins régulièrement constituées, les syndicats, visés dans l'article 13, pourront en saisir les tribunaux par voie de citation directe dans les termes de l'art. 182 du code d'instruction criminelle, sans préjudice de la faculté de se porter, s'il y a lieu, partie civile dans toute poursuite de ces délits intentée par le ministère public. » — La loi fait de l'exercice illégal des professions qu'elle énumère un délit susceptible de porter atteinte à l'intérêt

collectif des syndicats intéressés. Ceux-ci n'auront donc pas, le cas échéant, à faire la preuve de cet intérêt, si toutefois l'acte, dont ils poursuivent la répression, constitue une atteinte aux intérêts corporatifs mêmes qu'ils représentent, s'il rentre dans leur spécialité professionnelle ; il faut qu'ils aient qualité pour agir.

Une loi du 11 juillet 1906 a édicté certaines mesures destinées à protéger les conserves de sardines, de prunes et de légumes contre la concurrence déloyale venant de l'étranger. L'article 6 indique parmi les personnes qui, par voie d'action directe ou de constitution de partie civile, peuvent poursuivre les infractions énumérées à l'article 3, « 3° les syndicats professionnels régulièrement constitués, représentant une industrie intéressée à la répression de la fraude. » Le but de cet article est de rendre indiscutable le droit des syndicats visés de défendre les intérêts généraux de la profession qu'ils représentent. Il faut qu'ils aient intérêt à cette répression, et leur action est basée sur l'intérêt collectif et est distincte de celle qui peut appartenir aux syndiqués individuellement.

L'article 9 de la loi du 29 juin 1907 précise le même droit au profit des syndicats agricoles ou viticoles en ce qui concerne la répression des délits de nature à porter atteinte aux intérêts dont ils ont la garde. Cette loi a pour objet de prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage : il s'agissait de prendre des mesures énergiques pour « assurer aux récoltants et à leurs associations les moyens de s'organiser en vue de l'écoulement raisonné de leurs produits, et pour les mettre à l'abri de la concurrence déloyale de la fraude » ¹. Le législateur crut utile de reconnaître,

1. Exposé des motifs du projet de loi. Annexe, 966. Chambre, 1907, p. 351.

dans un texte précis, aux syndicats le droit d'intervenir dans les poursuites ayant trait aux fraudes sur les vins, et de mettre fin ainsi à l'incertitude de la jurisprudence relativement aux conditions de recevabilité de leur intervention. Cet article stipule : « Tous syndicats, formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture, ou du commerce et trafic des vins, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les art. 182, 63, 64, 65, 67 et 68 du code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications des vins, prévus par les lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 1 août 1905, 6 août 1905, et par la présente loi, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du code civil.

L'article primitif était plus large et visait : « tous syndicats ou unions de syndicats, toute autre société à existence légale poursuivant le même but, tout viticulteur récoltant d'après sa déclaration de l'année 20 hectolitres au moins, tout commerçant en vins patenté... » Il parut à la commission trop général et trop vague quant à sa portée, et elle lui substitua le texte actuel. Lors de la discussion, il a été expressément entendu qu'il s'agit, en l'espèce, d'un texte interprétatif ¹.

Le même caractère doit être reconnu à l'art. 2 de la loi du 5 août 1908, dû à l'initiative de M. Cazeneuve. La loi de 1907 ne visait que les fraudes sur les vins : celle de 1908 s'applique à toutes les fraudes de produits alimentaires ou

1. V. Sénat, 28 juin. *Journal officiel*, p. 820, sqq. Déclaration de M. Jean Dupuy.

agricoles. « Tous syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture, ou du commerce et trafic des boissons, eaux-de-vie naturelles, alcools de fruit, denrées alimentaires, produits agricoles, engrais, produits médicamenteux, marchandises quelconques, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies, les droits reconnus à la partie civile par les art. 182, 63, 64, 65, 67 et 68 C. instr. cr. relativement aux faits de fraudes et falsifications prévus par les lois en vigueur ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des art. 1382 et sq. de code civil. »

La portée de cette disposition est indiquée dans l'exposé des motifs : « Combien le droit d'ester en justice pour les syndicats donne lieu à des interprétations différentes pour apprécier si le syndicat a intérêt ou qualité pour ester en justice dans tel ou tel cas intéressant les membres. M. Tolain, dans son rapport au Sénat à propos de la loi de 1884, disait fort justement que les syndicats ne peuvent remplir leur but que s'ils sont « capables de faire respecter leurs droits par la force que donne la collectivité. » « Il y a donc des droits qu'il est utile de faire respecter en les aidant par la force que donne la collectivité ; et l'action en justice exercée par le syndicat est précisément un des moyens de faire respecter davantage certains droits qui, intéressant une collectivité ne peuvent être utilement défendus que par cette collectivité. Il y a des intérêts communs, il y a des lésions communes qui justifient l'intervention d'un syndicat. Nous prétendons que c'est défendre des intérêts généraux que réprimer les fraudes et les actes de concurrence déloyale. Nous prétendons que c'est défendre des intérêts généraux que tenter de mettre la probité dans le commerce

et de protéger le public contre la fraude. L'article 3 de cette proposition a pour but, par un texte précis, de mettre désormais à l'abri de toute contestation le droit des syndicats professionnels d'intervenir en matière de fraudes, qu'il s'agisse de boissons... de denrées alimentaires, de produits agricoles, d'engrais et de produits médicamenteux »¹.

Certes le syndicat n'est pas dispensé de toute preuve : il doit justifier de sa constitution régulière, de sa qualité à intenter la poursuite, d'un intérêt, mais la preuve de cet intérêt est facilitée : l'ensemble de ceux produisant ou faisant le commerce de l'objet qui, par suite de fraude, a motivé une action en justice, sont réputés avoir subi un préjudice direct, à l'occasion duquel chaque syndicat qui le représente peut exercer une action en réparation. Mais la loi de 1908 se borne à permettre au syndicat poursuivant d'invoquer l'art. 1382 C. et les articles du code d'Instr. crim. en ce qui concerne la constitution de partie civile; par contre, il reste soumis aux obligations de droit commun pour réclamer la réparation du dommage, il doit prouver l'existence et la nature d'un préjudice directement subi². Un syndicat quelconque ne peut intervenir dans une affaire de fraude quelconque : il faut que cette fraude porte atteinte aux intérêts qu'il représente. Mais du moment où cette preuve est faite, la réalité du préjudice est certaine : il n'est plus question d'intérêts collectifs ou individuels. « La loi se substitue ainsi à la jurisprudence³. » Le juge n'a plus à apprécier si un préjudice a été directement causé; la loi décide que ce préjudice existe du moment où il atteint

1. Chambre. Documents, n° 1102, 1907, p. 934.

2. Voir Cass. cr., 17 février 1912.

3. *Journal officiel*, Sénat, 9 juillet 1908, p. 940.

des intérêts pour la défense desquels le syndicat est spécialement constitué.

Malgré l'intervention du législateur, la jurisprudence a persisté à soutenir qu'il lui appartient d'apprécier l'existence d'un préjudice causé aux intérêts professionnels. Ainsi un arrêt de la Cour de Cassation du 9 mai 1910 exige la preuve du préjudice direct pour justifier l'action en dommages-intérêts d'un syndicat. Plus récemment, la Chambre criminelle, le 10 février 1911, a cassé un arrêt de la Cour de Paris du 18 juin 1910, ayant alloué des dommages intérêts à un syndicat étant intervenu dans une affaire de mouillage, sous prétexte que le préjudice ne s'appliquait qu'à des intérêts individuels. « Attendu, dit cet arrêt, qu'un préjudice direct et un droit actuel peuvent seuls servir de base à une intervention civile devant les juridictions répressives; que, si un syndicat professionnel, régulièrement constitué, a le droit de se porter partie civile dans des poursuites motivées par des faits délictueux, préjudiciables aux intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles qu'il représente, ce droit est subordonné à la condition que les intérêts collectifs dont il s'agit aient été directement lésés par le fait poursuivi; — attendu que, pour déclarer recevable l'intervention du syndicat et prononcer à son profit une condamnation à des réparations civiles, la Cour d'appel s'est fondée sur ces motifs que le syndicat aurait été lésé par la déconsidération que la fraude commise jette sur le produit naturel et par la baisse du prix du vin qu'elle tend à déterminer; — mais attendu que ces motifs, relatifs à la concurrence subie par les négociants scrupuleux, n'impliquent nullement que le syndicat lui-même ait éprouvé un préjudice, et qu'en supposant qu'ils visent des commerçants, membres du syndicat, ils ne sont

applicables qu'à leurs intérêts individuels et non aux intérêts du syndicat; qu'il suit de là que la condamnation à des réparations civiles manque de base légale. »

Les propositions actuelles tendent à mettre fin à cet obstacle apporté par la jurisprudence au libre exercice des droits des syndicats et à faire prévaloir la volonté du législateur. Il faut que les groupements professionnels aient la possibilité d'assurer l'application de la législation sur les fraudes; qu'ils puissent se joindre au ministère public ou prendre l'initiative des poursuites sans craindre de voir leur action rejetée. Il faut qu'ils puissent agir en toute sûreté, puisqu'ils défendent la loyauté du commerce et les intérêts des producteurs.

Dans ce but, les propositions et projets déposés créent une présomption légale de préjudice direct en faveur des syndicats poursuivant des fraudeurs : une fraude, portant atteinte aux intérêts dont le syndicat a la défense, doit être légalement présumée lui avoir occasionné un préjudice direct, sans qu'aucune autre preuve soit nécessaire. Les tribunaux n'auront qu'à rechercher si le syndicat est régulièrement constitué, à déterminer son but et sa compétence, à évaluer le dommage.

1. Voir sur la jurisprudence récente, les arrêts suivants ayant repoussé l'intervention de syndicats parce qu'ils n'apportaient pas la preuve d'une lésion aux intérêts collectifs : Cass., 12 juillet 1909 (*Gaz. des trib.*, 14 juillet 1909. 5 mars 1910. *Rec. Gaz. des trib.*, 10, 1, 81. — Montpellier, 16 novembre 1911. *Rec. Gaz.*, 12, 2, 71, 1^{er} sem. — Paris, 17 mars 1910 (*id.*, 10, 2, 477, 1^{er} sem.) — Nîmes, 28 avril 1910 (*id.*, 10, 2, 81, 2^e sem.) — Cass., 15 janvier 1910 (*Gaz.*, 22 janvier 1910); 19 mars 1910 (*id.*, 13 avril 1910). — Paris, 22 octobre 1910 (*Rec. Gaz.*, 11, 1^{er} sem., 2, 146). — Seine, 6 décembre 1910 (*id.*, 11, 2, 344). — Cass. cr., 17 février 1912. — Par contre Lyon, 15 novembre 1911 (*Rec. Gaz.*, 12, 2, 73, 1^{er} sem.), admet le syndicat à se porter partie civile sans avoir à faire la preuve des intérêts collectifs. — Nîmes, 23 novembre 1911 (*id.*, 12, 2, 75), reconnaît que les intérêts collectifs d'un syndicat de viticulture sont lésés à raison du discrédit que la fraude jette sur l'usage du vin et de l'augmentation de quantités à livrer qu'elle produit sur le marché de consommation.

M. de la Trémoille admet les syndicats à « citer directement tant au civil qu'au correctionnel, à se porter partie civile, conformément aux art. 182, 63, 64, 66, 67, 68 du Code d'Instr. crim., relativement aux fraudes quelconques ou infractions concernant les produits pour la défense desquels ils sont constitués ; ils seront légalement présumés avoir éprouvé, du fait des actes précités, un préjudice direct, dont les tribunaux n'auront qu'à apprécier l'importance, sans que leur action puisse être écartée si le fait qui l'a motivé est avéré. »

M. Barthe craint que le droit de poursuivre correctionnellement ne favorise l'intervention de syndicats fictifs invoquant des infractions inexistantes ; aussi n'admet-il aux syndicats que le droit de se porter partie civile ou de recourir à l'action ordinaire en réparation ; ils pourront ester toutefois même pour la défense des intérêts individuels. « Il sera légalement présumé qu'un préjudice direct aura été éprouvé par la profession des membres de ces syndicats, ainsi que par chacun de ces membres, et ces syndicats seront recevables à demander et obtenir la réparation de ce préjudice soit au nom de la profession de l'ensemble de leurs membres, soit au nom des intérêts particuliers ou de la totalité d'entre eux ¹. »

Le texte du projet du gouvernement est moins large : « Toute personne, toute association, tout syndicat intéressé peut exercer sur tout le territoire de la France et des colo-

1. Proposition n° 919, 5 avril 1911. — A rapprocher de la proposition de M. A. Lefèvre (n° 891, 30 mars 1911), art. 2 : « L'action des syndicats sera recevable quand elle aura pour objet la défense soit de leurs intérêts collectifs, soit des intérêts individuels de tout ou partie des membres qui les composent, même si le préjudice dont la réparation est poursuivie n'est que moral et indirect. » Et proposition Rambourgt : un intérêt simplement moral suffit pour rendre l'action recevable.

nies, les droits reconnus à la partie civile par les art. 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'Instr. crim., relativement aux altérations ou suppositions de noms, emplois abusifs de dénominations géographiques, ou recourir, s'il le préfère, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des art. 1382 et suivants de Code civil... Si les faits prévus... portent sur les marques régionales, pour la défense desquelles ils se sont constitués conformément à la loi du 21 mars 1884, les syndicats intervenants ne seront tenus, pour triompher de leur action, ni de préciser la nature du préjudice certain causé par ces faits aux intérêts collectifs, ni même d'établir l'existence de ce préjudice certain. »

L'extension du droit des syndicats est susceptible d'entraîner un abus : l'accumulation des frais de justice et des dommages-intérêts par suite des diverses instances qui peuvent être engagées par les syndicats intéressés. Si chaque syndicat peut agir isolément et distinctement, l'auteur du délit risque d'être condamné finalement à une somme de dommages-intérêts hors de proportion avec l'importance du délit qu'il aura commis. Aussi le législateur doit-il statuer en vue de limiter les droits des syndicats intervenant. Lorsqu'un syndicat aura exercé ses droits, les autres syndicats, formés dans un but identique, ne pourront intervenir dans la même instance que comme parties jointes, en vertu d'une déclaration reçue sans frais (§ 5 de l'art. 2 du projet). Si une décision est déjà intervenue et qu'un syndicat veut introduire une instance à l'occasion des faits déjà jugés, son action sera-t-elle recevable ? M. Lefèvre la déclare recevable sous condition de la preuve du préjudice collectif. Le projet du gouvernement, adoptant la manière de voir de M. de la Trémoille, déclare cette action non recevable et n'admet que des actions émanant des membres du syndicat

et ayant pour objet la réparation du préjudice causé à leurs intérêts individuels.

Telles sont les mesures proposées à l'effet de préciser et d'étendre les droits des syndicats. L'idée en est très justifiable ; ainsi que le disait M. Cazeneuve, « la possibilité de l'intervention légale des syndicats, en matière de fraude, aura l'immense avantage de faciliter les instances dans bien des cas où un simple particulier hésiterait à engager un procès lui-même. Qu'un commerçant peu scrupuleux abuse du nom d'un propriétaire pour user d'un acquit fictif, souvent le propriétaire hésitera à affronter les ennuis d'un procès et à en faire les frais. Le syndicat, organe puissant de défense générale, prendra en mains l'affaire et la soutiendra devant la juridiction compétente. » Ce droit d'intervention était contrarié par la jurisprudence qui opposait les intérêts individuels des membres du syndicat aux intérêts collectifs du syndicat lui-même, et, après avoir déclaré que le syndicat ne peut défendre en justice que ses propres intérêts, posait en principe que la fraude lèse les intérêts individuels et non les intérêts collectifs que représente le syndicat. Les propositions actuellement soumises au Parlement mettront fin, si elles sont acceptées, à cette résistance des tribunaux. Le texte du projet pourrait cependant prêter à une critique d'ordre juridique : il peut paraître téméraire d'établir une présomption de droit en faveur des syndicats ; ne suffirait-il pas de dire que les syndicats peuvent défendre en justice les intérêts individuels de tout ou partie de leurs membres, quand ces intérêts sont d'ordre professionnel, et ce, même si ce préjudice subi est individuel ? Ce qu'il importe surtout, c'est que les syndicats ne soient par tenus de faire la preuve d'un préjudice collectif et qu'il leur suffise, pour triompher, d'exercer les actions individuelles de

leurs membres et de subir un préjudice même indirect et moral.

Pour donner à l'action des syndicats toute son efficacité, il resterait à admettre les unions de syndicats à exercer le droit de poursuite au même titre que les syndicats eux-mêmes. Il y a, en effet, quelque chose de choquant à refuser à ces unions un droit qui appartient aux membre de ces unions ; bien plus, depuis la loi de 1901, les unions d'associations ont le droit d'ester : les unions de syndicats, les premières formes d'associations appelées à la liberté, seraient dans une situation inférieure ? Il y a là une lacune à combler. Les propositions en ce sens ont jusqu'alors été écartées, parce qu'elles tendraient à modifier la loi de 1884 à l'occasion d'une loi spéciale et partielle ¹. Cette question a été jointe à celle de la réforme de la loi de 1884 : le projet Waldeck-Rousseau et Millerand et la proposition Lemire accordent aux unions des syndicats le droit d'ester en justice ².

D'aucuns protesteront sans doute contre ces droits, déclarés exorbitants, accordés aux syndicats. Ils ne sont cependant que la reconnaissance d'un fait social actuel : l'importance de plus en plus grande prise par les syndicats, l'incorporation de la vie individuelle dans la vie corporative, la substitution du groupement professionnel à l'individu isolé. Au surplus le droit des syndicats sera limité par leur but : ils ne pourront agir pour défendre tous les intérêts d'une profession, mais seulement ceux pour la défense desquels ils sont constitués, tels qu'ils sont définis

1. Chambre, séance du 22 juin 1907, p. 1504.

2. Projet Waldeck-Rousseau et Millerand, du 14 novembre 1899, n° 4185. (Chambre. Documents, 1899, p. 125. — Proposition Millerand du 12 juin 1906 (n° 13, id., 406, p. 463). — Proposition Lemire du 12 juin 1906 (n° 34, id., 406, p. 487), reprise en 1910.

et limités par les statuts (principe de la spécialité). Les condamnations qu'ils obtiendront n'auront pour but que le rétablissement de l'ordre professionnel, la répression de l'acte illicite, pour en empêcher son renouvellement ; ce seront non seulement des dommages-intérêts susceptibles d'une évaluation pécuniaire, mais aussi et surtout des peines morales : dépens, publicité. Leur intervention tend surtout à l'application d'une « peine privée », dont le but est plutôt de prévenir que de réprimer. Les syndicats visent moins une réparation pécuniaire qu'une peine exemplaire pour atteinte morale portée à leurs statuts respectifs.

— Nous avons ainsi étudié le projet actuellement soumis aux Chambres en vue de remplacer les délimitations réglementaires par un régime assurant la protection des appellations régionales au moyen de recours largement ouverts aux intéressés, individus ou groupements professionnels. Ce projet n'est pas encore venu en discussion : son adoption est cependant réclamée par les intéressés en vue de solutionner définitivement la question des délimitations et d'empêcher de nouveaux troubles ¹.

Avant de terminer, nous devons signaler que la question de la protection des appellations de cru a un côté international : nous avons vu que la convention de Madrid n'avait réuni que quelques adhérents. Il serait bon, dans l'intérêt de nos marques, que le gouvernement s'efforçât d'obtenir une adhésion plus générale des divers pays aux principes consacrés par cette convention. Notre production vinicole en retirerait le plus grand profit, et elle pourrait combattre les fraudes qui se pratiquent trop souvent, relativement au nom de cru français, dans certains pays étrangers.

1. La discussion du projet a été mise à l'ordre du jour de la Chambre (séance du 18 mars 1912).

CONCLUSION.

L'intervention du législateur était nécessaire : les intérêts de la viticulture française exigeaient des mesures destinées à protéger les appellations régionales auxquelles elle a droit. La France vit sur l'excellence de ses produits ; or ceux-ci sont concurrencés par les produits falsifiés et à bon marché qui sont offerts de tous côtés, sur le territoire comme à l'étranger, aux consommateurs. Il importait de maintenir la protection de nos produits, et notamment de ceux qui, comme le vin, constituent une richesse et une gloire nationales : la prospérité économique de la France est liée à cette question. La protection des appellations régionales, des marques régionales, des noms de crus, demandait à être assurée, non par de nouvelles dispositions législatives, mais par le renforcement et le complément des prescriptions existant déjà. Le droit au nom de lieu était reconnu et sanctionné par la loi du 28 juillet 1824, qui avait établi, en matière industrielle et commerciale, le droit pour une ville, une région, d'avoir une appellation, une véritable marque de commerce, considérée comme sa propriété. Or, la propriété est une question d'ordre civil qu'un corps administratif n'a pas compétence pour régler : il était contraire aux principes juridiques que l'administrateur édictât des mesures fixant réglementairement les ré-

gions pouvant prétendre à des noms de cru déterminés ; les tribunaux seuls pouvaient assurer, en statuant sur les droits individuels, le respect des principes posés dans la loi, conformément à leur mission qui est de dire le droit.

Le législateur a eu tort de vouloir formuler une législation nouvelle, [comprenant la délimitation administrative ; non seulement les principes théoriques auraient dû s'opposer à une telle solution, mais encore les faits devaient apporter la meilleure preuve de l'erreur commise. Les délimitations administratives soulevèrent mille difficultés dans leur application : elles suscitèrent des troubles, par suite des antagonismes d'intérêts qu'elles provoquèrent ; loin de protéger les producteurs, elles apparurent comme devant leur être contraires ; au lieu de constituer une mesure démocratique, elles avaient pour résultat de créer des privilèges injustifiés ; elles devaient apporter une solution : on s'aperçut vite qu'elles portaient atteinte aux droits acquis, qu'elles avantageaient les uns au détriment des autres, qu'elles engendraient des jalousies, des haines, la révolte en un mot ; édictées dans un but de justice et d'union, elles n'aboutirent qu'à diviser la France, et, dans l'intérieur du pays, les habitants ou les groupements des diverses régions intéressées.

Les délimitations administratives, nées d'une erreur économique, se heurtèrent à une impossibilité de réalisation pratique, par suite de l'absence de base fixe. On a voulu tenir compte des différences de méthode et de culture, ce qui a contribué à placer certaines communes dans un état d'infériorité non justifié. Il importait, au contraire, de laisser les marques se concurrencer librement et prévaloir vis-à-vis du consommateur par les qualités respectives des produits qu'elles représentent, et maintenir le com-

merce sur un pied d'égalité pour l'origine et l'utilisation de ces marques.

D'ailleurs les conditions d'application nécessitées par cette protection légale de crus administrativement fixés étaient d'une réalisation difficile, sinon impossible. Les mesures réclamées pour les attestations d'authenticité devaient être mal vues des assujettis et étaient d'une complication telle que leur efficacité eût été douteuse : le commerce les considérait comme une nouvelle cause de gêne, de frais et de vexations ; l'Etat devait en redouter les conséquences financières et les complications de service et d'écritures. Au surplus, nous avons vu que si des mesures complémentaires pouvaient se justifier pour les eaux-de-vie de Cognac et d'Armagnac et les vins de Champagne, dont la production était ou pouvait être contrôlée, il ne pouvait en être de même pour les vins naturels ne comprenant pas d'opération industrielle de fabrication. Un tel système eût abouti fatalement à créer un monopole au profit des grandes maisons, riches et bien outillées.

Le seul privilège auquel puisse prétendre une région déterminée se trouve dans la supériorité de ses produits ; il doit être obtenu grâce à la supériorité de ses marques : en délimitant, le législateur aboutissait à sauvegarder les intérêts économiques d'une région, non la qualité de ses produits. En réalité, les crus doivent s'imposer librement et les rapports entre producteurs et consommateurs doivent rester libres, sous réserve de la loyauté des transactions garantie par l'Etat. Il appartient au consommateur de se rendre compte que le producteur ou l'intermédiaire ne peut lui donner un produit de cru à un prix inférieur ; tout objet doit se payer à sa réelle valeur ; en sollicitant avant tout le bon marché, le consommateur favorise la fraude et la tromperie.

Le producteur, il faut le reconnaître, a été victime des circonstances et de son individualité : le prix de revient de sa récolte s'est accru ; il lui faut trouver dans la vente de quoi couvrir ses frais de production, de conservation et aussi d'amortissement du capital engagé dans la culture. Les vins reviennent cher et leur écoulement est difficile, leur bonne qualité se trouvant dépréciée par la concurrence des vins de qualité inférieure. Ainsi les vins de la Côte-d'Or cotés 51 fr. 54 en 1893, ne valent plus que 26 fr. 41 en 1901 : ils ont subi la concurrence des vins du midi produits à meilleur compte, et, pour lutter, les vignerons ont voulu planter des cépages à gros rendements. Ce procédé a tué le « type », le cru, et le consommateur, habitué aux vins de commerce, appropriés à son goût, s'est éloigné des vins naturels légers et de qualité variable suivant les années. Dans son aberration causée par les déceptions et les souffrances, le producteur-vigneron a cru en la toute-puissance de l'Etat.

Or, dans le domaine économique, l'Etat ne peut rien et ne doit rien faire. Sans doute, il peut, c'est même son rôle, réglementer la concurrence, surveiller le commerce, réprimer la fraude, faciliter les transactions ; mais il ne lui appartient pas de modifier les conditions actuelles de la production, d'intervenir dans les rapports des producteurs et des consommateurs, car ce serait favoriser injustement une région au profit d'une autre, exciter les rivalités économiques, dont les conséquences pourraient être funestes pour la prospérité de l'Etat. Il est même illusoire que l'Etat persiste à garantir l'origine d'un produit qui ne reste pas entièrement dans sa main, car il donne une consécration légale à toutes les fraudes qui se commettent. Donc, que l'Etat intervienne pour réglementer la concurrence

quand elle cesse d'être honnête et loyale, quand un produit se sert de subterfuges, et emprunte les appellations habituelles d'un autre produit pour accaparer le marché, il reste dans son rôle. Mais il ne peut, sans danger, aller plus loin. Les autres remèdes ne peuvent venir que de l'initiative privée, encouragée par l'Etat, mais se développant librement. C'est à elle seule qu'il appartient d'organiser le marché suivant les intérêts de chaque région, de régler la production, de régler les rapports entre celle-ci et le consommateur. C'est de l'union seule, d'un coopératisme sagement entendu que l'on peut espérer un remède salutaire.

L'initiative privée peut beaucoup en vue de la protection des appellations régionales, et la période critique que nous venons de traverser, le malheureux essai des délimitations auront peut-être eu ce résultat de montrer l'utilité d'une organisation de la production destinée à protéger ses intérêts compromis. Le remède n'est pas dans l'Etat seul, il est surtout dans le groupement et l'union des intérêts. Les conditions de la production ont changé : à l'heure actuelle l'individu isolé ne peut rien, ses forces s'épuisent inutilement ; s'il veut réussir, il doit unir ses efforts à ceux qui poursuivent le même but ; l'association est la base de la vie politique, sociale et économique actuelle ; de tous côtés, les intérêts se groupent, s'organisent pour mieux soutenir, faire valoir et faire respecter leurs droits.

Or, d'une part le producteur doit rompre avec son individualisme ; il a voulu, jusqu'alors, agir seul, s'occuper de la vente de ses produits, lutter contre le commerce de gros ; mais il ne peut placer son vin qu'à des prix plus élevés que ceux du commerce, et il arrivera un moment où il ne trouvera plus dans cette vente une rémunération suffisante.

D'autre part, la production, dans son ensemble, ne peut plus compter sur elle-même; elle a cru qu'il lui était possible de vendre directement au consommateur et de se passer d'intermédiaire, et a, dans ce but, organisé des coopératives, fondé des caves syndicales. Celles-ci n'ont pas fourni les résultats escomptés.

Les coopératives viticoles, ayant pour but la fabrication et la vente du vin des adhérents, n'ont pas réussi et ne pouvaient réussir, parce que, tout d'abord, elles ont voulu réunir des attributions diverses et trop étendues : le viticulteur devait être à la fois producteur, fabricant et commerçant; les coopératives se chargeaient d'acheter et de vendre. Or, elles n'étaient pas organisées en vue de la vente : il ne suffit pas d'offrir une bonne marchandise, il faut solliciter le consommateur, l'attirer par une réclame habile, étudier ses goûts, être à même de les satisfaire en lui offrant un produit uniforme, de type identique. D'autre part, même en admettant que des coopératives bien administrées et suffisamment puissantes, aboutissent à trouver une clientèle, il leur sera difficile de la conserver : vendant des vins tels que la nature, le sol, la saison, les auront produits, elles ne pourront les adapter aux goûts de leurs clients, goûts qui ne varient pas; ceux-ci réclament un produit à peu près identique, que ne pourront garantir des producteurs. En effet, le vin est un produit dont les qualités sont variables d'une année à l'autre : le client ne veut pas reconnaître ces variations, et il les impute à la fraude, ce qui l'amène à s'adresser au commerce, qui lui offrira un type de vin toujours uniforme. — Ainsi de toutes façons, les débouchés se ferment aux producteurs isolés ou groupés. Le seul remède possible apparaît dans l'union de la production et du commerce. Au lieu d'agir isolément, le

producteur et la coopérative doivent se rapprocher du commerce, dont les intérêts sont connexes aux leurs.

Déjà à l'étranger, en Allemagne et en Italie, les coopératives viticoles font cause commune avec le commerce ; de cette union naît une force qui s'emploie à la défense des intérêts moraux et matériels de tous, viticulteurs, producteurs, négociants, coopératives de production ou de consommation. En France, un mouvement en ce sens s'accuse timidement. Il existe des syndicats des vins de Champagne, des vins de Bordeaux, des eaux-de-vie de Cognac, les deux premiers ayant pour but la défense et la protection des marques, le dernier faisant en outre des opérations commerciales. Il s'est fondé une association des propriétaires viticulteurs et des négociants en vins des Côtes du Rhône. Enfin, le syndicat national de la viticulture française s'occupe de la protection des crus. La Bourgogne est restée très individualiste : ou le vigneron possédant quelques parcelles fournissant des raisins de crus veut faire son vin à part, personnellement, et n'arrive à produire qu'un nombre restreint d'hectolitres insuffisant pour donner au vin la qualité et la valeur d'un vin de cru ; un vin ne peut en effet, porter le nom d'un vin d'origine, et atteindre une valeur normale qui s'il provient d'une cuvée assez importante, réunissant des produits d'un même sol et d'un même climat, et produisant un type identique. Or, un tel type est impossible à obtenir avec des parcelles disséminées et réduites. Aussi, souvent, le vigneron mélangera-t-il ses raisins de crus à des raisins ordinaires de façon à produire un vin moyen, du passe-tout grain, qu'il vendra à un prix intermédiaire entre celui des grands vins et celui des vins tout ordinaires. Ou bien encore le vigneron qui n'a pas de matériel vinaire ou qui est pressé d'argent vendra ses rai-

sins dès la vendange, ira les offrir au commerce, mais ici encore, il refusera de s'entendre avec ses voisins pour imposer un prix uniforme et suffisamment élevé aux acheteurs : il préférera traiter isolément et conservera jalousement le secret de ses conditions de vente. De telles pratiques profitent au commerce malhonnête, ruinent le renom des crus et finissent par préjudicier aux producteurs et aux commerçants loyaux.

Tout l'intérêt du producteur est dans un rapprochement avec le commerce. Le groupement préconisé réunirait des membres des Chambres de commerce ou d'agriculture, des viticulteurs, des producteurs, des négociants. Basé sur la coopérative de production, il permettrait la fabrication en commun de vins de cru, de type identique, susceptibles d'une vente rémunératrice au grand profit des producteurs. Cette association, formée uniquement pour la protection des intérêts des adhérents, à l'exclusion de tout désir de réaliser des bénéfices et de pratiquer la vente directe, s'occuperait de faciliter le placement des produits ainsi récoltés et fabriqués en commun : elle organiserait des foires, voir même un marché et une bourse aux vins, s'occuperait de publicité pour faire connaître et répandre les produits, organiserait des agences de renseignements, créerait des succursales à l'étranger, éditerait des publications scientifiques, dans l'intérêt des producteurs, ou vulgarisatrices dans l'intérêt des commerçants et des consommateurs. Elle serait en outre l'organe protecteur des crus et des marques d'origine : dans ce but elle répandrait les meilleurs procédés de vinification, l'emploi des cépages fins, ferait connaître les meilleures méthodes de culture ; elle aurait une action morale : elle interviendrait auprès du gouvernement pour obtenir les mesures nécessaires en vue de protéger

les produits vinicoles contre les fraudes de toutes sortes commises en France ou à l'étranger. En un mot, le groupement s'occuperait de tout ce qui peut contribuer à la prospérité de la viticulture et du commerce au grand profit de l'un et de l'autre.

L'union dans la production et dans la vente aurait des avantages incontestables : non seulement elle faciliterait la hausse des prix, mais aussi serait un obstacle précieux aux fraudes sur les indications de provenance. D'abord, les propriétaires-récoltants réunissant leurs produits et s'entendant pour les offrir aux mêmes conditions, pour des qualités identiques, obtiendront un prix plus élevé que s'ils agissaient isolément. D'autre part, l'importance de chaque récolte pourra être facilement établie, le contrôle des conditions de la production, des achats et des ventes, sera possible et permettra de déjouer toutes falsifications et tromperies. Les commerçants eux-mêmes sauront où s'adresser pour faire leurs achats : au lieu d'aller de producteur à producteur, ils iront trouver le syndicat, qui sera en mesure de maintenir son offre et de leur vendre des vins présentant toutes garanties.

Que les producteurs et les commerçants s'entendent, qu'ils s'organisent en vue de défendre leurs intérêts professionnels désormais connexes et unis : l'initiative individuelle aura fait beaucoup pour la protection des appellations régionales. L'Etat, de son côté, n'aura à intervenir que pour reconnaître et sanctionner ces nouveaux groupements, pour reconnaître et étendre leurs droits, pour leur donner les moyens de défendre les intérêts qu'ils auront pour mission de sauvegarder. Les lois actuelles permettent la formation de syndicats et d'associations s'occupant de l'étude et de la défense des intérêts professionnels, mais n'ayant

qu'un but moral; il faut que ces groupements puissent poursuivre également un but économique : amélioration de la production grâce à des procédés recherchés et appliqués en commun; organisation de la vente et conquête de débouchés nouveaux par la coopération; répression de la fraude par des moyens d'action particuliers et facilement admis.

Large organisation de services d'intérêt professionnel, d'une part; défense de ces services, d'autre part; protection des marques par la supériorité des produits assurés grâce à une collaboration intelligente et pratique dans la production et la vente, et par le respect de ces marques obtenu grâce à la recherche et la répression des fraudes; but économique et but moral des organisations aussi instituées et réunissant producteurs et commerçants : voilà la solution du problème, tel est le seul remède à la crise viticole et le moyen d'assurer la protection des appellations d'origine. L'Etat conserve son rôle de régulateur et de stimulant des initiatives individuelles : il ne lui appartient pas de se substituer à elles. L'Etat facilite les organisations et les sanctionne ; il ne peut se faire juge des intérêts de chacun, car il ne peut satisfaire tout le monde. Il appartient aux intéressés de s'unir en vue de se protéger; cette protection, ils la trouveront dans leurs propres forces, et ils la rendront eux-mêmes plus efficace que celle qui leur serait promise par l'Etat.

Concluons avec M. Germain Martin que « l'intérêt de la viticulture impose à tous, producteurs et négociants, le devoir de s'unir et de *se fédérer*. Il faut renoncer aux rivalités mesquines, aux querelles de voisin à voisin, de clocher à clocher, qui ne profitent à personne et nuisent à tous. C'est une vérité banale d'affirmer la nécessité pour les commerçants et pour les industriels ayant les mêmes inté-

rêts généraux à défendre, de concentrer leurs efforts, afin d'être plus aptes à la lutte commerciale, autrement difficile au début du ^{xx}^e siècle que par le passé. Il faut s'imposer à l'attention des clients et ce résultat sera bien mieux atteint par un groupement que par des individus. D'autant que nous ne demandons pas au producteur, au négociant, de disparaître dans le groupe. Au contraire, l'union a pour but d'améliorer la situation de chacun, d'aboutir au développement des facultés individuelles pour cette raison que l'action de la collectivité vient renforcer et non supprimer l'activité, l'initiative de tel commerçant, de tel producteur. Le progrès et le succès sont dans l'union et non dans l'isolement » ¹. ².

1. Germain Martin : *Essai sur la vente des vins*. Dijon, 1904.

2. Au moment de mettre sous presse, nous avons connaissance d'un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation en date du 29 février 1912, confirmant un arrêt de la Cour de Paris du 1^{er} juin 1911. Cet arrêt est intéressant à un double point de vue : d'une part, en ce qu'il fait application du décret du 17 décembre 1908 sur la délimitation de la Champagne; d'autre part, en ce qu'il admet le droit d'intervention des syndicats intéressés. — Il s'agissait d'un négociant ayant mis en vente et vendu sous la dénomination « Champagne » des vins blancs non récoltés ni manipulés entièrement sur le territoire de la Champagne viticole, tel qu'il a été délimité par le décret de 1908. La Cour a jugé que l'emploi de cette fausse dénomination était « susceptible de créer, dans l'esprit des acheteurs, une confusion sur l'origine des vins » et que la désignation de l'origine devait, en vertu des art. 1 de la loi du 1^{er} août 1905, 13 du décret du 3 septembre 1907, « être considérée, d'après les usages locaux, comme la cause principale de la vente. » — D'autre part, l'arrêt constate « qu'en employant dans ses opérations commerciales la fausse appellation de vins de « Champagne » pour désigner des vins d'une provenance différente, le demandeur a lésé les intérêts corporatifs représentés par chacun des syndicats de vignerons de la Champagne délimitée, parties civiles, tant par le préjudice qu'il a causé à la réputation du vignoble champenois que parce qu'il a déprécié les vins provenant véritablement de la Champagne viticole ; que ces constatations justifient l'intervention comme parties civiles desdits syndicats et les dommages-intérêts qui ont été alloués à chacun d'eux. » Un simple préjudice moral peut donc justifier l'intervention des syndicats.

Vu,
Le président de thèse.

SOUCHON.

Vu, le 2 mai 1911,
Le Doyen de la Faculté des Lettres :

CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-recteur de l'Académie de Paris :

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

CAZEAUX-CAZALET. — *Enquête sur la situation critique de la viticulture*. 4^e rapport, 1909, Chambre des députés, Annexe 2512.

BARTHOU. — *L'action syndicale*, 1904.

GERMAIN MARTIN. — *Essai sur la vente des vins*. Dijon, 1904.

L. SAINT-LAURENS. — *Les syndicats et la répression des infractions professionnelles*.

A. MONIS. — *La délimitation des régions de production*. Paris, 1909.

P. VALLÉ. — *De la fausse indication du lieu de provenance en matière de produits viticoles*. Paris, 1904.

P. TAQUET. — *La répression des fraudes*.

Journal Officiel. — Débats. Documents. Chambre et Sénat.

Annales des sciences politiques. — 1911. n^o 5. G. TARLIÈRE. Les délimitations régionales, p. 777.

Economiste français. — P. LEROY-BEAULIEU. Les délimitations. 22 avril 1911.

Economiste européen. — THÉRY. La suppression des délimitations. 14 juillet 1911.

Economiste européen. — THÉRY. La question des délimitations. 2 juin 1911.

Etudes. — HUCHIN. Au lendemain des troubles de Champagne : les remèdes à la crise viticole. 20 septembre 1911.

Le Monde économique. — ARTAUD. Les délimitations régionales. 5 et 12 août 1911.

Le Mouvement social. — POISSON. Une commune viticole du Midi. Juin 1911.

- Les lois nouvelles.* — 15 mai 1911. — POPINEAU. La question des délimitations régionales.
- Opinion.* — DE MAIGRET. Le bilan du pillage. 22 avril 1911.
- Opinion.* — INTÉRIM. La délimitation. 15 avril 1911.
- Revue bleue.* — V. CAMBON. Les grands crus de Bourgogne et la délimitation. 13 mai 1911.
- Revue hebdomadaire.* — 28 janvier 1911. Le marché des vins et la viticulture.
- Revue des français.* — CLERGET. Le commerce et les délimitations. 25 mai 1911.
- Revue de Paris.* — LACHAPELLE. Politique d'arrondissement : les délimitations. 15 juin 1911.
- Revue Vinicole.*
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	I
-----------------------	---

CHAPITRE PREMIER.

L'HISTORIQUE DES DÉLIMITATIONS.

I. La question des appellations d'origine et des délimitations avant la loi du 1 ^{er} août 1905.	1
§ 1. L'ancien régime.	1
§ 2. La loi du 28 juillet 1824 et la jurisprudence.	2
§ 3. La protection du nom de cru vis-à-vis des produits étrangers. Les conventions internationales.	8
II. Les délimitations administratives.	14
§ 1. Origine du texte autorisant le Conseil d'Etat à procéder aux délimitations.	14
§ 2. Délimitation des régions ayant, pour leurs eaux-de-vie, un droit exclusif aux dénominations de « Cognac » et d'« Armagnac ».	16
§ 3. Délimitations spéciales.	21
§ 4. La délimitation du « Bordelais ».	22
§ 5. La délimitation de la « Champagne ».	27

CHAPITRE II.

ETUDE CRITIQUE DU RÉGIME DES DÉLIMITATIONS ADMINISTRATIVES. LES DIFFICULTÉS SOULEVÉES.

I. Les difficultés d'ordre juridique et administratif.	39
§ 1. L'article 11 de la loi du 1 ^{er} août 1905 ; la question de la délégation au Conseil d'Etat et sa constitutionnalité. . . .	39
§ 2. La question des usages locaux constants. Les droits acquis. . . .	43
§ 3. Les voies de recours.	50
§ 4. Difficulté d'assurer administrativement l'application des décrets de délimitation.	51

II. Les difficultés d'ordre économique et social.	56
§ 1. La divergence des intérêts. L'antagonisme entre la propriété et le commerce.	56
§ 2. L'injustice des délimitations	68
§ 3. Le danger des délimitations.	74
§ 4. Les difficultés d'application.	76
§ 5. La Bourgogne contre les délimitations.	79

CHAPITRE III.

LA SOLUTION ET LES PROJETS ACTUELS.

I. Les délimitations administratives étaient-elles nécessaires? . . .	84
II. Les divers projets et propositions de suppression des délimita- tions	90
III. La solution de la question des délimitations.	96
§ 1. Le principe et le but du projet actuel. Dispositions prises en vue de leur réalisation	96
§ 2. Du droit de poursuite des syndicats professionnels en ma- tière de protection du nom de lieu et de répression des fraudes	104
CONCLUSION	130
BIBLIOGRAPHIE	141
Table des matières.	143

IMPRIMERIE GÉNÉRALE DE CHATILLON-SUR-SEINE. — A. PICHAT.
